

**Service d'histoire de l'éducation  
INRP - ENS**

**RAPPORT SCIENTIFIQUE  
2004 et 2005**

Institut national de recherche pédagogique  
École normale supérieure

Conception graphique, saisie et réalisation PAO : Arille Agbo et  
Anne-Marie Fabry, Service d'histoire de l'éducation

© Institut national de recherche pédagogique, 2006

ISBN : 2-7342-1042-8

ISSN : 1765-5129

## SOMMAIRE

AVANT-PROPOS . . . . .	7
<b>PREMIÈRE PARTIE :</b>	
<b>PRÉSENTATION DE L'UNITÉ . . . . .</b>	<b>9</b>
I – Historique et missions . . . . .	11
II – Organisation et personnel . . . . .	12
III – Renseignements pratiques . . . . .	14
<b>DEUXIÈME PARTIE :</b>	
<b>LES RECHERCHES . . . . .</b>	<b>17</b>
I – L'HISTOIRE DES DISCIPLINES SCOLAIRES . . . . .	19
1. Les apprentissages élémentaires : lire, écrire, compter . . . . .	20
2. Histoire de l'enseignement du français . . . . .	25
3. Les humanités . . . . .	26
4. Histoire de l'enseignement du grec, en France et à l'étranger . . . . .	29
5. Aux origines du curriculum élémentaire . . . . .	30
6. Langues régionales et scolarisation . . . . .	32
7. Histoire de l'enseignement de l'histoire . . . . .	33
8. Histoire de l'enseignement des sciences . . . . .	36
a) L'enseignement mathématique à l'école primaire . . . . .	36
b) L'enseignement des sciences à l'école primaire . . . . .	37
c) Les sciences dans l'enseignement secondaire . . . . .	39
9. Histoire de l'enseignement du dessin . . . . .	39
II – L'ÉDITION SCOLAIRE ET ÉDUCATIVE . . . . .	40
1. Le programme Emmanuelle sur les manuels scolaires français . . . . .	41
2. La presse d'éducation et d'enseignement depuis le XVIII <sup>e</sup> siècle . . . . .	43

III – INSTITUTIONS ÉDUCATIVES, ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ . . .	44
1. Répertoire des collèges français, XVI <sup>e</sup> -XVIII <sup>e</sup> siècles. . . . .	45
2. Le personnel enseignant de la faculté des arts de Paris aux XVII <sup>e</sup> et XVIII <sup>e</sup> siècles . . . . .	46
3. École et démocratie à l'époque moderne . . . . .	47
4. L'enquête Guizot de 1833 . . . . .	48
5. Les établissements privés d'enseignement secondaire pour les garçons, en Île-de-France . . . . .	48
6. Histoire des lycées et de l'enseignement secondaire . . . . .	49
7. Histoire de l'enseignement technique . . . . .	50
a) Publication de textes officiels . . . . .	50
b) Les répertoires départementaux d'établissements d'enseignement technique . . . . .	52
8. Le personnel enseignant aux XIX <sup>e</sup> et XX <sup>e</sup> siècles : économie, politique et gestion . . . . .	54
IV – HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE . . . . .	54
1. Le personnel des facultés de lettres et de sciences . . . . .	56
2. Histoire des disciplines scientifiques . . . . .	57
3. Grandes écoles scientifiques et sciences de l'ingénieur . . . . .	58
4. Gustave Lanson et l'enseignement de la littérature . . . . .	59
5. Enseignement supérieur et territoires . . . . .	60
6. Organisation pédagogique et pratiques d'enseignement dans les universités françaises depuis 1958 . . . . .	61
7. Le cours magistral . . . . .	65
V – ADMINISTRATION ET POLITIQUES DE L'ÉDUCATION. . . . .	68
1. Les recteurs d'académie en France de 1809 à 1940 . . . . .	69
2. Histoire de l'inspection générale de l'enseignement technique . . . . .	73
3. La prise de décision à l'Éducation nationale depuis la Guerre . . . . .	74
<b>TROISIÈME PARTIE :</b>	
<b>ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES : RESSOURCES ET SERVICES</b>	77
I – LE SITE DU SHE . . . . .	79
II – ARCHIVES ET SOURCES DOCUMENTAIRES . . . . .	81
1. Constitution d'archives orales : la prise de décision en éducation . . . . .	81
2. Constitution d'archives orales : les pratiques d'enseignement dans les universités depuis 1958 . . . . .	83

3. Constitution d'archives orales : histoire de l'université d'Orsay . . . . .	84
4. Constitution d'archives orales : histoire de la formation des adultes . . . . .	85
5. Fonds des anciennes écoles normales . . . . .	85
6. Les instruments scientifiques anciens . . . . .	85
7. Les archives de l'enseignement supérieur français . . . . .	87
III – OBSERVATOIRES DE LA RECHERCHE . . . . .	88
1. Bibliographie d'histoire de l'éducation française . . . . .	88
2. La banque Emmanuelle 5 . . . . .	90
3. La bibliographie internationale de recherche sur le livre et l'édition scolaires . . . . .	90
4. Le guide international de la recherche en histoire de l'éducation . . . . .	91
IV – AUTRES RESSOURCES EN LIGNE . . . . .	92
1. La banque Emmanuelle . . . . .	93
2. La presse d'éducation et d'enseignement . . . . .	94
3. Cassandra. Base de données sur l'enseignement du grec en France (XVI <sup>e</sup> -XX <sup>e</sup> siècles) . . . . .	94
4. Marpessa. L'enseignement du grec hors de France (XVI <sup>e</sup> -XX <sup>e</sup> siècles) . . . . .	95
5. Telpoussa. Les revues de philologie et d'enseignement des langues anciennes . . . . .	95
6. Les professeurs des collèges universitaires de Paris de 1660 à 1793 . . . . .	96
7. L'enquête Guizot de 1833 . . . . .	96
8. Les rapports d'inspection conservés aux archives nationales	97
9. Les ministres de l'instruction publique . . . . .	98
10. Les textes officiels de l'enseignement supérieur . . . . .	98
11. Bases de données biographiques sur le monde académique	99
12. Les enseignants dans l'enseignement supérieur de l'entre-deux-guerres . . . . .	100
13. Les établissements d'enseignement supérieur . . . . .	100
14. Le programme <i>National Histories in Europe</i> . . . . .	101
V – ACTIVITÉ D'ÉDITION . . . . .	101
VI – REVUE <i>HISTOIRE DE L'ÉDUCATION</i> . . . . .	102
<b>QUATRIÈME PARTIE :</b>	
<b>LES PUBLICATIONS</b> . . . . .	104
I – OUVRAGES . . . . .	109

II – ARTICLES ET CONTRIBUTIONS	
À DES OUVRAGES COLLECTIFS . . . . .	112
III – COMPTES RENDUS DE LECTURE . . . . .	124
IV – PARTICIPATION À DES COMITÉS ÉDITORIAUX . . . . .	124
<b>CINQUIÈME PARTIE :</b>	
<b>COLLOQUES, SÉMINAIRES, ENSEIGNEMENT . . . . .</b>	<b>125</b>
I – ORGANISATION DE COLLOQUES ET JOURNÉES D'ÉTUDES	127
II – INTERVENTIONS DANS DES COLLOQUES	
ET CONFÉRENCES . . . . .	130
III – SÉMINAIRES . . . . .	136
1. Séminaires propres du Service d'histoire de l'éducation . .	136
2. Interventions dans des séminaires extérieurs . . . . .	139
IV – ENSEIGNEMENT ET FORMATION . . . . .	140
1. Enseignement. . . . .	140
2. Encadrement de chercheurs. . . . .	141
<b>SIXIÈME PARTIE :</b>	
<b>ACCUEIL, RELATION, CONSEIL . . . . .</b>	<b>143</b>
I – ÉTUDES MENÉES À LA DEMANDE	
D'ORGANISMES PUBLICS . . . . .	145
II – RELATIONS INTERNATIONALES. . . . .	146
III – ACCUEIL ET ORIENTATION DES CHERCHEURS. . . . .	149
IV – EXPOSITIONS, VULGARISATION . . . . .	149
V – PRESTATIONS DANS LES MÉDIAS . . . . .	149

## **AVANT-PROPOS**

Unité de l'INRP depuis 1977, le Service d'histoire de l'éducation a été associé au CNRS (URA 1397) de 1989 à 2004. Durant cette période, il a rédigé des rapports scientifiques biennaux et quadriennaux qui ont été soumis, pour évaluation, à la section 33 du Comité national de la recherche scientifique (Formation du monde moderne). Le dernier de ces rapports a été rédigé à l'automne 2003, et examiné par le Comité national dans sa session dite « de printemps », en février 2004. L'avis rendu a été très favorable à un renouvellement de l'unité comme URA, mais la politique générale du CNRS visant à restreindre son périmètre d'intervention a conduit le Département SHS à ne pas donner suite à cet avis, les moyens engagés jusque-là par le CNRS dans l'unité étant faibles en crédits, et quasi inexistant en personnels.

Quoique ne bénéficiant plus désormais de l'évaluation du CNRS, l'unité a cependant décidé de rédiger un rapport scientifique prenant la suite du précédent et portant sur les années 2004 et 2005, pour anticiper les demandes d'information qui pourraient lui être adressées dans la triple conjoncture où elle se trouve en 2006 : préparation du contrat 2007-2010 de son organisme d'appartenance principal, l'INRP ; ajustement et mise en œuvre du contrat 2006-2009 de son organisme d'appartenance secondaire, l'ENS Ulm ; démarche de reconnaissance comme Équipe d'accueil, qui sera engagée par l'unité elle-même auprès de la Direction de la Recherche.

Dans un souci de continuité, et parce que les grandes priorités et les grands axes du programme d'activités de l'unité s'inscrivent dans la durée, on a conservé à l'identique le plan général des rapports qui étaient soumis au CNRS, et notamment la distinction entre les parties

« Recherches » et « Ressources et services », dont la combinaison reflète l'une des originalités du SHE.

S'agissant d'un rapport biennal, intermédiaire entre le rapport quadriennal précédent (2000-2003) et celui qui devrait normalement porter sur la période 2006-2009, on n'a pas donné l'ampleur habituelle à la justification des orientations scientifiques de l'unité, ne mettant l'accent que sur les inflexions ou les nouveautés majeures. On a cependant situé, autant que nécessaire, les informations données, qui sont limitées dans le temps, dans la continuité d'une politique scientifique à plus long terme, fondée sur l'analyse d'une conjoncture et débouchant sur des pistes ou orientations de travail. Nous espérons donc que, comme les précédents, ce rapport sera lu, non seulement comme une plongée dans un atelier d'historiens, mais aussi comme une contribution à l'intelligence d'un champ de recherches solidement constitué désormais au sein des sciences humaines et sociales.

Pierre CASPARD  
Directeur de l'unité  
mai 2006

**PREMIÈRE PARTIE**  
**PRÉSENTATION DE L'UNITÉ**



## I – HISTORIQUE ET MISSIONS

L'origine du Service d'histoire de l'éducation remonte aux arrêtés du 6 juillet 1970 et du 5 juillet 1972, créant un Haut fonctionnaire et une Commission chargés de l'histoire de l'éducation et leur donnant notamment pour mission de :

- « Favoriser la recherche et la conservation des documents utiles à l'histoire de l'éducation,
- Faire établir et tenir à jour le bilan des études et recherches portant sur l'histoire de l'éducation,
- Promouvoir la recherche en éducation »<sup>1</sup>.

Héritier de ces missions, le SHE a été implanté en 1977 et organisé, sous sa forme actuelle, dans l'Institut national de recherche pédagogique. De 1989 à 2004, il a été URA CNRS (Section 33 : Formation du monde moderne). Depuis 2003 et la localisation de l'INRP à Saint-Fons puis à Lyon, il est hébergé par l'École normale supérieure de Paris, où sa constitution en Unité mixte de service (UMS) est en cours.

Depuis son origine, les missions de l'unité se caractérisent par la grande permanence de ses priorités :

- production d'instruments de recherche historique, qui soient à la mesure de l'une des institutions ministérielles les plus anciennes et les plus impliquées dans tous les domaines de la vie sociale ;
- fonction d'observatoire de la discipline, l'unité étant la seule qui soit spécialisée dans un champ de recherche par ailleurs actif et prolifique ;

---

(1) Sur les origines du SHE, voir Guy Caplat : « Le Service d'histoire de l'éducation. Historique et missions ». *Histoire de l'éducation*, décembre 1978, pp. 3-11 et Pierre Caspard : « L'Éducation, son histoire et l'État. L'exemple français », *Annali di Storia dell'educazione e delle istituzioni scolastiche* (Brescia), 5, 1998, pp. 101-123. Consultable en ligne à l'adresse <http://www.inrp.fr/she>.

- conduite des recherches propres, soit dans des secteurs jugés déficitaires par l'institution de tutelle et la communauté scientifique (enseignement technique, histoire de l'enseignement supérieur contemporain...), soit dans des champs requérant des approches spécifiques (histoire des disciplines scolaires...) ou des bases documentaires lourdes (histoire de l'édition scolaire...);

- fonction de conseil, d'accueil, d'orientation, de diffusion, tant en direction de l'institution que des chercheurs et du grand public.

De sa double origine, l'unité tire ainsi ce qui fait son originalité dans le champ de l'histoire et de la mémoire de l'éducation : il est un laboratoire de recherche et de service, tourné à la fois vers les chercheurs français et étrangers, les enseignants, les formateurs et son administration de tutelle.

## **II – ORGANISATION ET PERSONNEL**

Depuis sa création, le programme de l'unité présente une cohérence qui s'est renforcée au fil des années. Chaque chercheur contribue à ce programme en étant responsable d'un des domaines de recherche qui le constituent, et décline ses activités dans plusieurs registres : production d'instruments de recherche, de banques de données, recherches académiques classiques (ouvrages, articles...), vulgarisation et valorisation, accueil et orientation d'étudiants et de chercheurs. La cohérence du programme permet des activités communes ou complémentaires, ponctuellement ou dans la durée. Les complémentarités se manifestent entre les activités d'inventaires de sources, de production de ressources et la recherche. Elles se manifestent aussi entre les différents volets du programme scientifique de l'unité.

Plusieurs chercheurs dirigent une équipe, plus ou moins étoffée, d'enseignants associés. Un nouveau chercheur est associé à l'unité depuis septembre 2005 : Martine Jey, maître de conférences de littérature à l'IUFM de Paris. La majorité des autres chercheurs associés de l'unité y ont jadis été en poste, et continuent de collaborer à son programme de recherche, après leur départ pour une autre affectation ou en retraite.

Depuis 2004, quelques changements ont affecté le personnel de l'unité. Celui-ci a bénéficié de deux recrutements de professeurs agrégés d'histoire : Emmanuelle Picard et Marie-Laure Viaud (septembre 2004). Cette même année, Pascale Hummel, professeur agrégé de grammaire et docteur en philologie, a été mise à la disposition de l'unité par l'académie d'Amiens, au moyen d'un groupement d'heures. Depuis septembre 2005, Philippe Vaillant, professeur certifié d'histoire-géographie, bénéficie

d'une décharge d'un demi-service. Pénélope Caspard-Karydis a été promue, en 2005, du grade d'ingénieur d'études à celui d'ingénieur de recherche.

## PERSONNELS EN FONCTION EN DÉCEMBRE 2005

		Date d'entrée dans l'unité
<i>Directeur de l'unité :</i>		
Pierre CASPARD	Directeur de recherche INRP	1977
<i>Directeur adjoint :</i>		
Philippe SAVOIE	Professeur agrégé d'histoire	1990
<i>Chercheurs et ingénieurs permanents :</i>		
Vincent ALAMERCERY	Ingénieur d'études ITRF	2001
Gérard BODÉ	Chargé d'études documentaires principal	1987
Annie BRUTER	Maître de conférences d'histoire	1999
Pénélope CASPARD-KARYDIS	Ingénieur de recherche ITRF	1977
Henri CHAMOIX	Ingénieur d'études ITRF	2000
Anne-Marie CHARTIER	Maître de conférences de sciences de l'éducation	1996
Alain CHOPPIN	Maître de conférences d'histoire	1979
Marie-Madeleine COMPÈRE	Ingénieur de recherche ITRF	1977
Anne-Marie FABRY	Ingénieur d'études ITRF	1979
Françoise HUGUET	Ingénieur d'études ITRF	1977
Pascale HUMMEL	Professeur agrégé de grammaire	2004
Fabien LOCHER	Professeur agrégé de physique	2003
Emmanuelle PICARD	Professeur agrégé d'histoire	2004
Marie-Laure VIAUD	Professeur agrégé d'histoire	2004
<i>Chercheurs permanents à mi-temps :</i>		
Françoise LEPAGNOT-LECA	Professeur agrégé d'histoire	2003
Pierre MIGNAVAL	Professeur agrégé d'histoire	1998
Boris NOGUÈS	Professeur agrégé d'histoire	2003
Philippe VAILLANT	Professeur certifié d'histoire-géographie	2005
<i>Administration :</i>		
Éric DUMAS	Ingénieur d'études ITRF	2000
Arille AGBO	Agent administratif	2003
<i>Chercheurs associés :</i>		
Bruno BELHOSTE	Professeur d'histoire contemporaine Université Paris X	2003
Pierre BENOIST	Conseiller à la Cour des comptes (en retraite)	2002
Guy CAPLAT	IGAENR (en retraite)	1986

André CHERVEL	Professeur agrégé de grammaire (en retraite)	1997
Jean-François CONDETTE	Maître de conférences d'histoire contemporaine IUFM de Lille	2002
Renaud d'ENFERT	Maître de conférences d'histoire des sciences IUFM Versailles	2003
Jean-Yves DUPONT	Professeur agrégé de mécanique CPGE Paris	2003
Marie-Thérèse FRANK	Professeur agrégé d'histoire (en retraite)	2003
Hélène GISPERT	Professeur d'histoire des sciences Paris-Orsay	1999
Marcel GRANDIÈRE	Professeur d'histoire IUFM de Nantes	1996
Martine JEY	Maître de conférences en littérature IUFM de Paris	2005
Anne-Marie LELORRAIN	Inspecteur de l'enseignement agricole	1998
Philippe MARCHAND	Maître de conférences d'histoire (en retraite)	

PERSONNELS AYANT QUITTÉ L'UNITÉ EN 2004 ET 2005

	Fonctions ultérieures	Date de départ
Philippe VANNIER	École normale supérieure	2004

### III – RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Le Service d'histoire de l'éducation est une unité de l'Institut national de recherche pédagogique, établissement public à caractère administratif sous tutelle du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, dont le siège est à Lyon 7<sup>e</sup>, 19 allée de Fontenay.

L'unité est hébergée par l'École normale supérieure, dans ses locaux situés 29 rue d'Ulm à Paris 5<sup>e</sup>. Une convention de partenariat en vue de la création d'une unité mixte INRP-ENS a été signée en 2003 et reconduite annuellement. Décision a été prise en octobre 2005 portant création d'une Unité mixte de services (UMS), qui doit être inscrite dans les contrats quadriennaux 2006-2009 de l'ENS, et 2007-2010 de l'INRP.

En tant qu'URA CNRS et conformément aux statuts de cet organisme, le SHE a bénéficié jusqu'en 2004 d'un comité d'évaluation composé d'une dizaine de chercheurs et enseignants-chercheurs français et étrangers. La reconstitution d'un comité du même type est prévue dans le courant de l'année 2006.

**Adresse de l'unité :**

Service d'histoire de l'éducation – 29 rue d'Ulm – 75005 PARIS

**Adresse postale :**

Service d'histoire de l'éducation – INRP/ENS  
45 rue d'Ulm – 75230 PARIS Cedex 05  
☎ 33 (0)1 44 32 26 05 – télécopie : 33 (0)1 44 32 26 06

**Adresse du site web :**

<http://www.inrp.fr/she>

**E-mail personnels :**

arille.agbo@inrp.fr ; vincent.alamercery@inrp.fr ; gerard.bode@inrp.fr ;  
annie.bruter@inrp.fr ; pierre.caspard@inrp.fr ;  
penelope.caspard-karydis@inrp.fr ; henri.chamoux@inrp.fr ;  
anne-marie.chartier@inrp.fr ; alain.choppin@inrp.fr ;  
marie-madeleine.compere@inrp.fr ; eric.dumas@inrp.fr ;  
jean-yves.dupont@inrp.fr ; anne-marie.fabry@inrp.fr ;  
françoise.huguet@inrp.fr ; Pascale Hummel : philologicum@yahoo.fr ;  
lepagnot@aol.com ; fabien.locher@inrp.fr ; pierre.mignaval@inrp.fr ;  
boris.nogues@inrp.fr ; epicard@club-internet.fr ;  
philippe.savoie@inrp.fr ; philippe-vaillant@wanadoo.fr ;  
mlaureviaud@hotmail.com.



**DEUXIÈME PARTIE**  
**LES RECHERCHES**



## **I – L’HISTOIRE DES DISCIPLINES SCOLAIRES**

Depuis plus de vingt ans, l’histoire des disciplines scolaires constitue l’un des axes de recherche dominants du SHE, qui a contribué de manière décisive à l’émergence de ce champ d’étude en France. Laboratoire de recherche et de service, le SHE s’efforce de répondre à la fois aux demandes des enseignants et des chercheurs, en leur fournissant des instruments de travail et des travaux d’érudition et en étant, pour ceux qui en font la demande, un lieu d’accueil, de documentation et de conseil.

Grâce à ce travail, on possède aujourd’hui une bonne connaissance des principaux enseignements du secondaire au XIX<sup>e</sup> siècle, dans leurs organisations et leurs contenus, et de leurs évolutions. La progressive désagrégation du bloc des humanités classiques et l’émergence de disciplines nouvelles – notamment scientifiques – sont des phénomènes majeurs, bien analysés dans leurs causes et dans leurs effets. Pour ce qui est du primaire, la publication des textes officiels se poursuit, avec la parution d’un volume consacré à l’enseignement mathématique (Renaud d’Enfert) et la préparation de celui sur l’histoire (Annie Bruter), tandis que continue l’exploration des modes d’alphabétisation et d’entrée en lecture (Anne-Marie Chartier) et qu’une réflexion s’engage sur la naissance du curriculum élémentaire, du XVII<sup>e</sup> au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (Pierre Caspard).

Les enseignements de la période moderne, qui restent moins bien connus, continuent aussi à faire l’objet de recherches : certaines se situent dans la lignée de travaux antérieurs, sur le latin (Marie-Madeleine Compère) et l’histoire (Annie Bruter), une autre défriche un terrain encore méconnu, celui de l’enseignement du grec (Pascale Hummel).

La principale évolution survenue depuis 2004 consiste dans l’ouverture de nouveaux chantiers consacrés au XX<sup>e</sup> siècle. Le recueil des textes officiels sur l’histoire et la géographie dans le secondaire est en

préparation (Philippe Marchand). Surtout, les travaux relatifs à l'enseignement des sciences ont connu un fort développement avec les programmes de recherche consacrés aux textes officiels du primaire (Renaud d'Enfert, Hélène Gispert, Josiane Hélayel avec Pierre Kahn) et du secondaire (Fabien Locher, Yannick Sahy, Xavier Sido). Ces programmes se concluront à l'horizon 2007 avec la publication des volumes correspondants, qui devraient apporter une contribution essentielle à notre connaissance des disciplines scientifiques, depuis leur conception jusqu'à leur mise en œuvre effective en classe.

Enfin, l'évolution récente de l'enseignement supérieur et les questions liées à son articulation avec l'enseignement secondaire ont conduit le SHE à lui consacrer un nouveau chantier, incluant l'histoire des disciplines qui s'y enseignent, entre recherche et pratiques d'enseignement. On le trouvera présenté *infra*.

#### 1. LES APPRENTISSAGES ÉLÉMENTAIRES : LIRE, ÉCRIRE, COMPTER (ANNE-MARIE CHARTIER)

L'histoire des apprentissages élémentaires relève de plusieurs approches souvent disjointes. Une première approche est celle de l'histoire de l'alphabétisation, de ses instruments de mesure, anciens (déclaration des individus, décompte des signatures, taux de réussite aux examens élémentaires) ou récents (épreuves d'évaluation standardisées, nationales ou internationales). Elle inclut la question des échecs d'apprentissage, désignés globalement sous le terme d'illettrisme, bien distinct de l'analphabétisme de ceux qui n'ont pas été enseignés. Alors qu'il concernait les seuls adultes ou jeunes sortis du système scolaire, le terme « illettrisme » qualifie aujourd'hui aussi des jeunes en cours de scolarisation (on parle ainsi des « problèmes d'illettrisme » à l'entrée en 6<sup>e</sup>). Une deuxième approche concerne les représentations et les usages sociaux de la lecture et de l'écriture, qui peuvent ou non être référés aux prescriptions et usages scolaires. C'est l'objet de l'histoire culturelle de l'écrit, qui s'est fortement développée depuis une dizaine d'années, comme en témoigne l'abondante bibliographie de langue française, mais aussi italienne, anglaise et espagnole<sup>1</sup>. Enfin, l'histoire des enseignements et des « méthodes » d'apprentissage entre plus directement dans

---

(1) Cf. les recensions faites par Cavallo et Chartier, *Histoire de la lecture dans le monde occidental* (italien 1995, français 1997, anglais et espagnol, 1998). Y est spécifiquement consacrée une nouvelle revue de langue espagnole *Cultura Escrita & Sociedad*, dirigée par A. Castillo, ed. Trea, n° 1, 2005.

l'histoire des disciplines, à travers l'analyse des textes officiels, des prescriptions didactiques, des manuels utilisés par les maîtres et des productions d'élèves (cahiers scolaires, copies d'examens). Cette ligne de recherche, déjà ancienne, souffre de ce que les chercheurs ou les équipes de recherche cumulent rarement les compétences d'historiens et celles de spécialistes des apprentissages. De ce fait, alors que les historiens peuvent faire des analyses des manuels d'histoire ou disciplines connexes (instruction civique, géographie), ce sont souvent des linguistes, didacticiens ou psychologues de la lecture qui interprètent les manuels de lecture ou d'écriture anciens, sans avoir les connaissances de contexte propres à éviter les projections rétrospectives. Inversement, lorsque des historiens abordent ces objets, ils en restent à des descriptions externes sans pouvoir en saisir les modes d'usage.

Ce champ de recherche, qui s'est structuré au cours des vingt dernières années autour de ces grands axes thématiques, se trouve actuellement bouleversé en profondeur, par des approches comparatistes d'une part, du fait de l'adoption progressive de standards internationaux d'évaluation, par les technologies numériques du traitement de l'information, d'autre part. Les comparaisons internationales montrent qu'en dépit du caractère national des politiques d'éducation, certains phénomènes pédagogiques (l'évolution des méthodes) se sont produits de façon simultanée ou presque dans de nombreux pays (pas seulement occidentaux), du fait des échanges scientifiques, des diffusions éditoriales et des évolutions sociales. Quant aux nouvelles technologies, elles modifient les catégories héritées qui séparaient clairement images et écriture, message oral ou oralisé et message écrit, ainsi que le temps de la production (écriture) du temps de la réception (lecture). Les différents médias se trouvent aujourd'hui manipulables en simultanéité sur les mêmes supports virtuels. Les modes d'appropriation de ces nouveaux outils constituent donc un enjeu (économique, politique, culturel) qui modifie les fins et les moyens des apprentissages dits « élémentaires ».

#### *Enseignement et apprentissage de la lecture*

S'agissant de la lecture, les mutations contemporaines permettent de mieux saisir rétrospectivement d'autres mutations culturelles des modèles de référence passés. Des articles de synthèses, visant à problématiser ces mutations, ont été publiés en français ou dans des ouvrages étrangers. Une présentation des changements de longue durée a été faite en espagnol, dans un ouvrage paru en 2004, mais rapidement épuisé et réédité en 2005 (n° 13). Cet ouvrage qui devrait paraître en français dans une version révisée et enrichie, a donné lieu à des

publications partielles (n° 74, n° 79). Deux autres publications en anglais sont en préparation pour 2006, l'une pour répondre à la demande de David Olson (Université de Toronto), directeur d'un ouvrage collectif international, le *Cambridge Handbook of Literacy*, l'autre pour la conférence inaugurale du Congrès de l'ISCHE d'août 2006, dont le thème est cette année « Technologies of the Word : Literacies in the History of Education ». La question de l'illettrisme contemporain a fait l'objet d'exposés diversement problématisés au fil des débats d'actualité (n° 70, n° 76).

Le chantier principal de recherche de 2004-2005 a concerné prioritairement les manuels anciens pour l'apprentissage de la lecture. La recension des abécédaires français conservés à la bibliothèque de l'INRP a permis d'élaborer un cadre méthodologique distinguant nettement les livrets destinés à une éducation familiale ou préceptrale et ceux qui sont conçus pour un usage scolaire collectif. À partir de la monarchie de Juillet, la production éditoriale propose des produits différents pour les familles, pour les écoles publiques reconnaissant les trois cultes (catholique, protestant et israélite) et pour les écoles religieuses catholiques. Le but de l'enquête était de comprendre comment on était passé des méthodes séparant l'apprentissage de la lecture de l'apprentissage de l'écriture (méthodes typiques de l'Ancien Régime), à des « méthodes simultanées », pour lesquelles les deux apprentissages sont menés de front. Cette innovation, qui s'impose en une génération sous le Second Empire et dont l'école de Jules Ferry tirera les fruits, modifie tout le curriculum d'apprentissage. Elle se produit à peu près au même moment en Angleterre, aux États-Unis et dans certains pays de langue espagnole ou portugaise. En France, elle oblige à concevoir autrement la pédagogie du cours élémentaire et conduit à « l'invention » du cours préparatoire, généralisé à partir de 1887. 254 ouvrages ont été analysés, 12 publiés avant 1830, 24 entre 1830 et 1850, 83 pour le Second Empire, 62 entre 1870 et les lois Ferry, 40 entre les lois Ferry et 1900, quelques autres ultérieurement. Certains de ces ouvrages ont été scannés et pourraient être prochainement mis en consultation en ligne. La grille de dépouillement analytique a été discutée dans plusieurs séminaires avec des chercheurs français et étrangers (espagnols, portugais, argentins, mexicains et brésiliens). Une première publication scientifique (n° 77) a servi de référence pour un article destiné à un plus large public (n° 78).

Ce travail, qui renouvelle les perspectives sur la périodisation des méthodes d'enseignement de la lecture, est en cours de prolongement pour le XX<sup>e</sup> siècle, mais l'abondance de la documentation n'a pas encore

permis d'aboutir à une publication. L'objectif est de traiter de façon détaillée les années 1900-1939, qui voient naître les « nouvelles » méthodes (méthodes globales dans leurs versions anglo-saxonne ou francophone, et méthode naturelle française). Des collaborations portugaises (université de Lisbonne), brésilienne (université de São Paulo) et mexicaines (CINESTAV à Mexico, université de Morelos) sont intéressées par la longue durée historique, et le séminaire de recherche pour lequel A.-M. Chartier a été invitée à Mexico en janvier 2006 a permis de tester, sur des manuels mexicains de l'époque coloniale et post-coloniale, la méthodologie d'analyse élaborée pour les manuels français des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. D'autres collaborations en cours avec des chercheurs brésiliens (université de Recife) sont ciblées sur la période contemporaine (innovations des années 1960-1970). Ces travaux devraient permettre de mieux comprendre les processus qui produisent ces évolutions simultanées, que l'on aurait pu croire spécifiques à des espaces nationaux.

*Production écrite et travaux d'élèves*

Ce deuxième axe de recherche concerne essentiellement les cahiers d'élèves. En effet, l'enquête sur les livres de classe ne permet pas d'avoir accès aux productions des élèves et donc aux effets perceptibles des apprentissages. L'enquête historiographique en cours, qui cherche à combler ce manque, s'effectue selon deux modalités : des études monographiques d'une part, à partir de différents corpus de cahiers retrouvés. Il s'agit de dégager des indices permettant de déduire, à partir de traits archivistiques ou de contenus disciplinaires, les modalités et valeurs d'usage de ces instruments de la vie scolaire (compétences en lecture et écriture, travail collectif / individuel ; alternance leçon / exercices ; routines scolaires / innovations ; modalités de correction et d'évaluation). Des séries, mêmes incomplètes, sont actuellement recherchées. A débuté l'analyse de 21 cahiers de « Devoirs journaliers quotidiens » rédigés entre mai 1892 à juillet 1895 par Lucien Boucherie (Charente), et de la vingtaine de cahiers de Marie-Marguerite Leclerc, entre 1940 et 1950, répartis entre le cours moyen et l'école normale, en passant par ses années de cours complémentaire à Vierzon. De tels recueils, assortis quand il est possible du témoignage de leurs auteurs (un entretien avec Mme Leclerc a été effectué en février 2006), permettront de reconstituer des trajectoires d'élèves qui témoignent autant pour l'histoire singulière d'une scolarité que pour l'institution qu'ils ont traversée. D'autre part, nous poursuivons une collecte de témoignages biographiques (récits de vie, entretiens) d'anciens élèves ou d'instituteurs. Nous avons ainsi recueilli, avec quelques cahiers de classe,

les préparations pédagogiques d'une institutrice (années 1950-60) qui permettent de comprendre comment fonctionnait un cours à double niveau CP-CE et de connaître, grâce à son témoignage, les activités orales qui accompagnaient les brèves traces écrites laissées par les élèves. Cette collecte a nourri la communication, illustrée de nombreuses photos de cahiers, faite au colloque d'Alcalá de Henares, en juillet 2005, sur la culture écrite. A été interrogée l'opposition entre oralité et écriture, souvent faite trop sommairement à la suite des travaux classiques de Jack Goody (cf. la réflexion conduite au séminaire sur le cours magistral par Annie Bruter, *infra*). L'oral, qu'il soit scolaire ou savant, dès lors qu'il s'inscrit dans un processus visant des savoirs d'écriture, relève de la culture écrite, et non de ce qu'on met habituellement du côté de l'oralité.

#### *Culture scolaire et culture professionnelle*

Pour contextualiser les pratiques scolaires au-delà des premiers apprentissages, les modèles primaires et secondaires de lecture ont été confrontés : scolarisation de la lecture littéraire (n° 82), modèle de lecture imposée ou libre (n° 69). Le travail poursuivi dans cette direction est directement en prise sur la formation des maîtres et sur certains débats récurrents dans l'actualité (question de la culture commune, de l'hétérogénéité des publics, de la désaffection pour la lecture (n° 71, 72, 73, 80). Pour le séminaire de l'ENS « Enfance et littérature », organisé en 2005-2006 en collaboration par le département de littérature comparée (LILA) et le SHE, le dossier du « livre de lecture suivie » a été présenté comme une alternative au manuel de morceaux choisis dans l'entre-deux-guerres. Quatre formules ont été adoptées à cette époque : des adaptations littéraires (*Jean-Christophe* de Romain Rolland), des romans déjà publiés mais réédités pour la classe avec un nouveau découpage et un appareil didactique approprié (*Peau de Pêche* de Gabriel Maurière), des commandes faites à des écrivains (*Bridinette* ou *Milot*, commandés à Vildrac par SUDEL) ou des livres d'écrivains-instituteurs (*Les contes des cent un matins*, *Tap tap et Bilili*, *Clair matin* d'Ernest Pérochon). Ce travail devrait faire l'objet d'une publication dans les *Yale French Studies*. La question de la lecture collective à voix haute, qui est au cœur du dispositif, a fait l'objet d'une enquête particulière cherchant à retrouver les vicissitudes de cette activité typiquement scolaire dans la longue durée (n° 81), à l'occasion du colloque sur « La crise de la culture scolaire » (Sorbonne, septembre 2004). L'enquête menée sur les lectures des futurs enseignants en IUFM a été récemment traduite en espagnol (n° 75) et nous avons poursuivi la réflexion sur l'écriture des pratiques professionnelles.

## 2. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS (ANDRÉ CHERVEL)

En 2004-2005, un point final a été mis aux recherches et à la rédaction d'un ouvrage à paraître en 2006 sous le titre : *Histoire de l'enseignement du français du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*.

La définition et la mise en œuvre des recherches, l'exploitation partielle de la documentation, la rédaction et la publication d'articles et d'ouvrages relevant du domaine de l'histoire de l'enseignement du français avaient jalonné l'activité professionnelle du chercheur depuis la fin des années 1960. Elles avaient trouvé à partir de 1983 au Service d'histoire de l'éducation un cadre de travail parfaitement adapté, et dans la bibliothèque de l'INRP un lieu de recherche remarquable pour ce qui concerne l'histoire de l'enseignement. Le départ pour Lyon de cette bibliothèque n'a cependant pas permis d'effectuer toutes les vérifications qui eussent été souhaitables. Remarque analogue pour le CARAN (Archives nationales) qui, après une dizaine d'années de fonctionnement, s'est avéré hors d'état d'accueillir en toute sécurité les chercheurs, ce qui a engendré de nombreux inconvénients peu propices à l'achèvement d'un travail de recherche. En revanche, la modernisation informatique de la Bibliothèque nationale (de France) dans son nouveau cadre de Tolbiac a permis d'accélérer considérablement les recherches bibliographiques ainsi que la consultation des ouvrages et des périodiques.

L'histoire de l'enseignement du français, qui est devenue depuis plusieurs années un domaine assez fréquenté par les chercheurs, historiens ou enseignants, n'avait jamais donné lieu à un ouvrage de synthèse englobant à la fois orthographe, grammaire, étude des textes littéraires, activité de composition et cours magistral (lequel disparaît à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle), et réunissant les trois ordres d'enseignement baptisés depuis Guizot *primaire, secondaire et supérieur*. C'est cet objectif que le chercheur s'était fixé depuis son entrée au Service d'histoire de l'éducation, et qu'il n'a pu atteindre qu'une dizaine d'années après sa retraite (prise en 1997). L'ampleur de la tâche s'est en effet révélée au cours des années. Une solide avance avait été prise avec l'orthographe (dès 1969 avec *L'Orthographe*) et la grammaire scolaire (1977, *Histoire de la grammaire scolaire*) ; restait à élargir et à approfondir dans ces deux domaines, à y découvrir de nouvelles problématiques et à les documenter dans les bibliothèques et dans les dépôts d'archives (*La Dictée*, 1989). Restaient surtout les champs qui n'avaient pas fait l'objet de ses recherches antérieures à l'arrivée du chercheur au Service d'histoire de l'éducation : les auteurs du programme (*Les Auteurs français*, 1986) et

leur exploitation en classe, la composition française (*La Composition française au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1999), la collecte des textes officiels (*L'Enseignement du français à l'école primaire*, 3 vol., 1993-1995), le rôle des examens dans la mise en place d'une discipline (*Histoire de l'agrégation*, 1993), etc.

L'ouvrage à paraître a été écrit à l'intention non seulement des historiens de l'éducation, qui y trouveront l'écho d'une partie de leurs préoccupations, mais des professeurs de français. Non qu'il aborde les problèmes actuels de la discipline : il s'agit d'un travail d'histoire des didactiques, nullement d'un traité de didactique du français à l'usage des maîtres du XXI<sup>e</sup> siècle, comme l'indique suffisamment le titre (« du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle »). Aux professeurs d'aujourd'hui (des professeurs des écoles à ceux des facultés), il vise à rappeler et, dans certains cas, à prouver un certain nombre d'idées. La discipline qu'ils enseignent a connu par le passé d'abondantes vicissitudes dont l'étude permet de mieux connaître les différents aspects, d'identifier les véritables acteurs du changement pédagogique, de relativiser l'importance des textes prescriptifs, de mettre en relation telle formule didactique avec tel type de résultat. C'est la connaissance historique de tout ce passé qu'on a voulu leur proposer.

### 3. LES HUMANITÉS (MARIE-MADELEINE COMPÈRE)

Les collègues d'humanités (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles), objet principal des recherches menées par Marie-Madeleine Compère, l'ont conduite à s'intéresser aux contenus enseignés, qu'il s'agisse du projet éducatif global entendu sous cette expression d'humanités (n° **94**, **100**), ou, plus précisément, de l'enseignement de la langue latine.

Elle s'est proposé, à partir de 2003, de mener une recherche spécifique sur les « feuilles classiques », supports imprimés des explications des textes latins et grecs faites dans les collèges du XVI<sup>e</sup> à la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, communément constituées en recueils par les soins d'un élève. Elle a pu identifier et analyser à ce jour treize de ces recueils, antérieurs à 1620, conservés dans les bibliothèques parisiennes (départements des manuscrits et de la réserve des imprimés de la BnF, Mazarine, Sorbonne), contenant ensemble 84 feuilles classiques différentes. Chacune de ces feuilles classiques a, dans sa définition complète, trois composantes : d'abord le fascicule imprimé du texte étudié en classe, ensuite une annotation manuscrite dans l'interligne et/ou la marge, enfin un cahier annexe entièrement manuscrit. Un tel document permet donc de restituer l'explication du maître dans les classes

d'humanités (*praelectio*, "prélection"). Les trois lieux d'annotation (interligne, marges, cahier annexe) correspondent à trois niveaux d'explication : dans l'interligne, on trouve exclusivement soit une paraphrase latine du texte, soit une traduction en français, ainsi que des explications érudites ponctuelles ; le deuxième niveau d'explication, qui correspond soit aux marges soit au cahier additif, est un commentaire du texte, phrase par phrase ou passage par passage, les premiers mots de la phrase ou du passage, écrits en caractères plus gros, faisant office d'appel de note ; dans le cahier annexe, on trouve un commentaire plus éloigné du texte comportant l'*argumentum*, exposition du sujet traité, et des indications sur l'auteur, sa biographie, les circonstances de la production du texte, suivi de considérations rhétoriques sur le discours étudié, si c'est d'un discours qu'il s'agit. Il va sans dire que, dans cette présentation synthétique, on confère à ce type de document un caractère normé que ne partagent pas tous les exemplaires inventoriés.

Dans le cadre du projet « Le cours magistral : modalités et usages (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », M.-M. Compère a présenté (à la séance de séminaire du 11 décembre 2003) cinq de ces recueils de feuilles classiques, provenant de classes de rhétorique des collèges universitaires de Paris et datant des deux premières décennies du XVII<sup>e</sup> siècle. Le dénombrement des textes étudiés pour ce séminaire (trente-trois textes classiques en tout, dont quatre de grec) montre la priorité accordée aux textes latins et, parmi ceux-ci, aux discours : non seulement discours de Cicéron (seize textes), mais discours tirés d'autres auteurs (Salluste, Tite-Live). La traduction française au lieu de la paraphrase latine, certes minoritaire, n'est pas négligeable : sur les trente-trois textes qui constituent ce corpus, un des quatre textes grecs en comporte une (dans l'interligne), et douze sur les vingt-neuf textes latins (cinq dans l'interligne, et sept dans la marge). La présence de la langue française paraît en contradiction avec l'historiographie de l'enseignement du latin qui ne la suppose pas, en tout cas pour cette époque ancienne. On doit souligner cependant que le français reste exclusivement cantonné à la traduction du texte étudié : on n'en trouve en effet aucune trace dans tout ce qui s'apparente au commentaire ou à l'explication, en revanche truffés de mots grecs. On peut retenir que, dans l'explication, le maître insiste sur l'articulation interne du texte, découpé en sections. L'analyse de ce corpus permet de conforter l'hypothèse d'une solidarité entre la forme éditoriale des textes étudiés en classe et la nature du commentaire magistral : la feuille classique correspond à une période au cours de laquelle l'explication est à la fois technique (en particulier la mise au jour des procédés rhétoriques) et érudite, la langue française ne servant qu'à assurer la compréhension du texte étudié. L'explication du professeur se serait modifiée avec la

généralisation d'un nouveau type d'édition, incluant une annotation, ce qui rend inutile l'érudition qu'il devait déployer auparavant, et du fait de la place acquise par la langue française, qui s'affirmerait à l'égal du latin et non plus à son service.

Pour approfondir cette recherche, M.-M. Compère s'est engagée dans une collaboration avec Marie-Dominique Couzinet et Jean-Marc Mandosio, maîtres de conférences respectivement à l'UER de philosophie de Paris I et à la quatrième section de l'EPHE (École pratique des Hautes Études) ; dans leur séminaire à l'EPHE, ils explorent pour la troisième année consécutive (2005-2006) les explications de texte faites en classe de 1553 à 1557 au collège de Presles par Ramus ou ses collègues, Omer Talon ou Jean Péna, à partir d'un recueil jusque-là ignoré de feuilles classiques qui avait été constitué par Nicolas Nancel, disciple et futur biographe de Ramus. Tous trois ensemble, ils ont le projet de publier un ouvrage qui prendrait comme objet cette catégorie d'éditions scolaires et son usage en classe, de sa naissance à sa disparition : choix des textes étudiés, processus de fabrication et de diffusion, conceptions et contenus des explications professorales.

Élargissant ses investigations, M.-M. Compère s'est intéressée à l'enseignement de la rhétorique en tant que telle, en complétant les cinq recueils de feuilles classiques qui avaient déjà été utilisés pour le séminaire du 11 décembre 2003 par un sixième, découvert ensuite, et par deux manuscrits indépendants contenant les notes de professeurs de rhétorique. Le corpus ainsi réuni contient au total quatre exposés théoriques manuscrits en latin : ceux-ci organisent, dans une structure discursive très hiérarchisée (livres, puis chapitres, puis questions), éventuellement sous la forme du dialogue catéchétique, une série de définitions illustrées par une ou plusieurs citations. Au cours de cette période du début du XVII<sup>e</sup> siècle, la rhétorique ne donnait donc pas lieu à un cours au sens où on entend communément ce terme aujourd'hui, mais à la simple présentation d'un vocabulaire spécifique ; un tel exposé théorique n'était pas toujours fait et, s'il l'était, il était loin d'épuiser l'enseignement de la rhétorique que les professeurs déclinaient sous d'autres formes. Ils pouvaient préférer à la production personnelle d'un texte l'utilisation d'un manuel et, surtout, c'est à l'explication de discours qu'ils attribuaient la vertu principale dans l'initiation à cet art libéral.

#### 4. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT DU GREC, EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER (PASCALE HUMMEL)

Le grec constitue un cas particulier de l'enseignement des humanités classiques, auquel se consacrent déjà plusieurs chercheurs de l'unité. L'objectif du présent projet est de dégager la spécificité de l'enseignement de cette discipline à l'intérieur de la totalité formée par les deux langues anciennes. L'entreprise, qui intéresse aussi bien l'histoire des institutions scolaires que celle de la philologie, repose principalement sur le dépouillement des manuels en usage de la Renaissance à aujourd'hui. Prolongeant une recherche engagée depuis une dizaine d'années par le chercheur sur la philologie grecque et ses manifestations institutionnelles, le projet portera sur le contenu des ouvrages destinés à l'enseignement du grec. Toutes les époques et tous les aspects de la pédagogie humaniste sont visés, qu'il s'agisse de l'histoire du livre, des institutions de conservation ou d'enseignement, des sciences du langage, ou de celle des disciplines scolaires, dans un cadre qui ne se limitera pas au territoire national.

Sur la base du matériau réuni dans les bases de données décrites *infra*, on envisage la réalisation d'un ouvrage de synthèse consacré à l'enseignement du grec, de la Renaissance à aujourd'hui. Les ouvrages inventoriés dans les bases ont tous pour objet le grec, mais leur nature et leur méthode sont variées et demandent un traitement diversifié. Une réflexion approfondie paraît d'ores et déjà s'imposer sur la nature exacte des ouvrages recensés. En quoi répondent-ils à l'idée de manuel, quels titres leurs auteurs (ou leurs éditeurs) ont-ils choisi de leur donner, dans quelle mesure peuvent-ils être définis comme des outils pédagogiques ? Une mise en perspective chronologique permettra de suivre l'évolution historique des dénominations et des objectifs affichés.

Le contenu de ces ouvrages atteste très clairement, d'autre part, le lien étroit unissant l'enseignement du grec et la pratique érudite de la science philologique ; dans bien des cas, leur proximité rend difficile le départ entre les domaines respectifs de la pédagogie et de la recherche savante. Une réflexion sur leur intersection devrait enrichir l'investigation relative à la nature propre des manuels ou des ouvrages dits scolaires, parascolaires ou universitaires. Les méthodes mises en œuvre dans ces ouvrages sont tantôt conformes au canevas défini par les instructions officielles, tantôt (ou simultanément) liées à des choix pédagogiques propres à leurs auteurs. Ces méthodes font l'objet, parfois, d'explications programmatiques ou justificatives dans les pages liminaires des ouvrages considérés.

Le livre à paraître dans le prolongement de ces dépouillements aura pour objet principal les manuels relatifs à l'enseignement du grec. Différents points de vue seront envisagés : enseignement de la langue ; enseignement de la littérature ; enseignement de l'histoire, de la mythologie et de tout ce qui a trait à la vie ou aux mœurs des Anciens ; recueils de textes choisis ; textes traduits et commentés, etc. De larges extraits commentés, agrémentés de reproductions, illustreront l'analyse du matériau.

##### 5. AUX ORIGINES DU CURRICULUM ÉLÉMENTAIRE (PIERRE CASPARD)

L'historiographie des contenus d'enseignement s'intéresse spécifiquement, dans notre pays, à chacune des disciplines aujourd'hui constituées. Le SHE n'a pas été pour rien dans cette orientation grâce aux recherches et aux instruments de recherche, à base souvent disciplinaire, qu'il a produits (n° 56), et à la réflexion sur la notion même de discipline scolaire qu'ont menée plusieurs de ses chercheurs. Plus rares sont les approches curriculaires transversales, s'interrogeant sur le poids, l'agencement et les finalités de l'ensemble des « matières », « objets », « branches », « sciences », « facultés » ou « disciplines » – la terminologie, qui a fluctué dans le temps, n'est pas indifférente – qui ont été proposés aux élèves lors de chacune des phases de leur scolarisation. Concernant celle de la scolarisation obligatoire, les débats actuels sur la définition d'un « socle commun des connaissances » revêtent une forme particulièrement exacerbée en France, mais se retrouvent aussi dans d'autres pays : ils plaident pour que l'historien prenne en compte cette dimension transversale des enseignements scolaires.

Force est pourtant de constater qu'une partie de ces débats repose sur une profonde méconnaissance de l'histoire du curriculum élémentaire réellement enseigné dans les classes, tout particulièrement avant qu'il ait été codifié et prescrit par les lois qui se sont succédé entre Guizot et Ferry. Pour prendre la mesure de ce curriculum réel – part et poids des différentes matières, agencement dans les programmes et les horaires, objectifs, finalités, modalités de l'évaluation – on s'est intéressé, en 2004-2005, à un ensemble de sources particulièrement riches, concernant le pays (aujourd'hui canton) de Neuchâtel, voisin de la France. Une recherche anciennement conduite sur le thème « école et démocratie à l'époque moderne » (cf. *infra*) a en effet révélé l'intérêt d'une vaste opération d'inspection menée en 1851, puis chacune des années suivantes, par la République naissante dans l'ensemble des écoles

élémentaires du pays (environ 250). Il s'agissait d'évaluer, école par école (c'est-à-dire classe par classe), le niveau atteint par les enfants – filles et garçons – dans chacune des matières susceptibles d'être enseignées, en l'accompagnant de commentaires parfois très développés sur les attentes des inspecteurs et la façon dont ils estimaient qu'elles étaient satisfaites.

Quelques conclusions majeures se dégagent d'ores et déjà de l'analyse de ces enquêtes, et de tout un ensemble de sources complémentaires, émanant de l'État, de l'Église, des communes et des familles, incluant des écrits personnels et des travaux d'élèves (n° 66) :

- Le curriculum élémentaire est extrêmement riche dès 1851 – plus d'une quinzaine de matières – alors que sa composition ne dépendait jusqu'alors que de la volonté de chaque commune, indépendamment de celle de toutes les autres, le rôle de l'État étant pour sa part inexistant.

- Il existe un très fort consensus sur le curriculum idéal, même si des disparités existent entre les communes en terme de ressources mobilisables et de besoins spécifiquement locaux.

- Ce curriculum s'est lentement constitué au fil des siècles (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup>), sa large laïcisation de fait n'ayant pas soulevé de conflit avec l'Église majoritaire (réformée) ou minoritaire (catholique).

- Les grandes finalités de ce curriculum ne s'expriment pas essentiellement en terme de mémorisation ou d'inculcation passive, selon la vision grossièrement caricaturale qu'en donneront le plus souvent les historiens républicains, quel que soit le pays considéré (n° 53) ; un comptage effectué dans les rapports d'inspection, confirmé par d'autres sources, montre que l'objectif fondamental du curriculum est de permettre à l'enfant d'exercer, quelle que soit la matière, son jugement, sa raison et son intelligence, trois termes qui occupent de loin la première place dans le champ lexical des rapports, bien avant les connaissances et la mémoire. Les enquêtes des années 1850 montrent qu'aux yeux des inspecteurs, la majorité des maîtres communaux visaient bel et bien cet objectif et que leurs méthodes d'enseignement permettaient de l'atteindre pour une bonne partie des élèves.

Une présentation des premiers résultats de cette recherche a été faite en 2005 dans divers séminaires (Paris IV, Paris VIII) ; des études ont été rédigées sur l'histoire de deux composantes très différentes de ce curriculum : l'orthographe (n° 55) et la religion (n° 62, 65). La rédaction d'une étude d'ensemble est espérée pour 2007.

## 6. LANGUES RÉGIONALES ET SCOLARISATION (GÉRARD BODÉ)

Dans ses efforts d’alphabétisation et de scolarisation au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, le ministère de l’Instruction publique s’est heurté de façon récurrente à l’opposition suscitée par la permanence et la résistance des parlers locaux, qu’il s’agisse de langues constituées comme le breton, le basque ou l’occitan, d’anciennes langues réduites à l’état de patois comme le picard ou le normand, ou encore de formes dialectales de langues étrangères comme l’alsacien, le corse ou le flamand. Aussi la première étape de cette scolarisation consistait-elle, à l’école maternelle ou dans l’enseignement primaire élémentaire, à enseigner la langue française à des enfants qui ne la connaissaient pas ou peu. À partir d’une idéologie prônant l’unité linguistique, cette imposition du français s’accompagnait d’une éradication des parlers régionaux. Dans ses grandes lignes, tout au moins sous son aspect officiel, législatif et réglementaire, cette politique est aujourd’hui suffisamment connue. Des travaux anciens, comme ceux de May ou Lévy sur la Lorraine ou de Brun sur la Provence, ou plus récents comme ceux de Broudic sur la Bretagne, ont aussi permis d’analyser certaines situations régionales. Néanmoins, l’application de cette politique à l’ensemble du pays, la perception différenciée des diverses situations linguistiques régionales à travers un prisme ministériel national et la mise en œuvre concrète restent encore largement dans l’ombre, notamment à cause de la dispersion des sources et de leur caractère essentiellement administratif.

Cette recherche se propose ainsi de porter un nouvel éclairage tant sur le terrain national que sur le terrain local, mais aussi d’examiner la constitution progressive d’une doctrine d’État en matière linguistique, en favorisant le recours à des séries d’archives jusque-là peu étudiées.

À l’échelon national, l’exploitation d’une enquête sur l’enseignement primaire lancée en 1856 par Hippolyte Fortoul mais que la mort du ministre n’a pas permis de publier permet, d’une part, de se faire une image quasi complète de la géographie des parlers locaux au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et, d’autre part, de déceler la vision linguistique des autorités académiques du Second Empire. Cette vision repose par ailleurs sur des références et des textes antérieurs, notamment sur des écrits de Guizot, qui donnent un aperçu de l’émergence de la linguistique en France avant les travaux de de Saussure et montrent la construction progressive d’une vision ethnologique et folklorique normative sur les provinces françaises. Cette partie de la recherche est complétée par les travaux menés en collaboration avec Emmanuelle Picard (voir *infra*) sur les chaires de langues régionales dans l’enseignement supérieur.

L'éclairage national est nuancé par des approches régionales plus précises reposant sur des documents de nature différente. Ainsi l'analyse de plus de trois cents lettres d'instituteurs de Moselle germanophone rédigées entre 1862 et 1868 en réponse à des sollicitations de l'inspecteur d'académie permet-elle de déceler l'application quotidienne dans la salle de classe des directives officielles pour imposer la langue française et détruire les dialectes germanophones. Ces lettres sont confrontées aux rapports d'inspection des inspecteurs des écoles primaires en vue de préciser le discours officiel et les démarches effectives. Il est aussi prévu d'étendre la recherche vers d'autres régions en dépouillant systématiquement les rapports des inspecteurs des écoles primaires de certaines provinces comme le Quercy, et de les comparer au contenu de documents de la même époque mais de nature non administrative.

Dans le cadre de cette recherche, des contacts ont été noués avec des chercheurs extérieurs. Ainsi, de 2002 à 2004, Gérard Bodé a participé aux travaux du *Sonderforschungsprojekt* (projet de recherche interdisciplinaire spécifique portant sur une problématique ciblée) de l'université de la Sarre (Allemagne). Dans son séminaire annuel *Grenzen ohne Fächergrenzen* (littéralement : Frontières sans frontières disciplinaires), cette structure, dissoute fin 2004 pour des raisons budgétaires et administratives, composée d'archéologues, de géographes, de linguistes, d'archivistes, d'historiens et de chercheurs en histoire de la littérature, tant français qu'allemands, avait fait appel à lui pour traiter de cette question des langues régionales et de l'enseignement primaire dans le but d'apporter des éclairages méthodologiques et des problématiques comparatistes sur l'histoire d'une région aux frontières mouvantes dans le temps. Depuis 2005, pour la partie de la recherche sur l'enquête Fortoul consacrée à l'analyse des débuts de la linguistique, Gérard Bodé s'est assuré le concours de Martina Pitz, maître de conférences au Centre d'études linguistiques de l'université Jean Moulin Lyon 3.

## 7. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE (ANNIE BRUTER)

Cette recherche, engagée en dehors du Service d'histoire de l'éducation dans le cadre d'une thèse, avait commencé par explorer l'histoire enseignée sous l'Ancien Régime, dans les classes des collèges d'humanités mais aussi dans les pensionnats aristocratiques et l'éducation domestique. Elle s'est poursuivie vers l'aval à la suite de l'entrée du chercheur au Service, portant alors principalement sur la période 1770-1830, la moins bien connue. La célébration du bicentenaire des lycées a été l'occasion de plusieurs interventions dans des colloques

(sur l'enseignement de l'histoire dans les lycées napoléoniens et, plus largement, dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle), mentionnées dans le précédent rapport scientifique de l'unité et publiées dans les Actes de ces colloques parus depuis (n° 43, 46).

L'occasion de continuer à travailler cette période a été fournie par diverses invitations à des colloques ou séminaires (cf. *infra*). Une recherche sur les ouvrages d'histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle a ainsi permis de mettre en évidence l'apparition de nombreux abrégés d'histoire explicitement destinés à l'enseignement à partir de 1770 (date large), manifestant l'autonomisation de cette matière scolaire avant même la Révolution dans certains secteurs de l'enseignement (les écoles militaires et les pensionnats, parfois aussi les cours donnés aux jeunes filles). Il convient donc de distinguer, sous l'Ancien Régime, deux types d'ouvrages correspondant à deux étapes distinctes, mais qui se chevauchent dans le temps : la première voit les précepteurs qui enseignent l'histoire à leurs élèves utiliser des abrégés qui n'ont pas été expressément conçus pour cette fin, la seconde, qui commence au début du XVIII<sup>e</sup> siècle (avec le Père Buffier, du collège Louis-le-Grand), mais qui s'accélère dans le dernier tiers du siècle, voit se multiplier les abrégés à usage pédagogique, qu'on peut ainsi qualifier de « proto-manuels » (n° 47). Une autre invitation, au colloque commémorant le quatrième centenaire du collège de La Flèche (désormais établissement militaire), en avril 2004, a été l'occasion de se pencher sur un ouvrage destiné à « apprendre l'histoire à la jeunesse » écrit par un Père de ce collège et de le comparer aux ouvrages de même nature produits à Paris à la même époque (ceux du Père Buffier) : à l'histoire généalogique du Père de La Flèche s'oppose la chronologie chiffrée de son confrère parisien (n° 50).

Mais l'essentiel de l'activité du chercheur s'est tournée vers le XIX<sup>e</sup> siècle, avec la préparation du recueil des textes officiels sur l'enseignement de l'histoire à l'école primaire. Bien que l'avancement de la recherche ait été entravé par les mauvaises conditions de consultation aux Archives nationales et les difficultés d'accès à certaines revues pédagogiques du XIX<sup>e</sup> siècle à la suite du déménagement de la bibliothèque de l'INRP à Lyon, la connaissance de la période qui a précédé la III<sup>e</sup> République, celle qui a reçu le moins d'attention de la part de l'historiographie, a d'ores et déjà progressé. La mise en place d'un enseignement historique à l'école primaire apparaît étroitement liée à la construction de l'institution scolaire elle-même : au processus de qualification de ses maîtres, entreprise de longue haleine qui rencontra maintes difficultés et résistances, à la construction de son appareil d'encadrement, et à la progressive élaboration d'une organisation

pédagogique des écoles permettant la prolongation de l'apprentissage au-delà du simple déchiffrage, ce qui a peu à peu imposé la nécessité d'élaborer des contenus spécifiques à faire lire et écrire aux élèves, parmi lesquels des contenus historiques.

Contrairement aux idées reçues, la loi Falloux, loin d'entraver l'enseignement de l'histoire dans le primaire, l'a fait progresser en exigeant des futurs instituteurs qu'ils sachent rédiger un récit historique (même s'il ne s'agissait alors que d'histoire sainte). Il faut aussi tenir compte de facteurs extérieurs à l'institution scolaire, comme l'attente des familles, qu'on puisse la saisir à travers l'attitude des municipalités – celle de Paris constituant un exemple particulier – ou à travers le filtre de l'inspection et des aspirations que celle-ci prête aux populations de sa circonscription : le grand clivage semble longtemps être celui qui sépare la population urbaine, entrée dans l'économie d'échange, de la population rurale, peu soucieuse de la communauté nationale à laquelle elle appartient tant qu'elle vit en quasi-autarcie. Sur ces données structurelles se surimpose, bien entendu, le rythme bref du politique. La monarchie de Juillet et le Second Empire voient s'exprimer un sentiment national fort, qui exige de plus en plus que soit transmis à la jeunesse le culte des gloires du pays, tandis que les programmes du début du siècle, qui juxtaposaient histoire sainte, histoire générale et histoire de France sont retravaillés, l'histoire et la géographie, auparavant souvent dissociées, se rejoignant pour décrire, l'une la genèse, l'autre l'étendue du territoire français. La date décisive en matière d'enseignement de l'histoire à l'école apparaît donc bien antérieure à celle des lois Ferry : c'est celle de la loi Duruy dont un article mettait l'histoire et la géographie de la France au rang des matières obligatoires à l'école élémentaire (1867).

L'étude de la période suivante devrait demander moins de travail, du fait des nombreux travaux qui lui ont déjà été consacrés. C'est celle du triomphe de l'histoire et de la géographie de la France, des horaires et des épreuves pour ces matières étant prévus dans toutes les filières et à tous les niveaux du primaire. Cependant, l'introduction successive de matières toujours plus nombreuses dans le curriculum commence à menacer la position centrale de l'histoire-géographie de la France, même si la montée des périls rend les autorités soucieuses de vérifier que les recrues possèdent quelques rudiments historiques dans les années qui précèdent la guerre.

Cette recherche est en voie d'achèvement et l'ouvrage devrait paraître à la fin 2006. Ses résultats ont, par ailleurs, donné lieu à une intervention dans le séminaire « Femmes et histoire » de l'IHMC, sous la

direction de Nicole Pellegrin, sur la question de savoir si l'histoire enseignée aux filles au XIX<sup>e</sup> siècle différait de celle des garçons : si ce n'est que la législation concernant les filles retarde toujours sur celle des garçons et que l'enseignement secondaire des filles n'est pris en charge par l'État qu'à partir de 1880, il apparaît qu'au niveau des programmes, tout du moins, on ne note pas de différence majeure – la pratique étant bien sûr une autre affaire, comme le montrent certains aménagements du brevet élémentaire à l'égard des candidates ou les différences entre les cahiers de filles et les cahiers de garçons qui ont pu être conservés (n° 49).

#### 8. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT DES SCIENCES (FABIEN LOCHER)

Le volet du programme de recherche du SHE portant sur l'histoire de l'enseignement des sciences a depuis longtemps la particularité d'être conduit en coopération avec des chercheurs ou des équipes universitaires extérieurs à l'unité, qui ont en général une double compétence dans l'une des sciences exactes et en histoire. Ces coopérations permettent d'aborder l'histoire de l'enseignement des différentes sciences exactes par une approche à la fois systématique, convergente et pluridisciplinaire.

##### **a) L'enseignement mathématique à l'école primaire (Renaud d'Enfert, Hélène Gispert, Josiane Hélayel)**

Cette recherche a été lancée en 1995, en collaboration avec l'IUFM de l'académie de Versailles. Prenant pour objet l'école élémentaire, mais aussi l'enseignement primaire supérieur et la formation des maîtres dans les écoles normales primaires, elle s'insère dans une réflexion plus large sur l'enseignement scientifique à l'école primaire et prend en compte les interactions avec les autres ordres d'enseignement : enseignement secondaire, enseignement technique, mais aussi enseignement supérieur dans le cas du XX<sup>e</sup> siècle. Un premier recueil de textes officiels commentés, portant sur la période 1791-1914, a été publié en 2003, et la recherche s'est depuis centrée sur la période postérieure à 1914. La recension des textes officiels, plus complexe et plus longue pour le XX<sup>e</sup> siècle, est en cours. Elle prend en compte le processus d'intégration de l'enseignement primaire supérieur dans le secondaire et, plus généralement, le rapprochement entre les deux ordres d'enseignement et la « démocratisation » de l'accès à l'enseignement secondaire.

Il apparaît aujourd'hui que l'hypothèse d'une grande continuité des programmes de l'école primaire, élémentaire notamment, jusqu'aux

années 1960, doit être nuancée. Malgré une apparente stabilité, revendiquée au fil des différentes instructions officielles, certains programmes d'enseignement sont l'objet de modifications qui signalent non seulement des renouvellements de contenus, mais aussi des changements de point de vue sur des questions d'ordre didactique ou épistémologique. En particulier, la décennie 1920, qui voit surgir la problématique de l'école unique, comme la période allant du Front populaire au régime de Vichy puis à la Libération, pour laquelle ruptures et continuités se superposent (n° 113), apparaissent comme des moments structurants de l'histoire de l'enseignement mathématique à l'école primaire. Mais c'est surtout au cours de la décennie 1960-1970 que des transformations profondes s'observent. Le changement de finalités de l'école primaire résultant de la « massification » de l'enseignement secondaire, joint à l'émergence de « nouvelles mathématiques » placées au cœur de la société, motivent une rénovation de leur enseignement à tous les niveaux. Celle-ci aboutit à la création de la commission Lichnerowicz en 1966 et à la mise en place progressive de la réforme des mathématiques modernes au cours des années 1970.

**b) L'enseignement des sciences à l'école primaire** (Alain Gadpaille, Hélène Gispert, Pierre Kahn, Catherine Pacot, Micheline Teulade)

Cette recherche est principalement menée par des membres du GHDSO, deux de ses volets s'articulant plus particulièrement avec la politique du SHE dans les domaines de l'édition de sources et de l'analyse de la presse pédagogique. Elle comprend deux volets :

*1. Les textes officiels sur l'enseignement des sciences* (Pierre Kahn)

La publication comprendra deux volumes. Le premier va de la loi Guizot de 1833 aux instructions officielles de 1923 non incluses. Le second va des instructions de 1923 jusqu'à nos jours. La plus grande partie des textes relatifs au premier volume est déjà recensée, grâce aux travaux de l'équipe précédemment dirigée par Claudette Balpe, qui avaient porté sur la période antérieure à 1914. Mais le très faible poids de l'enseignement scientifique primaire (jusqu'à la loi du 28 mars 1882 qui le rend obligatoire du cours élémentaire au cours supérieur) a pour conséquence une pauvreté certaine des textes officiels antérieurs à cette date. Pour comprendre la façon dont l'administration scolaire conçoit l'enseignement des sciences entre 1833 et 1882, il ne faut donc pas se limiter aux textes – peu nombreux – spécifiquement consacrés à un tel enseignement mais élargir le recensement en y incluant notamment les

textes de lois et même des textes « quasi officiels », comme, par exemple, les recommandations des inspecteurs ou des déclarations ministérielles de politique scolaire... Ces deux types de compléments documentaires ont paru indispensables, en tout cas pour la période qui va de 1833 à 1882.

L'introduction générale du premier volume est en cours de rédaction. Elle se divise elle-même en deux grands moments : le premier correspond à l'absence des sciences dans les matières obligatoires de l'enseignement primaire (1833-1882) ; le second débute avec la loi de 1882 qui rend l'enseignement scientifique obligatoire à tous les niveaux de l'école primaire. Le manuscrit intégral du volume devrait être achevé durant le deuxième semestre de l'année universitaire 2006-2007.

2. *Les sciences dans le Manuel général de l'instruction primaire (1833-1914)* (Alain Gadpaille, Hélène Gispert, Catherine Pacot, Micheline Teulade)

L'étude de la présence des sciences dans le *Manuel général de l'instruction primaire* – la place, le rôle des articles ou rubriques traitant de sciences et de techniques – s'inscrit dans une recherche menée en collaboration avec le GHDSO (université Paris Sud 11) et dirigée par Hélène Gispert depuis l'année 2002-2003. Elle a pour but, par l'analyse d'une revue emblématique de la presse pédagogique, de saisir les enjeux et la nature de l'enseignement des sciences dans le monde primaire tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette recherche est complémentaire du projet précédent sur les textes officiels dans la mesure où le *Manuel général*, comme revue pédagogique, se révèle un intermédiaire entre les discours et les pratiques. Un recensement exhaustif des articles traitant des sciences a été mené sur toute la période 1833-1914 durant les années 2003 et 2004. Un premier bilan en a été présenté au séminaire de l'histoire de l'enseignement des sciences en 2004. L'analyse de ces données a été réalisée au cours de l'année 2004-2005 autour de trois axes, un travail sur la revue elle-même portant, à l'aune des sciences, sur son organisation, ses finalités, ses cibles, ses auteurs, puisqu'on ne dispose d'aucune monographie sur le *Manuel général* ; un deuxième axe examine le rôle des sciences, leur fonction leur image ; enfin, un troisième axe porte sur le traitement des sciences comme matière d'enseignement. Les résultats en ont été présentés lors d'une séance du même séminaire en 2004-2005. La constitution d'une base de données des articles traitant des sciences dans le *Manuel général*, en vue d'une mise en ligne par le SHE, est l'étape actuelle du travail qui devrait se prolonger au cours de l'année 2006.

**c) Les sciences dans l'enseignement secondaire** (Fabien Locher, Yannick Sahy, Xavier Sido)

Les activités menées dans ce champ de recherche se structurent autour du recensement, de l'analyse et de la publication des textes officiels organisant l'enseignement scientifique dans le secondaire après 1914. Elles s'inscrivent dans la continuité du travail effectué auparavant par Bruno Belhoste (parution d'un volume consacré à 1789-1914, premier recensement des textes concernant la période suivante). Ce recensement implique la collaboration de deux professeurs associés, Y. Sahy et X. Sido. Il devrait être complètement achevé en juin 2006. L'année scolaire 2006-2007 sera consacrée à l'analyse de ce corpus, pour une publication (papier, et en ligne) dans le courant de l'année suivante.

**9. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT DU DESSIN (RENAUD D'ENFERT)**

Cette recherche, qui concerne une discipline encore peu étudiée, a été engagée en 1996 dans le cadre d'une thèse de doctorat portant sur l'enseignement populaire – et public – du dessin entre 1750 et 1850, publiée en 2003. Elle a trouvé un premier prolongement dans un travail spécifique sur l'histoire de l'École nationale des arts décoratifs au XIX<sup>e</sup> siècle, aujourd'hui achevé (n° **20, 110**). Un second prolongement a consisté dans la réalisation d'une synthèse destinée à fournir la matière du catalogue de l'exposition « Un art pour tous. Le dessin à l'école de 1800 à nos jours », organisée par le Musée national de l'éducation (n° **1**). Étudiant tout à la fois, et sur la longue durée, les ordres primaire et secondaire, elle a permis de préciser les principaux caractères de cet enseignement, ainsi que son évolution du début du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1960. Engagée d'une façon différenciée selon l'ordre d'enseignement, la « disciplinarisation » du dessin atteint son apogée dans les premières années de la Troisième République : création d'inspecteurs et d'enseignants spécialisés, normalisation des méthodes – placées sous l'égide de la géométrie – et des pratiques, les nouveaux programmes étant rédigés de façon quasi-identique pour le primaire et le secondaire masculin. La contestation de la nouvelle pédagogie officielle, jugée trop rigide et autoritaire, mais aussi peu ouverte aux évolutions artistiques et aux apports de la psychologie expérimentale, conduit ensuite à l'importante réforme de 1909 qui fait du « dessin libre » le nouveau paradigme de la discipline. La rationalité des représentations et la restitution fidèle n'en restent pas moins des données majeures d'un enseignement qui, s'il n'évolue pas d'une façon significative avant

l'avènement des arts plastiques dans les années 1970, connaît des inflexions, voire des réorientations – ainsi dans le secondaire au tournant des années 1930-1940. Cette première synthèse n'épuise en rien ce champ de recherche. Le processus de normalisation des pratiques mené par l'inspection de l'enseignement du dessin dans les années 1870-1880 comme les conditions du retournement épistémologique opéré en 1909 mériteraient d'être examinés de façon approfondie. Des recherches portant sur le demi-siècle qui suit la réforme de 1909, très négligé à ce jour, semblent également nécessaires.

## **II – L'ÉDITION SCOLAIRE ET ÉDUCATIVE**

Entre les prescriptions officielles, les programmes, les idées et théories pédagogiques, d'une part, et les pratiques éducatives réelles, dans l'école ou la famille, d'autre part, des médias pédagogiques ont, depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au moins, joué un rôle décisif dans la transmission des savoirs et des valeurs : il s'agit des manuels scolaires et de la presse pédagogique destinée aux enseignants, aux familles, aux jeunes et aux adolescents.

Ces deux médias ont toujours constitué une source privilégiée pour les chercheurs, au moins par l'abondance et la diversité de l'information qu'ils offrent : on peut estimer à plus de 120 000 le nombre de manuels différents qui ont été publiés en France depuis la Révolution dans toutes les disciplines, rééditions non comprises ; on estime également à plus de 20 000 le nombre de périodiques, revues, journaux, bulletins qui, depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, se sont spécifiquement consacrés à l'enseignement et à l'éducation, quels que soient la perspective ou le domaine envisagés. Mais en raison de leur masse même, l'utilisation rigoureuse qui peut être faite de ces sources présente trois difficultés, qui touchent à la constitution de corpus ou d'échantillons cohérents et significatifs ; au repérage et à l'accès aux documents ; enfin, à la méthode de leur analyse.

Un des premiers objectifs que s'est donné l'unité à la fin des années 1970 a donc été d'élaborer des instruments de recherche sur l'un et l'autre de ces médias. Celui qui concerne la presse a abouti en 2005 à la publication du huitième et dernier volume de leur répertoire analytique. Le programme EMMANUELLE se prolonge au contraire au travers de formes diverses de développement et de valorisation scientifique.

## 1. LE PROGRAMME EMMANUELLE SUR LES MANUELS SCOLAIRES FRANÇAIS (ALAIN CHOPPIN)

Lancé au début des années 1980, le programme Emmanuelle résulte d'une réflexion globale sur l'évolution de la nature, du statut et des fonctions du manuel dans l'institution scolaire, mais aussi dans la société. Objet complexe, le manuel participe en effet de l'histoire du livre (au sens matériel comme au sens culturel), de l'histoire de l'éducation (politique scolaire, contenus et méthodes d'enseignement, ...), de l'histoire sociale et culturelle (n° 99), ... C'est l'ensemble de ces approches que le programme Emmanuelle tente de prendre en compte (n° 90).

*Le recensement de la production* : le recensement des manuels scolaires publiés en France depuis la Révolution obéit à des motivations patrimoniales, mais aussi à des nécessités scientifiques, car l'absence de bibliographies spécialisées a longtemps constitué une entrave à la recherche historique dans ce domaine en France. Il en est encore ainsi dans de nombreux pays, ce qui explique la multiplication depuis le début des années 1990 d'initiatives similaires à l'étranger, initiatives qui bénéficient le plus souvent de l'expertise ou du soutien de l'unité, comme ce fut le cas, ces deux dernières années de l'Italie (programme *Edisco*) et du Brésil (programme *Livres*).

Les évolutions technologiques ont conduit à adopter de nouveaux modes de diffusion de l'information et, ces dernières années, l'effort a porté sur la mise en ligne : huit des neuf corpus disciplinaires constitués à ce jour sont accessibles sur internet à l'adresse :

[http://www.inrp.fr/she/choppin\\_emma\\_banque.htm](http://www.inrp.fr/she/choppin_emma_banque.htm)

Le travail scientifique (synthèse des informations et constitution des notices), assuré par les professeurs associés, est mené de front sur plusieurs disciplines, notamment l'instruction civique et le « français ». La saisie du corpus d'instruction civique qui compte environ 1 200 références est pratiquement achevée ; celle de l'imposant corpus littéraire – il englobe les méthodes de lecture, les manuels d'orthographe et de grammaire, les ouvrages de lecture et de littérature, soit environ 20 000 items – a été entrepris il y a deux ans et va mobiliser l'essentiel des forces de l'équipe dans les prochaines années.

Depuis bien des années, la saisie informatique des références constitue un goulot d'étranglement : le travail scientifique assuré en amont par les enseignants associés, à savoir la synthèse des informations et la constitution des notices, avance bien plus rapidement que la saisie

des références bibliographiques. Mais ce décalage s'est accentué ces dernières années pour deux raisons essentielles : d'une part, les changements de logiciel et la migration des serveurs qui ont, à plusieurs reprises, interrompu la saisie ou l'ont ralenti ; d'autre part, les retards accumulés dans le développement informatique, et notamment la carence d'utilitaires d'impression qui rend *de facto* impossibles, depuis plus de deux ans, la constitution, la gestion et la mise à jour des corpus. Les références des manuels d'instruction civique ne peuvent être ainsi être mises en ligne, la cohérence du corpus ne pouvant être validée par une « sortie papier ».

*Les éditeurs scolaires* : l'histoire de l'édition scolaire, jusque-là très mal connue malgré son importance économique, est devenue l'un des secteurs les plus dynamiques de l'histoire du livre en France ; c'est aussi le cas en Italie, où s'est développé un programme de recherche fortement inspiré de l'expérience française.

Cette recherche devait aboutir à la mise en ligne d'un instrument de recherche qui capitalise, sur l'histoire de chaque entreprise, des informations d'ordre économique et commercial, et permette de retracer les grandes évolutions de ce secteur d'activité. Une maquette avait été constituée pour une première saisie des données en octobre 2001 sous le logiciel Doris, mais ce projet n'a jamais abouti. L'abandon par l'institution du logiciel Doris, sans que soit apportée une solution alternative, rend actuellement impossible toute saisie et toute récupération des informations. L'interconnexion envisagée entre une banque de données des éditeurs et la banque Emmanuelle paraît de ce fait fort compromise.

*La politique du livre scolaire* : les contraintes législatives et réglementaires à laquelle sont ou furent soumis la conception, la production, le financement et la diffusion des manuels scolaires constituent un paramètre essentiel à la définition et à l'analyse de la production scolaire. Si ce chantier est aujourd'hui achevé depuis plus de dix ans, toute une série de recherches sur l'histoire de la politique du livre scolaire, qui se réfèrent pour la plupart au modèle français, ont été entreprises ces dernières années à l'étranger, notamment en Grèce, en Espagne, en Italie, en Suisse, au Japon, au Mexique, au Québec, en Allemagne, en Colombie, au Brésil, etc. L'internationalisation de cette problématique, où l'unité joua un rôle pionnier, est à l'origine des demandes d'expertises dont Alain Choppin est régulièrement saisi (voir *infra*).

*Statut, conception, réception et usages* : la définition, le statut et les fonctions des manuels, ainsi que les questions méthodologiques qui

découlent de la spécificité du manuel en tant que source historique, avaient fait l'objet de nombreuses communications et publications les années précédentes. La demande est toujours aussi forte, tant en France qu'à l'étranger : Alain Choppin a ainsi présenté une communication sur la définition du manuel à un colloque, consacré aux catéchismes, organisé par la faculté de théologie de Strasbourg, communication extraite d'un travail de plus grande ampleur qui sera très prochainement soumis à une revue internationale.

Mais l'aspect le plus marquant est certainement l'impact qu'ont sur la production scientifique mondiale les réflexions méthodologiques menées dans le cadre de l'unité (n° **87, 92**). Cet impact peut être apprécié tant par la part de plus en plus grande que consacrent les travaux universitaires aux questions de méthode que par le nombre des citations et références aux publications de l'unité dans les revues scientifiques, mais aussi sur la Toile (n° **88**). Il convient de signaler également la contribution de la recherche historique à la réflexion sur le devenir des outils pédagogiques : Alain Choppin a ainsi présenté une communication au séminaire de Fontevraud qui a réuni, en septembre 2004, responsables ministériels, inspection générale, acteurs locaux et éditeurs sur le thème : « Numérique et manuels scolaires et universitaires ».

Ces recherches ont aussi des retombées dans le domaine de la formation des enseignants au choix et aux usages des manuels et des TICE : l'expérience acquise dans le domaine de la recherche historique et dans celui de la formation des enseignants a permis au responsable de la recherche de constituer des outils aisément adaptables aux besoins exprimés en ce sens par de nombreux pays (n° **91**).

## 2. LA PRESSE D'ÉDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT DEPUIS LE XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE (PÉNÉLOPE CASPARD-KARYDIS)

L'année 2005 a vu la publication des septième et huitième volumes d'un répertoire dont le premier avait paru en 1981 (n° **10, 11**). Il n'y a pas lieu de s'étendre sur les principes qui ont présidé à la conception et à la réalisation de ce répertoire ; ils ont déjà été énoncés ou rappelés dans les *rapports scientifiques* précédents de l'unité. Le bilan que l'on peut faire de ce travail tient en quelques chiffres : les 5000 pages du répertoire décrivent, analysent et indexent 3741 revues, 2200 autres faisant l'objet d'un descriptif plus sommaire.

Les six index dont sont munis les volumes permettent ainsi aux chercheurs un accès méthodique et rigoureux aux informations contenues dans les millions de pages publiées au total par ces revues

pendant plus de deux siècles : ils pourront désormais s'y orienter par thèmes (plus de 200 entrées) ; par les noms des responsables et de collaborateurs – plus de 10 000 ; celui de Buisson apparaît 27 fois, celui de Freinet 39 fois – ; par les associations éditrices – la Ligue française de l'enseignement publie ou soutient 77 périodiques parmi ceux qui sont analysés, la Ligue catholique de la jeunesse française, 44 – ; par les établissements scolaires éditeurs, certains prestigieux, d'autres non ; par l'ancrage régional, local, ou au contraire la dimension internationale des revues ; enfin, par leurs dates de naissance et de mort, qui font apparaître une conjoncture éducative ne recoupant que partiellement les grandes scansions de la vie politique et de la législation scolaire (n° 58, 64). Le répertoire donnera lieu à deux types de prolongements : l'un, déjà engagé, vers sa constitution en base de données informatisées (cf. *infra*) ; l'autre, annoncé il y a plusieurs années, mais provisoirement interrompu, vers une histoire sérielle de la presse pédagogique, permettant d'analyser, au travers de ses thèmes et de ses acteurs, les fluctuations et métamorphoses de l'intérêt socialement porté à l'éducation depuis la fin de l'époque moderne.

### III – INSTITUTIONS ÉDUCATIVES, ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

L'historiographie française a été longtemps dominée par une vision à la fois étatiste, élitiste et idéaliste de l'enseignement et de l'éducation. Elle a laissé de côté, et souvent ignoré, ce qui, dans l'offre d'enseignement, ne relevait pas de l'action de l'État, mais de celle des collectivités publiques ou du privé. Elle s'est désintéressée des enseignements pratiques ou à finalité professionnelle, supposés intellectuellement peu intéressants, et donc de la question des relations entre l'école et la société, en particulier la sphère économique et technique. Elle a négligé d'étudier pour eux-mêmes les aspects économiques, matériels et financiers des questions éducatives, qui en constituent pourtant une composante majeure. Le Service d'histoire de l'éducation a engagé, notamment depuis la fin des années 1980, une série de recherches dans ces domaines, afin de rééquilibrer l'historiographie de l'éducation et de l'ancrer dans son contexte économique et social.

Outre quelques études ponctuelles sur des sujets neufs ou avec des approches originales, les recherches menées par l'unité dans ce domaine visent à :

– quadriller et baliser largement l'ensemble de l'histoire des enseignements industriels, commerciaux et agricoles d'une part, celle du finance-

ment de l'enseignement, et de la gestion des données démographiques, financières et matérielles qui en déterminent le coût et l'efficacité d'autre part. Des recueils de textes réglementaires, éclairés par la fréquentation des documents d'archives nationaux et locaux, sont constitués à cette fin. En effet, si on ne peut pas prétendre saisir la réalité historique à partir de la seule littérature officielle, l'ignorance de la réglementation ou la prise en compte de textes normatifs isolés conduisent à de graves contresens.

– faire émerger, à partir d'études centrées sur les établissements, une image plus complète et plus juste de l'offre d'enseignement et de scolarisation, et des données qui déterminent son évolution : croisement de la logique de réseau et des données locales, recherche de résultats et de débouchés, diversité des acteurs individuels et collectifs, concurrence, nécessité du recrutement, recherche de ressources et de financements, contraintes réglementaires et matérielles, etc. Bien qu'elle ait constitué longtemps le genre dominant de l'histoire de l'éducation, la monographie d'établissement n'a pas permis de dépasser l'horizon local. Un des enjeux des travaux du laboratoire est de montrer qu'on peut la relier à l'étude des évolutions observées à l'échelle nationale (n° **101, 150**).

La période 2004-2005 a vu la publication des actes des manifestations co-organisées par le SHE à l'occasion du bicentenaire des lycées, et les progrès de lourdes opérations de constitution d'instruments de travail, notamment l'achèvement du recensement des établissements privés d'enseignement secondaire (1700-1940) et la publication des deux premiers répertoires départementaux des établissements d'enseignement technique (1789-1940). La période prochaine sera en partie consacrée par le SHE à la préparation et à la co-organisation d'importantes manifestations scientifiques autour du thème de l'État et l'enseignement, auxquelles invite le bicentenaire, en 2008, de l'organisation de l'Université impériale.

#### 1. RÉPERTOIRE DES COLLÈGES FRANÇAIS, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> SIÈCLES (MARIE-MADELEINE COMPÈRE)

Marie-Madeleine Compère est responsable de la rédaction du *Répertoire des collèges français* sous l'Ancien Régime. Aux deux volumes de ce répertoire (couvrant la France du Midi, 1984, et la France de l'Ouest, 1988) publiés avec la collaboration de Dominique Julia, directeur de recherche au CNRS, elle a fait succéder sous sa seule responsabilité le volume sur les collèges de Paris, paru en 2002 (cf. n° 98, **101**).

Il reste à publier dans ce répertoire le volume consacré à la France de l'Est (quinze départements). Cette dernière partie a déjà fait l'objet de recherches approfondies et de la collaboration de Denis McKee, professeur associé avant 1989, chargé des notices des collèges situés dans la région de Champagne-Ardenne. Les notices déjà rédigées sont informatisées (au nombre d'une trentaine), les dossiers documentaires actualisés et les notices nouvelles rédigées au fur et à mesure. La parution de ce dernier volume, auquel Dominique Julia devrait de nouveau prêter son concours, aura lieu dans les années qui viennent.

## 2. LE PERSONNEL ENSEIGNANT DE LA FACULTÉ DES ARTS DE PARIS AUX XVII<sup>e</sup> ET XVIII<sup>e</sup> SIÈCLES (BORIS NOGUÈS)

Les recherches sur le personnel enseignant des collèges parisiens ont été conçues comme un élargissement et un approfondissement de la thèse soutenue en 2002 par Boris Noguès. L'analyse s'est appuyée sur un recensement aussi exhaustif que possible de la population enseignante parisienne dans une approche prosopographique (1700 notices) ainsi que sur une relecture des statuts et des écrits enseignants. L'entreprise se justifie par l'absence d'étude consacrée à ces professeurs depuis 1902 – désintérêt explicable par la domination des congrégations sur le réseau des collèges de la période moderne – et par l'importance des enseignants parisiens dans l'histoire de l'enseignement secondaire français.

Héritiers de la tradition universitaire parisienne et inspirateurs (avec d'autres) des réformes révolutionnaires et impériales, ces professeurs occupent en effet une position clé dans la genèse du corps enseignant français. Bien des traits que l'on a longtemps crus propres à la période contemporaine sont repérables dans ce milieu dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'il s'agisse de l'excellence scolaire des futurs professeurs, de leur détachement envers l'Église, de l'obtention précoce d'un salaire garanti par l'État ou de l'autonomie dont ils jouissent au sein de leur établissement. Les réactions enseignantes aux grands débats qui traversent la société française du XVIII<sup>e</sup> siècle et leurs nombreuses publications conduisent également à réévaluer leur situation singulière dans le champ culturel des Lumières. La cohérence et la forte identité qui structurent ce groupe montrent en définitive que la professionnalisation de l'activité enseignante est précocement amorcée dans les collèges de l'université de Paris.

Les analyses et conclusions de ce travail ont donné ou donneront lieu à la parution de deux articles (n° **135**, **136**) et d'un ouvrage (n° **32**). La publication du fichier prosopographique des enseignants parisiens de la

faculté des arts sous la forme d'une base de données interrogeable en ligne est d'autre part envisagée.

### 3. ÉCOLE ET DÉMOCRATIE À L'ÉPOQUE MODERNE (PIERRE CASPARD)

Le programme de recherche annoncé dans le précédent rapport a relativement peu progressé en 2004-2005, en raison des autres obligations de son responsable et du chantier secondaire qu'il a ouvert sur l'histoire du curriculum élémentaire (cf. *supra*). Plusieurs volets ont cependant donné lieu à la rédaction d'articles visant à évaluer ou réévaluer le rôle de différents acteurs dans les orientations et le fonctionnement de l'institution scolaire à l'époque moderne, dans un contexte de démocratie locale (pays de Neuchâtel, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles).

L'Église réformée, majoritaire dans le pays, a ainsi fait l'objet d'une analyse tendant à mieux apprécier le rôle qui a été le sien depuis la Réforme, à la fois comme institution et comme corporation de pasteurs personnellement impliqués dans la vie communale. Il en ressort que son immersion dans le monde a dès l'origine suscité une très forte imbrication entre ministère sacré et instruction profane, la communauté ou la convergence des objectifs pédagogiques visés ayant favorisé une transition relativement paisible vers la laïcisation de l'enseignement, dans les années 1850-1870 (n° 62, 65).

L'importance d'un autre acteur, largement méconnu à ce jour, a été mise en évidence au terme d'une collecte et d'une interprétation de sources archivistiques ténues et fragmentaires : celui des épouses des régents d'école en exercice (n° 60). On a pu montrer que, dès le courant du XVII<sup>e</sup> siècle, celles-ci ont joué un rôle important, non seulement dans la tenue des écoles, mais dans l'exercice même de l'enseignement qui y était dispensé. Un jour nouveau est ainsi jeté tant sur l'histoire de la professionnalisation enseignante que sur les pratiques pédagogiques dans les écoles villageoises de l'époque moderne, bien plus exigeantes et complexes que ne l'affirme la vulgate, avec son « mode individuel » à l'inefficacité trop fortement proclamée.

Enfin, les valeurs des familles en matière d'éducation et d'instruction a fait l'objet d'une analyse comparative entre Suisse romande et France, à partir de plusieurs corpus totalisant plus d'un millier de lettres, inédites ou déjà publiées, échangées entre parents et enfants entre 1750 et 1830, dans l'une et l'autre régions. Il en ressort une très grande identité des valeurs éducatives, quels que soient le milieu socioprofessionnel, la religion, voire le sexe des enfants concernés (n° 66). D'une manière plus

générale encore, la rationalité des acteurs familiaux dans leurs choix éducatifs a fait l'objet d'une courte note de réflexion (n° 61).

Dans les années à venir, on projette de traiter de l'école dans un contexte de démocratie locale selon deux orientations principales : l'évolution des institutions et du rôle des acteurs dans la longue durée (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles) ; les modalités de la transition entre Ancien et Nouveau régimes scolaires au moment où l'État républicain commence à intervenir, dans les années 1850-1860. Seront notamment abordées les questions relatives au financement de l'école, sur lesquelles une information abondante a déjà été réunie, ainsi que la question des modalités et du contenu du brevet d'enseignement créé en 1851, et dont la comparaison avec le brevet français, bien connu désormais (thèse de D. Toussaint) se révèlera sans doute féconde.

#### 4. L'ENQUÊTE GUIZOT DE 1833 (ANDRÉ OLIVA, ANNE-MARIE CHARTIER)

Cette recherche très anciennement inscrite au programme de l'unité, mais plusieurs fois interrompue, s'appuie sur le dépouillement des registres de la série F<sup>17</sup> (80 à 160) dans lesquels ont été consignés les rapports des inspecteurs dépêchés par Guizot dans toutes les écoles de garçons ou mixtes, à la suite de la loi organisant l'enseignement primaire. Pour contextualiser l'enquête, on a étudié la genèse de la loi, les différents projets depuis 1828, et les débats parlementaires auxquels ils ont donné lieu. On a également présenté les différentes enquêtes sur l'état des écoles depuis la Révolution. La recherche proprement dite a donné lieu à un copieux article de synthèse qui accompagne une étude monographique sur la situation scolaire dans l'arrondissement de Grasse (n° 137). Les informations quantitatives ou succinctement qualitatives de l'enquête (réponses brèves), seront quant à elles très prochainement accessibles sur une base de données numérisées actuellement en cours de constitution (cf. *infra*).

#### 5. LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE POUR LES GARÇONS, EN ÎLE-DE-FRANCE (1700-1940) (FRANÇOISE HUGUET)

Le projet s'intéresse à un type d'établissements dont l'importance a été considérable dans l'histoire de l'enseignement français. Aucune étude systématique n'a, en effet, jamais été consacrée à l'enseignement assuré par le réseau privé. Les établissements privés introduisent

pourtant dans le système d'enseignement un élément de flexibilité et d'innovation, et ils ont incontestablement contribué, au moins à certaines époques, au renouvellement des pratiques d'enseignement. C'est le cas, par exemple, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, quand les pensions privées proposent un modèle d'éducation « moderne » différent de celui des humanités enseignées dans les collèges, ou dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, quand les institutions préparatoires inventent des formes pédagogiques adaptées à la préparation des concours.

L'enquête est centrée sur Paris et sa banlieue (ancien département de la Seine) et couvre toute la période allant du début du XVIII<sup>e</sup> siècle à la fin de la III<sup>e</sup> République ; elle se présente sous la forme d'un répertoire des établissements, chacun d'eux faisant l'objet d'une notice où sont fournies les informations suivantes : description institutionnelle (dates extrêmes de fonctionnement, typologie administrative, identité des directeurs successifs, adresses successives, bâtiments occupés, rapports avec les établissements publics) ; histoire de l'établissement. Enseignement et formation assurés par l'établissement, services offerts, leur coût ; personnel (nombre et qualification). Effectifs scolaires connus (distribués par classes et catégories d'élèves). Sources utilisées et archives disponibles.

Cette recherche est aujourd'hui pratiquement achevée. Elle a donné lieu, durant la période 2004-2005, à un certain nombre de vérifications. Les informations recueillies sur les 2 100 pensions et les 3 000 biographies de directeurs ont été transférées sur le logiciel File Maker Pro, de façon à faciliter leur traitement informatique. La mise en ligne de cette base de données devrait être effective en 2006.

#### 6. HISTOIRE DES LYCÉES ET DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (PHILIPPE SAVOIE, MARIE-MADELEINE COMPÈRE ET AUTRES)

La publication des actes des manifestations organisées en 2002 a prolongé, en 2004-2005, l'investissement consenti par le service à l'occasion de la commémoration de la loi du 11 floréal an X (1<sup>er</sup> mai 1802) créant les lycées. Philippe Savoie et Annie Bruter ont dirigé avec Willem Frijhoff (Université libre d'Amsterdam) un numéro spécial de *Paedagogica Historica*, consacré à l'enseignement secondaire, comprenant une sélection des contributions au 24<sup>e</sup> congrès de l'ISCHE (n° 34, 145). Pierre Caspard et Philippe Savoie ont dirigé avec Jean-Noël Luc (université Paris IV-Sorbonne) l'édition des actes du colloque « Lycées et lycéens, 1802-2002 » (n° 9), auxquels les personnels permanents et chercheurs associés du SHE ont apporté une contribution

notable (n° 39, 46, 59, 99, 107, 112, 116, 128, 149), de même qu'aux actes du colloque consacré par l'Institut Napoléon et la Bibliothèque Marmottan à la politique scolaire napoléonienne (n° 43, 97, 106).

Philippe Savoie s'est engagé, par ailleurs, dans la rédaction d'une synthèse sur l'enseignement secondaire entre 1802 et 1914, étudiée sous l'angle de la politique scolaire, prenant en compte le rôle déterminant des établissements et les rapports État-municipalités et mettant notamment l'accent sur la question du financement et de la gestion, sur la politique du personnel et sur la dimension corporative de l'institution.

## 7. HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (GÉRARD BODÉ)

Depuis une bonne vingtaine d'années, l'histoire de l'enseignement technique français, surtout l'enseignement industriel et commercial, mais aussi l'enseignement agricole dans une moindre mesure, est sorti de la confidentialité pour devenir un champ de recherches attrayant. En témoignent la multiplicité des travaux universitaires (mémoires de maîtrise et thèses), l'organisation de séminaires et de journées d'études et la publication de travaux novateurs. Depuis 1981, le Service d'histoire de l'éducation a largement contribué à ce renouveau en publiant des recueils de textes officiels, en établissant et éditant des répertoires départementaux et enfin par l'organisation de séminaires.

### **a) Publication de textes officiels** (Gérard Bodé, Anne-Marie Lelorrain)

La première tâche que le Service d'histoire de l'éducation s'était assignée en matière d'histoire de l'enseignement technique avait été de répertorier l'intégralité des textes officiels (lois, ordonnances, décrets, arrêtés, circulaires et notes de services) émanant des services centraux des différents ministères en charge de l'enseignement technique et de publier une sélection de textes essentiels. En effet, en raison de l'histoire administrative complexe de cette branche d'enseignement, qu'il s'agisse de l'enseignement industriel et commercial ou de l'enseignement agricole, cette entreprise répondait à une nécessité, sans doute plus encore que pour les autres niveaux d'enseignement. Les années antérieures ont ainsi vu la publication de deux volumes consacrés à l'enseignement industriel et commercial (en 1988, la période 1789-1929 ; en 2002, la période 1926-1958) et d'un volume sur l'enseignement agricole (en 1993, pour la période 1789-1944). Cette entreprise a été poursuivie avec la publication du volume relatif à l'enseignement

agricole pour la période allant de 1944 à nos jours, sous la direction d'Anne-Marie Lelorrain, en 2005 (n° 3).

Pour la publication de textes officiels, la période postérieure à 1940 offre une difficulté supplémentaire, à savoir la forte prolifération de ces textes. Les administrations de tutelle s'étant munies d'instruments de publication de leur production administrative de plus en plus performants, il est quelquefois malaisé de se repérer dans cette masse très abondante et d'en retirer la substantifique moelle. L'enseignement agricole présente par ailleurs la caractéristique de connaître pour cette période un développement plus important du secteur privé que du secteur public, donc plus difficile à appréhender par le biais des seuls textes officiels. De plus, le ministère de l'Agriculture, à l'inverse des autres ministères, n'a édité que très tardivement un bulletin officiel. Le dépouillement des textes officiels en a donc été plus difficile que pour les époques précédentes. La documentation était dispersée, peu conservée dans les dépôts publics d'archives et rarement éditée jusqu'à une époque récente. La politique ministérielle devait aussi tenir compte du fort développement du secteur public qui lui échappait partiellement. Le volume de plus de 1000 pages donne ainsi une sélection des textes essentiels. Une introduction retrace l'histoire de cet enseignement et des annexes complètent l'œuvre en indiquant les sources et la bibliographie. Avec cet ouvrage, la collection de publications de textes officiels se termine pour le secteur de l'enseignement agricole.

Pour l'enseignement industriel et commercial, il reste à publier en ce qui concerne la période de 1959 à nos jours. Les dépouillements dans les archives, les bulletins officiels et le *Journal officiel* sont achevés. La sélection des textes retenus pour la publication est presque complète. L'originalité – et la difficulté – de cette période réside dans l'intégration de l'enseignement technique dans le système éducatif unifié à compter de la réforme Berthoin et dans son éclatement entre un enseignement professionnel qui reprend les finalités et la tradition de l'ancien enseignement technique et un enseignement technologique assez proche des finalités de l'ancien enseignement secondaire spécial et qui se rapproche de plus en plus des enseignements secondaires généraux dans lesquels il tend à se diluer sous la forme de filières spécifiques. Les contingences économiques ont aussi contribué à brouiller la visibilité de cet enseignement car, avec l'apparition d'un chômage endémique, l'enseignement professionnel, tout comme l'enseignement technologique, est de plus en plus utilisé comme un moyen d'insertion professionnelle plus que comme un organe de formation. La revalorisation de l'apprentissage à partir des années 1970 et le développement des

formations par alternance signalent aussi une remise en cause des dogmes éducatifs des périodes précédentes mais nécessitent une clarification des concepts et des frontières de ces diverses approches.

La réalisation de ce volume pose aussi des problèmes plus matériels. Le très fort développement des textes officiels et l'apparition de sources électroniques (Légifrance pour le *Journal officiel*, bulletins officiels des ministères en ligne) exigent de s'interroger sur le support le plus adapté de recensement de ces textes. Pour le volume 2 couvrant la période 1926-1958, il avait déjà été nécessaire de consacrer un tome entier au seul recensement thématique des sources. Pour le volume 3, le nombre de ces sources est encore plus important. Nombreuses sont les sources consultables en ligne. Mais les modes d'interrogation de ces sources ne répondent pas directement aux demandes des historiens et se situent dans une logique plus administrative. Il semble donc utile d'envisager la mise en place d'une véritable banque de données pour tous ces textes officiels. Cette question n'est d'ailleurs pas propre à cette recherche mais répond à une interrogation plus générale sur tous les instruments de recherche produits par le Service.

L'achèvement de ce volume 3 reste ainsi conditionné partiellement par les choix éditoriaux que le Service sera amené à prendre dans les années à venir (livre classique, cédérom, mise en ligne, constitution de banque de données, etc.).

#### **b) Les répertoires départementaux d'établissements d'enseignement technique (Gérard Bodé)**

Si le recensement des textes officiels permet de fixer et d'analyser la politique des pouvoirs publics centraux, l'application et la perception de cette politique sur le terrain appellent une autre approche. En prenant comme cellule de base l'établissement scolaire et comme aire géographique de référence le département dans ses limites actuelles (à l'exception des départements nouveaux de la région parisienne), le second volet de cette recherche se propose de recenser l'ensemble des établissements d'enseignement technique de tout niveau, de toute taille, de tout statut, projetés ou créés entre 1789 et 1940. Pour chaque établissement, tous les types de renseignements (adresse, période d'activité, statut, régime, personnel, effectifs, enseignement, comptabilité, matériel et bâtiments, etc.) sont collectés et rassemblés en un certain ordre. Pour chaque département, un volume publie ces notices en les accompagnant d'une introduction et d'annexes (sources, bibliographie, index).

Cette approche présente aussi l'avantage de cerner les divers acteurs locaux, publics comme privés, d'étudier leurs motivations et leurs attitudes, de cerner leurs relations avec les pouvoirs centraux (auxquels ils peuvent d'ailleurs appartenir du fait de leur fonction de ministres, sénateurs ou députés) et de déceler ainsi les variations locales dans l'évolution et le développement de l'enseignement technique, industriel, commercial et agricole. La juxtaposition des diverses évolutions départementales détermine inévitablement notre connaissance de l'évolution nationale de l'enseignement technique.

Ce travail est réalisé, à l'échelon départemental, par un correspondant local chargé de dépouiller les sources disponibles sur place, et à l'échelon national par Gérard Bodé qui effectue les dépouillements dans les dépôts centraux (Archives nationales, Bibliothèque nationale de France, etc.). À l'heure actuelle, ce volet de la recherche couvre 30 départements métropolitains et l'Outre-Mer (anciennes colonies et protectorats, dont les archives sont conservées au dépôt des Archives nationales d'Aix-en-Provence). En 2005, le travail a débuté dans deux départements : l'Hérault et la Vendée. Il est achevé dans cinq départements (Corrèze, Lot, Var, Somme, Côtes-d'Armor). Le département de la Corrèze a fait l'objet d'une publication en 2004 (n° 1), celui du Lot en 2005 (n° 2) ; pour le Var, les Côtes-d'Armor et la Somme la publication est prévue pour 2006. Les travaux sont en voie d'achèvement pour six autres départements (Pyrénées-Orientales, Charente-Maritime, Moselle, Loire-Atlantique, Gironde, Dordogne). En raison du départ du correspondant local, les travaux sont momentanément arrêtés pour les départements de la Haute-Vienne, du Pas-de-Calais et de la Savoie.

La publication des premiers volumes a permis d'affiner la réflexion sur le développement de cette recherche. L'opportunité d'une mise en ligne des résultats en parallèle avec la publication des ouvrages est discutée. La découverte de nouvelles données pour les départements déjà publiés pose aussi la question de l'intégration de ces éléments. Dans la mesure où une réédition des volumes est peu probable, la création d'un site destiné aux *addenda* et *corrigenda* est aussi évoquée. Outre l'extension progressive du travail vers d'autres départements, au fur et à mesure de la publication des divers répertoires, ces questions techniques constituent l'un des axes de travail pour les années à venir.

#### 8. LE PERSONNEL ENSEIGNANT AUX XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES : ÉCONOMIE, POLITIQUE ET GESTION (PHILIPPE SAVOIE)

Cette recherche, consacrée à la dépense enseignante, à ses déterminants (traitements, revenus et charges annexes, carrières, effectifs, taux d'encadrement, temps de service, etc.) et aux politiques du personnel mises en œuvre depuis deux siècles, s'est élargie de fait, en raison de l'orientation prise par les travaux de son responsable depuis plusieurs années (cf. *supra*), à l'évolution du métier d'enseignant (n° **148**) et à l'étude des établissements secondaires comme unités de gestion, comme instances plus ou moins autonomes, notamment en matière d'organisation scolaire, et plus largement comme échelon décisif de l'institution secondaire et de son évolution.

L'étude locale menée par Francis Subercaze (enseignant associé) dans les dépôts d'archives publiques et privées du Morbihan s'est poursuivie pendant toute la période. Conformément à l'évolution générale de la recherche, ce travail s'est élargi à un répertoire exhaustif des établissements des deux réseaux secondaires public et privé présents dans ce département entre 1880 et 1914. C'est dans cette optique de monographie départementale que la recherche va être approfondie. L'étude menée par Christine Glorieux (enseignante associée) sur les établissements de l'ancienne Seine-et-Oise s'est terminée à la rentrée 2005. Les derniers dépouillements ont été consacrés au lycée de Versailles, et aux manifestations locales des effets sur le personnel et l'organisation scolaire de la crise des lycées sous la Troisième République et de la réforme de 1902, qui ont alimenté la recherche tout entière et devraient faire l'objet, en outre, d'une publication particulière.

#### **IV – HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE**

Comme annoncé dans son précédent rapport scientifique, le Service d'histoire de l'éducation a ouvert en 2004 un important chantier consacré à l'histoire de l'enseignement supérieur depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, domaine encore peu investi par l'historiographie contemporaine. Certes, de nombreux travaux sur les disciplines universitaires se sont développés en histoire et en histoire des sciences ces dernières années ; et la publication de nombreuses monographies d'établissements, dans le cadre le plus souvent d'opérations de commémoration, peut donner le sentiment d'une production importante. Elle reste cependant très

parcellisée et les études d'ensemble sont rares. Or, l'histoire de l'enseignement supérieur depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle constitue indéniablement un champ très fécond en histoire sociale et culturelle qui s'inscrit dans un ensemble d'enjeux sociaux, politiques et économiques sur le long terme, de la formation des élites aux questions posées par la démocratisation, en passant par l'étude des relations entre le national et le local. Le développement de ces recherches peut ainsi se concevoir dans un processus de réponse aux demandes émergentes de connaissance et d'analyse historiques.

Le programme de recherche mis en œuvre au SHE se situe dans une approche qui privilégie l'histoire sociale et culturelle des pratiques pédagogiques et des discours, des cultures matérielles et des dispositifs institutionnels. Pour ce faire, les différents projets à l'œuvre font appel à des sources très variées, qu'il s'agisse d'archives, de sources imprimées mais aussi de sources orales qui seront constituées lors de campagnes d'entretien. Cinq angles principaux sont privilégiés : l'analyse prosopographique du corps enseignant académique au XIX<sup>e</sup> siècle (Boris Noguès et Françoise Huguet ; Emmanuelle Picard ; Martine Jey), l'histoire des disciplines académiques (Fabien Locher pour les sciences de la Terre et de l'Univers ; Emmanuelle Picard pour les langues régionales ; Jean-Yves Dupont pour les sciences de l'ingénieur), l'étude des relations entre enseignement supérieur et territoires (Emmanuelle Picard), l'évolution des pratiques d'enseignement à l'université depuis 1958 (Marie-Laure Viaud) et l'histoire du cours magistral (Annie Bruter).

Par ailleurs, le programme d'histoire de l'enseignement supérieur participe à la mission de production d'instruments du service avec la réalisation de bases de données, qui donneront lieu à publication ou à mise en ligne : base de données biographiques sur les professeurs des facultés des lettres et des sciences de province de 1808 à 1879 ; base de données des établissements d'enseignement supérieur français depuis 1808 ; base de données des textes officiels sur l'enseignement supérieur au XX<sup>e</sup> siècle. Un projet pour une valorisation des archives de l'enseignement supérieur et l'amélioration de leur accessibilité est également mis en place, dont la première étape sera une journée d'étude consacrée en 2006 à ce thème. Un projet de numéro spécial consacré à un bilan historiographique des travaux sur l'histoire de l'enseignement supérieur a été proposé à la revue *Histoire de l'éducation*. Enfin, depuis février 2006, un séminaire sur l'histoire de l'enseignement supérieur se tient à l'ENS, organisé par Emmanuelle Picard et Fabien Locher.

## 1. LE PERSONNEL DES FACULTÉS DE LETTRES ET DE SCIENCES (FRANÇOISE HUGUET ; BORIS NOGUÈS ; EMMANUELLE PICARD AVEC CLAIRE LEMERCIER (IHMC))

Une recherche sur le personnel enseignant des facultés des lettres et des sciences en France au XIX<sup>e</sup> siècle (1808-1878) a débuté en septembre 2003. Ce travail entend répondre à un double objectif : recenser l'ensemble des professeurs de ces facultés et créer un répertoire ou une base de données numérisée, dans le cadre de l'activité de production de ressources du SHE (cf. *infra*) et, d'autre part, réexaminer le fonctionnement des facultés françaises du XIX<sup>e</sup> siècle ainsi que la place que tiennent leurs professeurs dans le champ scientifique de l'époque.

Les facultés « académiques » des lettres et des sciences, créées en 1808, ont en effet été condamnées sans appel par les administrateurs de la III<sup>e</sup> République naissante (Dumont, Gréard, Liard) ainsi que par l'historiographie républicaine (Gréard, Liard encore) qui entendaient rompre avec les régimes précédents et procéder à des réformes profondes. Cette perspective a été reprise par l'historiographie du XX<sup>e</sup> siècle qui ne voit dans ces facultés que des squelettes administratifs chargés de distribuer formellement les grades. Seules, les institutions parisiennes ont fait depuis l'objet d'études approfondies (C. Charle) et échappent à cet opprobre. Une étude portant sur l'ensemble de la France a donc été entreprise, en considérant le système des facultés comme un réseau qu'il convient de saisir dans sa globalité. Si les différences de taille et de fonction entre Paris et les places provinciales sont évidentes, des échanges existent. À titre d'exemple, la circulation intense des enseignants entre les différentes facultés, qui se dessine aisément avec la reconstitution des carrières, montre que le système, sans être homogène, fonctionne comme un ensemble ouvert et cohérent.

Au-delà de la reconstitution des carrières, l'approche prosopographique permet également d'éclairer la place occupée par le groupe dans la production de connaissances nouvelles au XIX<sup>e</sup> siècle et, à l'intérieur du groupe, de préciser le rôle que jouent ces activités complémentaires à l'enseignement dans la différenciation des carrières individuelles. Si ce dernier aspect a déjà été abordé par quelques études anglo-saxonnes dès les années 1980, seuls les professeurs des facultés des sciences ont attiré l'attention. L'étude des professeurs des disciplines littéraires et la comparaison entre le personnel des différentes villes et des différents champs disciplinaires – dont certains émergent au cours du siècle – constitue donc une nouveauté qui justifie l'entreprise.

Par ailleurs, dans un processus de collaboration avec l'IHMC (ENS), le SHE s'investit dans la poursuite et l'achèvement du dictionnaire des professeurs de la faculté des sciences de Paris (1808-1919). Au-delà de la simple constitution du dictionnaire, le projet a pour objet de réfléchir aux conditions d'insertion des universitaires parisiens dans la société des élites au XIX<sup>e</sup> siècle. En établissant le plus complètement possible leurs participations à des activités non académiques (conseils professionnels, agences de brevets, commissions administratives ou ministérielles, mais aussi organisations ayant partie liée avec les élites économiques), il s'agira de s'interroger sur les formes et les effets des multipositionnements dans le déroulement des carrières académiques. L'existence de bases de données équivalentes pour la facultés des lettres de Paris, le Collège de France, la faculté de médecine de Paris et les facultés des lettres et des sciences de province devrait permettre d'intéressants travaux de comparaison sur l'ensemble des carrière. Dans le même temps, ce travail permettra de réfléchir aux conditions de traitement statistique des enquêtes prosopographiques et aux nouveaux outils que l'informatique permet aujourd'hui d'élaborer.

## 2. HISTOIRE DES DISCIPLINES SCIENTIFIQUES (FABIEN LOCHER)

La problématique des disciplines scientifiques, élaborées et transmises au sein des universités, constitue l'une des questions centrales de l'histoire de l'enseignement supérieur. La recherche qui est menée à ce propos au SHE se concentre sur la genèse et le développement des disciplines universitaires relevant des sciences de la Terre (minéralogie, géologie, géophysique, océanographie) et de l'Univers (astronomie, astrophysique), dans les facultés des sciences, de 1808 à nos jours. L'astronomie, la minéralogie, la géologie connaissent une intégration précoce à l'édifice universitaire. La géophysique, l'océanographie, l'astrophysique, qui sont des sciences plus récentes, s'y implantent à partir des années 1870, avec la création de chaires et d'instituts, et l'organisation d'enseignements et de travaux pratiques.

Les recherches menées à ce propos au sein du SHE se structurent selon deux axes. Le premier axe concerne l'histoire des Instituts de physique du Globe. Leur création, dans la France des années 1920, contribue en effet puissamment à implanter les nouvelles « sciences de la Terre » dans l'environnement universitaire des facultés de Paris, Strasbourg, et Clermont-Ferrand. Par la suite, cette implantation se diffusera à l'ensemble des universités françaises.

Le second axe traite de l'histoire de l'enseignement de l'astronomie et de l'astrophysique à la faculté des sciences de Paris, de 1808 à nos jours, à partir d'une analyse des pratiques et des contenus d'enseignement, et d'une prosopographie des professeurs, des suppléants, et des titulaires de thèse de doctorat, pour cette période. Un travail de recension et de dépouillement de fonds d'archives est par ailleurs mené transversalement à ces axes de recherche, à propos de la faculté des sciences de Paris (Sorbonne). Au cours du second semestre 2004-2005, cette activité a bénéficié de l'embauche d'un stagiaire. Celui-ci a réalisé, dans le cadre d'une formation de mastère, un dépouillement des procès-verbaux des conseils de la faculté, au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les recherches concernant les sciences de la Terre et de l'Univers doivent se traduire en 2006 par plusieurs interventions dans le cadre de séminaires, et par la soumission d'un article (en préparation). Au cours de l'année universitaire 2006-2007, le responsable de cette recherche assurera également l'organisation du séminaire « Histoire de l'enseignement supérieur (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) » du SHE, qui sera axé sur l'histoire des disciplines universitaires, et qui se conclura en juin 2007 par une journée d'étude consacrée à ce thème.

### 3. GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES ET SCIENCES DE L'INGÉNIEUR (JEAN-YVES DUPONT)

Cette recherche s'inscrit dans le programme naguère mis en place par Bruno Belhoste, et qui a donné lieu notamment à une étude synthétique de l'histoire du « système polytechnicien ». Il s'agit désormais d'étendre la recherche à l'ensemble des formations supérieures scientifiques et techniques, en croisant plusieurs approches : d'une part, l'histoire des principales institutions qui se développent en France depuis le XIX<sup>e</sup> siècle ; d'autre part, les contenus de leurs enseignements dans ce qu'ils ont de plus spécifique relativement aux « sciences de l'ingénieur ». Les études peuvent porter sur l'élaboration des disciplines, sur la constitution et la diffusion des savoirs, aussi bien que sur les acteurs qui les mettent en œuvre dans les divers établissements. C'est ainsi que ces recherches ont donné lieu à plusieurs communications, dans des colloques ou des séminaires. Certaines d'entre elles ont pu être publiées : les laboratoires de l'École centrale des arts et manufactures (n° 115), l'évolution des programmes de mécanique en classes de mathématiques spéciales de leur création jusqu'à nos jours (n° 116), le paradigme des « machines simples » (n° 117). Dans un cadre plus proche de l'histoire des sciences et des techniques, une attention a été portée à l'instrumentation scientifique et

industrielle concernant l'évaluation de la puissance des machines dans les expérimentations menées au XIX<sup>e</sup> siècle (n° **118**), en y incluant un inventaire des ressources du Conservatoire des arts et métiers. Les travaux en cours, au travers de la diversité et de la singularité des thèmes abordés, reflètent une situation par laquelle il nous faut passer pour appréhender dans sa globalité la construction progressive en France d'un système original d'enseignement scientifique supérieur conduisant aux professions de l'industrie.

#### 4. GUSTAVE LANSON ET L'ENSEIGNEMENT DE LA LITTÉRATURE (MARTINE JEY)

Cette recherche s'inscrit dans le prolongement de travaux antérieurs à l'association au SHE du chercheur, qui s'intéresse, depuis les années 1990, à l'histoire de l'enseignement littéraire dans les enseignements secondaire et supérieur (n° **128, 129**).

En cohérence avec les priorités de l'unité relatives à l'histoire des disciplines scolaires et à celle de l'enseignement supérieur, cette recherche porte essentiellement sur Gustave Lanson, et son projet de reconfiguration de la discipline. Il s'agit de retracer les étapes de la formation de Lanson, son itinéraire intellectuel et de montrer la continuité entre ses écrits (scientifiques, journalistiques, pédagogiques) et son action dans différents lieux ou instances institutionnels (université de la Sorbonne, Conseil supérieur de l'Instruction publique, Ecole normale supérieure). Pendant cette période de réformes profondes des études universitaires, de transformation des enseignements secondaire et supérieur, l'engagement de Gustave Lanson est multiple. Ses positions se fondent sur une critique radicale de l'enseignement. C'est par engagement pédagogique et politique qu'il s'est intéressé à l'enseignement de la littérature avec une préoccupation centrale, la finalité sociale de l'enseignement de la littérature.

Le projet de Lanson (et l'ensemble de ses écrits constitue un instrument d'analyse de l'histoire culturelle et sociale du tournant du siècle dernier) se situe à un moment de passage décisif : un nouveau régime se construit ainsi qu'un nouvel enseignement. Il s'agit d'édifier la République – et l'on retrouve ici l'ambivalence fondamentale du projet républicain. Son *Histoire de la littérature*, fondée sur l'auteur, les grands auteurs et les chefs-d'œuvre, construction patrimoniale, y contribue. Lanson fonde une littérature nationale, conçue comme telle, et construit les moyens de sa diffusion par ses manuels, ses recommandations en matière d'explication des textes, par une importante production de

nouvelles éditions de classiques français. Dans le même temps, il pose les jalons d'une étude de l'histoire des lecteurs, d'une étude de la réception des œuvres, la lecture étant pour lui activité. On retrouve ainsi une série de tensions, entre un désir d'objectivité, une valorisation constante de la science, et un relativisme (de goûts, de méthodes) tout aussi constamment affirmé.

La recherche inclut une perspective prosopographique : elle implique la comparaison avec les trajectoires d'autres acteurs de l'institution, ce qui relève à la fois d'études quantitatives et d'études de cas. S'agissant de l'étude d'une trajectoire, on recherche les données biographiques qui peuvent l'éclairer, les lieux de formation mais aussi les liens sociaux, amicaux et intellectuels ainsi que les jeux d'alliances contractées.

##### 5. ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET TERRITOIRES (EMMANUELLE PICARD)

Les années 1990 ont vu se développer une réflexion sur la question des relations entre science et territoire, mettant en évidence l'émergence de pôles régionaux d'innovation scientifiques dès la fin du XIX<sup>e</sup>. Ces travaux suggèrent que le centralisme parisien en matière d'enseignement supérieur et de recherche n'a pas entravé toute forme d'autonomie locale. Cependant, l'organisation de l'administration de l'enseignement supérieur en France laisse peu de place à des logiques locales d'établissement et impose une relation verticale très forte entre les différentes facultés et écoles et les ministères dont elles dépendent. Pour autant, la dimension locale d'un certain nombre de choix reste importante, dès lors qu'elle touche essentiellement à des questions techniques concernant les implantations, terrains, locaux et équipements. C'est autour de cette marge de manoeuvre locale et de cette articulation entre les moyens et les revendications régionales et les orientations nationales que se construit le premier axe de ce travail.

Par ailleurs, le monde académique interfère avec les élites locales, ce que montrent particulièrement bien les séances de rentrée des facultés qui sont autant d'occasions de réunir les représentants de l'État, les corps constitués, les notables économiques, politiques et religieux d'une région. Cette porosité est remarquable dans le cas des facultés professionnelles (droit et médecine) mais existe également dans les autres ordres facultaires. L'interdépendance est encore plus importante dès lors qu'il s'agit d'écoles, dont la logique d'implantation est libre des contraintes centralisatrices et les financements le plus souvent locaux, et en particulier municipaux. Enfin, dans le cas de la Bretagne, une

composante particulière est à prendre en compte avec la présence de l'armée, et spécialement de la Marine. Tous ces éléments fournissent matière à une réflexion plus générale sur le rôle des élites locales dans l'enseignement supérieur d'une région, second axe de ce programme de travail.

Les transformations morphologiques de l'enseignement supérieur en Bretagne peuvent ainsi s'envisager au travers d'un ensemble de questionnement, prenant en compte les grandes inflexions des politiques publiques en la matière (facultés napoléoniennes, réforme Liard, décentralisation des années 1950 et 1960, réforme Faure et enfin le plan U2M) mais aussi en mise en perspective avec la situation locale et son évolution (forces politiques, mouvements migratoires, logique religieuse). Enfin, la Bretagne offre l'occasion de s'interroger sur la construction et la transformation des équilibres locaux, des partages d'influence et des pouvoir entre les villes et des modalités de justification des élites locales ou nationales dans le cas d'arbitrage en matière d'enseignement supérieur (choix de Rennes plutôt que Nantes au XIX<sup>e</sup> siècle, création d'un pôle d'enseignement supérieur à Brest dans les années 1960, puis à Lorient, mise en place d'un « campus » à Rennes dans les années 1980). Ce projet ambitionne ainsi de mener conjointement une réflexion en matière d'histoire sociale des élites, d'histoire des politiques publiques et d'histoire d'institutions que sont les établissements d'enseignement supérieur.

#### 6. ORGANISATION PÉDAGOGIQUE ET PRATIQUES D'ENSEIGNEMENT DANS LES UNIVERSITÉS FRANÇAISES DEPUIS 1958 (MARIE-LAURE VIAUD)

L'enseignement supérieur s'est considérablement transformé depuis une quarantaine d'années en raison, notamment, de l'augmentation considérable du nombre d'étudiants (un peu moins de 200 000 en 1960, près de 2 millions aujourd'hui), des nombreuses réformes (réforme Fouchet de 1962, loi d'orientation Faure de 1968, loi Savary de 1984...) et de la professionnalisation des formations. Les discussions sont vives sur la question de son organisation, de sa structuration, de son devenir. Mais on manque, pour éclairer ces débats, de travaux historiques, alors qu'ils pourraient aider les acteurs et les décideurs à mieux cerner les grandes évolutions à l'œuvre. Il existe très peu de recherches sur l'histoire de l'enseignement supérieur dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Certes, un certain nombre de travaux portent sur les grandes écoles, l'histoire des étudiants ou du gouvernement des universités. Mais on connaît très mal

certaines aspects de cette histoire et, en particulier, la question des pratiques d'enseignement et de l'organisation pédagogique. Si les évolutions dans ce domaine ont été bien étudiées pour l'enseignement secondaire, il n'en va pas de même pour le monde universitaire. Pourtant, alors que presque tous les bacheliers (93 % en 1992) s'inscrivent dans l'enseignement supérieur, ce sont, à peu de choses près, les mêmes jeunes qui se trouvent aujourd'hui en classe de Terminale et en première année de DEUG. C'est pourquoi la recherche entreprise se donne pour objectif d'éclairer la façon dont l'université a tenté, depuis une quarantaine d'années, de s'adapter à la transformation de son public et de ses demandes, par la réorganisation de l'offre de formation, la professionnalisation des filières, la réforme des premiers cycles, la territorialisation, l'internationalisation, etc.

Par ailleurs, dans l'enseignement supérieur, c'est le monde proprement universitaire qui a suscité le moins d'intérêt de la part des historiens, alors que c'est lui qui a subi les transformations les plus importantes depuis les années 1960, et qui accueille la très grande majorité des étudiants. La présente recherche, qui a débuté en 2005, se propose donc de se centrer sur les transformations de l'Université, et non de l'ensemble de l'enseignement supérieur et du monde de la recherche.

La période étudiée est comprise entre 1958 et nos jours. En effet, c'est à partir du début des années 1960 que les effectifs augmentent fortement : entre 1960 et 1965, on compte 10 à 15% d'étudiants de plus chaque année. C'est aussi à partir de cette époque que l'Université va connaître des transformations importantes (ainsi, en 1958, la réforme des facultés de médecine et la création de la thèse de 3<sup>e</sup> cycle, en 1960, le décret qui crée le corps des maîtres-assistants, en 1963, la mise en chantier de la réforme Fouchet, en 1965-66 la naissance de l'université de Nanterre, etc.). Enfin, c'est également à partir du début des années 1960 que la question de l'Université commence à être largement débattue sur la place publique.

En gardant à l'esprit que c'est la façon dont les différents aspects de cette question s'articulent qui est essentielle, il est possible de décomposer la recherche en plusieurs axes de travail, le premier constituant l'axe principal et les suivants les axes secondaires.

#### *Les changements dans les pratiques d'enseignement et dans l'organisation des études*

Cette recherche vise d'abord à comprendre les changements dans les pratiques d'enseignement et dans l'organisation des études. La question est double. D'une part, quels changements ont effectivement eu lieu ?

D'autre part, comment peut-on les analyser : qui en a l'initiative ? Quels sont les facteurs déclenchants ? Comment ces changements sont-ils mis en œuvre ? Comment sont-ils perçus ?

Le champ retenu est à cet effet très large. Il comprend d'abord les pratiques engagées par l'institution comme les réformes du contenu des études, les réformes successives des premiers cycles, l'introduction de la semestrialisation et du tutorat, etc. À l'échelle de la faculté, de l'université ou de l'UFR, on s'intéressera à toutes les évolutions et transformations ayant trait aux pratiques et à l'organisation pédagogique décidées à ce niveau, comme le choix du contenu des formations. On étudiera notamment les modalités de mise en place des réformes nationales : comment ont-elles été appliquées sur le terrain ? Dans quelle mesure ont-elles changé les pratiques ? Un intérêt particulier sera apporté à la question de la professionnalisation des formations et de la mise en place des formations professionnelles (DESS, licences professionnelles, magistères, diplômes universitaires, etc.). On traitera également des expériences d'organisation pédagogique originales menées à l'échelle d'un établissement comme dans les universités de Vincennes ou de Compiègne.

Les pratiques individuelles des enseignants seront également analysées : choix de telle ou telle modalité pédagogique (utilisation des nouvelles technologies, travail en groupe, réalisation de projets par les étudiants, etc.), modalités d'évaluation, accompagnement et suivi des étudiants.

En raison de la rareté des sources écrites, la méthode choisie est principalement celle de l'histoire orale. Des archives seront constituées en réalisant des entretiens avec des acteurs – essentiellement des enseignants-chercheurs – et des témoins. Une des hypothèses qui sous-tend ce travail est que les pratiques et leurs évolutions varient en fonction, notamment, des disciplines et des établissements. Pour la vérifier, on cherchera à comparer l'évolution des pratiques entre des universités ayant des « cultures d'établissement » très différentes, et entre des disciplines différant elles aussi les unes des autres. En l'état actuel de l'avancement du projet, il est prévu que le panel comprenne une université « ancienne » et relativement traditionnelle, située en centre-ville, deux universités ayant projeté de transformer leurs pratiques dans les années 1968/70, et deux universités « nouvelles » créées récemment en grande banlieue. Il inclura des disciplines traditionnelles et émergentes, des sciences dures et des sciences humaines, enseignées ou non dans le secondaire.

### *L'émergence des pratiques nouvelles et leur évolution*

À toutes les échelles décrites ci-dessus, on s'intéressera particulièrement aux pratiques nouvelles ou différentes visant à permettre une adaptation de l'enseignement supérieur à ses « nouveaux publics », en s'interrogeant sur les conditions de leur émergence. Pour ce faire, on cherchera à réunir des éléments sur l'histoire du développement de la réflexion et des pratiques innovantes dans le domaine de l'enseignement et/ou de la pédagogie dans l'enseignement supérieur. Une des pistes envisagées consisterait à retracer l'histoire des associations qui se sont créées dans ce but, telles que Promosciences, le GREPES « Groupe de recherche et d'étude sur la pédagogie de l'enseignement supérieur » ou l'ADMES « Association pour le développement des méthodes de formation dans l'enseignement supérieur » en dépouillant leurs textes fondateurs ou les comptes rendus de leurs colloques ou congrès, et en réalisant des entretiens avec leurs fondateurs ou membres actifs.

### *Les transformations engagées par l'institution*

Retracer les évolutions dans les pratiques pédagogiques nécessite de disposer d'une trame très claire des différentes transformations initiées par l'institution, telles que les différentes réformes, la création de nouvelles universités, la territorialisation et ses conséquences. Les projets avortés, par exemple ceux qui visent à introduire une sélection à l'entrée (projet Fouchet en 1966, projet Devaquet en 1986), seront également étudiés parce qu'ils témoignent de la façon dont les acteurs ont pensé les transformations de l'Université.

Ce travail repose sur une collecte documentaire, qui est déjà bien avancée. D'autre part, un travail de dépouillement du *Bulletin officiel de l'Éducation nationale* a été entrepris, afin de repérer les textes concernant le fonctionnement des universités françaises depuis 1958 et de les indexer. Ces sources devront être complétées par des entretiens avec des responsables institutionnels.

### *L'expérience, les analyses et les représentations des enseignants, les relations interpersonnelles*

La recherche cherchera à analyser comment les enseignants du supérieur ont vécu ou ressenti la transformation du public étudiant. Il pourra être intéressant de comparer ceci avec l'expérience des enseignants du secondaire. On s'intéressera aussi aux diverses facettes de la question de la relation entre enseignants et enseignés. Enfin, la façon

dont les tâches des enseignants ont évolué (importance des tâches administratives, place de la recherche, etc.) sera naturellement prise en compte.

Pour une présentation plus détaillée de la méthodologie liée à la constitution des archives orales, on se reportera à la III<sup>e</sup> partie du rapport scientifique, *infra*.

#### 7. LE COURS MAGISTRAL (ANNIE BRUTER)

Cette recherche menée dans le cadre de l'ACI du CNRS « Histoire des savoirs » regroupe, sous la direction d'Annie Bruter, plusieurs membres de l'unité (Henri Chamoux, Anne-Marie Chartier, Marie-Madeleine Compère) ainsi que d'autres laboratoires, français et espagnols : Centre d'histoire des sciences (université Paris X-Nanterre), LATTS (École nationale des Ponts et chaussées), Departament d'Història de la Ciència i Documentació (université de Valence), Departamento Salud Pública (université d'Alicante), CELLF (CNRS/ université Paris IV). Son objectif était d'étudier le rôle du cours magistral dans la constitution des savoirs, l'hypothèse de départ étant que le cours n'est pas seulement un lieu de diffusion des connaissances, mais qu'il intervient dans leur élaboration – étant bien entendu qu'il s'agissait ici exclusivement de cours visant à transmettre des connaissances de haut niveau, c'est-à-dire relevant de l'enseignement supérieur (ou à la rigueur de la fin du secondaire au XIX<sup>e</sup> siècle, quand la frontière entre les deux types d'enseignement n'était pas aussi nette qu'aujourd'hui). Sur ce terrain entièrement neuf, il fallait tout à la fois préciser la conception du cours magistral, de ses invariants et de ses diverses formes sur laquelle allait se fonder la recherche, inventorier les sources disponibles et en proposer une (ou des) méthode(s) d'exploitation. C'est pourquoi le choix a été fait de mener cette recherche sur une durée suffisamment longue (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) pour y repérer des évolutions souvent insensibles dans le court terme.

Constituée en 2003 grâce aux liens entretenus par Bruno Belhoste, ancien membre du SHE devenu chercheur associé de l'unité, avec plusieurs chercheurs en histoire des sciences, l'équipe en est actuellement à sa troisième et dernière année de recherche. Fonctionnant depuis sa création par séminaire mensuel (voir le calendrier du séminaire en ligne à l'adresse : [http://www.inrp.fr/she/cours\\_magistral/calendrier.htm](http://www.inrp.fr/she/cours_magistral/calendrier.htm)), elle a su s'adjoindre des collaborations variées, renforcées par la tenue en juin 2005 d'une journée d'étude intitulée « Types de cours et types de savoirs », à laquelle ont participé deux intervenants extérieurs à l'équipe

(Jean-Marc Mandosio, EPHE, et Rafael Mandressi, université catholique d'Uruguay). Par ailleurs, le bilan de chacune des deux premières années de recherche a donné lieu à une intervention d'Annie Bruter lors des colloques de l'ACI organisés à cette fin, en juin 2004 et décembre 2005.

Les deux directions de travail retenues au départ, l'une théorique, sur la définition du cours magistral et l'étude de son fonctionnement, l'autre archivistique, portant sur les sources et leur mode d'exploitation, ont été poursuivies concurremment, l'accent ayant toutefois été mis davantage sur la seconde au début, avec la mise en ligne, dès la première année, d'une base de données sur les cours manuscrits conservés dans les bibliothèques française (élaborée par le SHE dans les années antérieures), d'exposés faits en séminaire et de photographies de cours manuscrits (tous consultables à partir de la page d'accueil du site « cours magistral », à l'adresse [http://www.inrp.fr/she/cours magistral](http://www.inrp.fr/she/cours_magistral)). Ce travail sur les sources s'est bien entendu poursuivi au cours de la deuxième année, tout en s'accompagnant d'une réflexion plus approfondie sur la définition du cours magistral et la manière d'en faire l'histoire. L'équipe s'est accordée à voir dans le cours magistral un moment du processus d'apprentissage, qui en comporte nécessairement d'autres (répétitions, conférences, TP, TD, travail personnel...), de façon à écarter le débat sur la valeur de ce mode d'enseignement. Quatre grandes directions de recherche ont été dégagées, qui ont déjà donné lieu à plusieurs travaux et doivent en susciter d'autres dans les mois à venir.

La première est celle de l'accès au cours magistral, à partir de la constatation que la majorité des cours sont au XX<sup>e</sup> siècle des cours fermés, réservés aux étudiants, alors que la forme dominante de l'enseignement universitaire avait été au siècle précédent le cours public, ouvert à tous. Un sondage décennal dans un journal d'annonces parisien a été entrepris pour tenter de quantifier quelque peu ce phénomène des cours publics, le résultat ne pouvant toutefois être qu'approximatif du fait de l'absence d'organe recensant ces cours de façon exhaustive : la vacataire recrutée pour ce travail a couvert la période 1752-1812, faisant déjà apparaître l'importance du phénomène pour les années 1792 et 1802, sans nul doute du fait de la disparition des institutions traditionnelles d'enseignement. Ce travail est à poursuivre pour la suite du XIX<sup>e</sup> siècle. Le séminaire a, d'autre part, inscrit à son programme de 2006 un exposé de Boris Noguès traitant des instructions officielles sur les cours universitaires de lettres et de sciences. Plusieurs hypothèses sur le passage du cours public au cours fermé au tournant des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles s'esquissent d'ores et déjà, tournant le dos à la pseudo-explication de l'existence du cours public par

« l'arriération » des facultés françaises au XIX<sup>e</sup> siècle : elles font intervenir la structure sociale d'une époque où la scolarisation de masse n'était pas encore en place, la nature des « nouveaux savoirs » qui se développaient sans encore avoir d'usage social défini, des phénomènes de sociabilité et même de mode, voire le courant philanthropique et son souhait de répandre les Lumières.

La seconde direction de recherche concerne l'ensemble des conditions matérielles du cours magistral, qu'il s'agisse des locaux dans lesquels il se déroule, des moyens mis à la disposition du professeur pour mettre faits et phénomènes sous les yeux des étudiants, des dispositifs destinés à favoriser l'interaction entre l'enseignant et son public ou des médias par lesquels le cours est porté à la connaissance d'une audience plus vaste. Plusieurs interventions en séminaire ont pris soin de reconstituer les lieux de l'enseignement qu'elles décrivaient et tenté d'en évaluer l'incidence sur le déroulement du cours (Bruno Belhoste à propos des cours de Lagrange, José Ramón Bertomeu-Sanchez et Antonio García Belmar à propos de ceux de Thénard, Christine Lehman à propos de ceux de Venel). L'intervention de Rafael Mandressi lors de la journée d'étude du 9 juin a mis en évidence le rôle de la « leçon d'anatomie » dans l'élaboration d'un lieu spécifiquement destiné au cours magistral : l'amphithéâtre. Le séminaire 2005-2006 a été l'occasion de deux exposés relatifs à l'architecture des bâtiments universitaires (lycées et facultés), par Marc Le Cœur et Christian Hottin, et d'un autre relatif aux manuels de physique d'Adolphe Ganot (Josep Simon). Est également prévue une recherche sur les ancêtres des photocopies actuels que furent les lithographies du XIX<sup>e</sup> siècle (Jean-Yves Dupont).

Les contenus du cours font l'objet de la troisième direction de recherche. Du fait de son caractère transdisciplinaire, l'équipe ne pouvait se contenter d'une simple description des contenus des cours qu'elle étudiait. La problématique commune qui semble émerger de la confrontation entre les différentes disciplines qui y sont représentées est celle du passage du cours comme commentaire de texte, selon la conception médiévale, au cours comme texte neuf, produit par le professeur lui-même puisque ce dernier, dans l'enseignement supérieur contemporain, est censé faire bénéficier ses auditeurs des avancées du savoir les plus récentes. D'où l'intérêt de repérer, dans un cours donné, la part respective des savoirs acquis et de la nouveauté, celle-ci pouvant ou non se présenter comme telle : il a pu être montré que le cours de philosophie de Geffroy, professeur de d'Alembert, passait le nom de Descartes sous silence même quand il en reprenait les idées, alors que les références à Saint Augustin étaient toujours explicites (Alain Firode) ;

l'École centrale des travaux publics (future École polytechnique) tirait en revanche fierté des savoirs neufs exposés par Lagrange, même s'ils étaient d'un niveau qui les rendait inaccessibles à la majorité des élèves. Le cours magistral apparaît ainsi comme une instance non seulement de diffusion mais aussi d'ancrage, voire de légitimation des savoirs. L'exposition de savoirs nouveaux apparaît souvent, par ailleurs, dans le cadre d'une polémique contre les connaissances traditionnellement admises, comme on a pu le voir le 9 juin dans l'intervention sur les cours de Politien à Florence à la fin du XV<sup>e</sup> siècle (Jean-Marc Mandosio) : le cours magistral apparaît donc, cette fois, comme un des lieux du débat scientifique. On peut enfin s'interroger sur le rôle de l'interaction entre professeurs et élève dans l'élaboration du texte du savoir, comme l'ont fait notamment les exposés sur les cours de Michelet (Claire Gaspard) et de Roland Barthes (Claude Coste).

La dernière direction de recherche est celle qui concerne la réception du cours par son public (immédiat ou élargi). Elle pose d'importants problèmes de sources et de méthode, qui ont commencé à être défrichés par Marie-Madeleine Compère dans son exposé sur les « feuilles classiques » et par José Ramón Bertomeu-Sanchez et Antonio García Belmar dans leur travail sur les cahiers de deux élèves de Thénard.

L'ensemble de ces acquis fera l'objet d'une publication, qui est envisagée à l'horizon 2007.

## **V – ADMINISTRATION ET POLITIQUES DE L'ÉDUCATION**

L'évolution récente de notre système éducatif a passablement infléchi l'idée que l'on se fait aujourd'hui des conditions et des effets des politiques éducatives. La question désormais récurrente des « réformes » ou des « innovations », de leur champ d'application – établissements, zones, quartiers... – et des forces qui les soutiennent ou les combattent, fait apparaître (ou réapparaître) le rôle d'acteurs plus nombreux de l'institution : administrateurs, directeurs d'établissements, enseignants ou, d'une façon moins institutionnelle, acteurs de la vie politique ou économique locale ou régionale, membres d'associations ou de réseaux d'influence divers, etc.

C'est dans cette double perspective que l'unité a engagé des recherches tendant à évaluer le rôle de différents acteurs de l'histoire de notre enseignement. L'approche principalement utilisée ici est celle qui le mieux à même de cerner des populations d'importance moyenne : il s'agit de la prosopographie et, pour l'époque récente, de l'enquête orale.

## 1. LES RECTEURS D'ACADÉMIE EN FRANCE DE 1809 À 1940 (JEAN-FRANÇOIS CONDETTE)

En 2004 et 2005, l'enquête sur les recteurs d'académie de 1809 à 1940, ouverte en 1999 au sein du Service d'histoire de l'éducation, a été poursuivie selon les modalités définies dans le précédent rapport scientifique. Le dépouillement des dossiers personnels des 360 recteurs d'académie nommés entre 1809, date des premières nominations par Louis de Fontanes et juillet 1940, a été achevé dans la sous-série F<sup>17</sup> des Archives nationales. Le dépouillement des procès-verbaux des conseils académiques et de divers dossiers dans lesquels les recteurs sont fortement impliqués se poursuit.

Les recteurs d'académie occupent en effet une place importante au sein de la structure pyramidale qui, des bureaux du ministère parisien à tel établissement de province, organise la répartition des pouvoirs au sein de l'Instruction publique devenue Éducation nationale. On connaît mal, cependant, l'histoire de cette fonction et le recteur d'académie est longtemps doté d'une image très négative. Homme de l'ombre, « œil » de Paris en province, ayant renié les principes de liberté et d'autonomie constitutifs de la vie universitaire par goût du pouvoir, le recteur a mauvaise presse pendant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle pour le moins. Création napoléonienne mise en place par l'important décret du 17 mars 1808 qui organise l'Université, la fonction rectorale, est un temps menacée par la Restauration qui y voit un symbole de la « tyrannie » napoléonienne et de son centralisme. Mais la Monarchie, si elle change le cadre idéologique de référence qui doit exister au sein de l'Université devenue royale, comprend très vite tout l'intérêt de conserver les rouages administratifs mis en place pour gérer et développer l'Instruction publique. Dès lors, souvent critiquée, parfois menacée, l'institution rectorale, survit à tous les changements de régime jusqu'à nos jours.

Les objectifs de cette recherche sont multiples et ont déjà été présentés<sup>1</sup>. Il s'agit à la fois de mieux connaître cette élite administrative entre 1809 et la chute de la Troisième République (le futur dictionnaire biographique) mais aussi d'analyser dans le détail le rôle des recteurs au sein de leur académie dans la construction de notre système éducatif et dans la diffusion d'une culture nationale unificatrice. La richesse des données collectées et l'importance des enjeux scientifiques de cette

---

(1) J.-F. Condetto, « Traîtres fatigués ou élites administratives ? : une recherche en cours sur les recteurs d'académie de 1809 à 1940 », *Histoire de l'éducation*, n° 97, janvier 2003, pp. 37-77.

recherche, qui permet de procéder à un réexamen approfondi des relations entre les réalités locales et le pouvoir central en ce qui concerne les politiques éducatives, est à l'origine d'une modification dans la présentation finale des résultats. À la division en deux ouvrages initialement prévue, a été préférée une publication en trois tomes.

Les deux premiers tomes sont désormais achevés et seront publiés en 2006.

Le tome 1, intitulé *La Formation d'une élite administrative au service de l'Instruction publique* (n° 15), présente le cadre général de l'enquête puis une première synthèse des données recueillies. Il a semblé nécessaire, en effet, avant de présenter les notices biographiques des 360 titulaires de la fonction, entre 1809 et juillet 1940, de revenir sur les enjeux de la création de cette fonction administrative de rang intermédiaire. Après avoir précisé, dans l'introduction programmatique, les enjeux de la recherche ouverte en 1999, ce tome dégage les principales évolutions de la fonction rectorale depuis 1809, en insistant sur les ruptures majeures, puis présente l'évolution du découpage du territoire national en académies, les regroupements départementaux étant très évolutifs. De nombreux tableaux permettent de saisir la trame très complexe des successions rectorales par académie de 1809 à 1940. L'analyse des épurations rectorales, lors des changements de régime, a été logiquement intégrée à l'étude. À cette présentation générale, qui a pour but de mieux faire comprendre les remarques contenues dans les notices biographiques du tome 2, nous joignons une synthèse des principales caractéristiques du monde rectoral entre 1809 et 1940, la question centrale étant celle des processus mis en œuvre dans le renouvellement d'une élite administrative de l'État. A été réalisée, par grande période politique, la synthèse des principales données disponibles sur les origines sociales et professionnelles des recteurs, mais aussi sur leurs parcours scolaires et leur devenir.

Le tome 2, après avoir présenté l'originalité de la démarche prosopographique, est constitué des notices biographiques des 360 recteurs qui, de 1809 à juillet 1940, ont dirigé une division géographique de l'espace français que l'on appelle, au niveau de l'Instruction publique, une académie (n° 16). Six rubriques structurent les fiches et permettent de connaître « l'itinéraire personnel » de chacun des membres de cette élite administrative, relais majeur entre le pôle décisionnel central parisien et les réalités locales que sont les établissements, les enseignants et leurs élèves. Après avoir présenté les principales données de l'État civil (naissance, décès, origines sociales), la notice tente de dégager le parcours scolaire et universitaire du recteur

avant de reconstituer son itinéraire professionnel. La quatrième rubrique est consacrée à une mise au point sur les principales publications réalisées par le recteur. Il a aussi semblé important de ne pas réduire le parcours de vie de ces 360 individus à une fiche signalétique trop sèche, et c'est pourquoi un cinquième élément a été systématiquement mis en place, intitulé, « *remarques complémentaires* ». Lorsque les sources existent, cette rubrique permet alors de donner vie au personnage, en entrant dans la complexité des parcours personnels. Des extraits, parfois contradictoires, de rapports d'inspection, des extraits de lettres personnelles des recteurs ou d'articles de presse les concernant, quelques références tirées des notices nécrologiques, permettent de saisir à la fois leur rôle et leur possible enracinement dans les sociétés provinciales qu'ils intègrent avec plus ou moins de facilité. Une dernière rubrique (« *sources principales* »), permet au lecteur de disposer de la référence du dossier de fonctionnaire dépouillé aux Archives nationales, de connaître les principaux articles écrits sur chaque recteur. De cette manière, l'ouvrage sera utile à la fois aux chercheurs intéressés par l'histoire de l'éducation et plus largement, à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire politique, sociale et culturelle de la période contemporaine.

Le troisième tome, en préparation, s'intéressera au travail des recteurs d'académie entre 1809 et 1940 à la tête de leur académie. Au regard de la masse documentaire accumulée par le dépouillement des dossiers personnels (sous-série F<sup>17</sup>) mais aussi par le dépouillement complémentaire de nombreux autres dossiers, on se consacrera désormais à une autre analyse qui se concentrera sur les actions des recteurs au quotidien dans leur académie, au service de l'école, de la culture nationale et aussi, bien souvent, du régime politique en place. L'objectif majeur est de voir comment s'est installé et imposé (très difficilement au départ) un nouveau pouvoir, celui du recteur, représentant du Ministère auprès des réalités éducatives locales. Agent de la centralisation et d'uniformisation, de diffusion d'une culture nationale, le recteur l'est bien dans les intentions du Ministère et lors de certaines périodes. Mais les choses sont beaucoup plus complexes qu'on ne l'a longtemps dit. Certes, le recteur est un relais du pouvoir central qui se place dans une logique descendante d'application des ordres et des directives venus de Paris (ce fut aussi nécessaire pour développer de manière plus forte les structures éducatives). Mais les sources montrent assurément qu'il existe aussi une logique ascendante qui part des initiatives locales, des volontés communales, académiques et que le recteur tente de défendre au niveau du Ministère. Le « mammouth Éducation nationale » a longtemps eu plus de souplesse qu'on ne l'a dit et l'examen rigoureux des relais rectoraux est ici un remarquable point

d'observation de cette dialectique très complexe entre le local et le central dans l'histoire éducative française.

Les recteurs de la Troisième République en particulier, grands universitaires souvent enracinés dans leur académie pour de très nombreuses années, défendent autant, sinon plus, les projets de leurs facultés, de leurs lycées, les caractéristiques culturelles de leur espace académique que les propositions ministérielles. Ils jouent dans leur académie un rôle majeur d'animateurs, de fauteurs d'initiatives qu'il faut étudier. Ils ne sont pas constamment et pas forcément que de simples relais du pouvoir central, appliquant les directives parisiennes, diffusant de Lille à Marseille et de Rennes à Strasbourg la même vision jacobine de l'Instruction Publique, machine à combattre les traditions locales au nom de la nécessaire unité de la Nation. Le recteur, par la durée souvent très longue de son séjour (surtout après 1854), joue-t-il un rôle important d'animateur de la vie sociale et culturelle locale ? Cet enracinement régional ne tourne-t-il pas parfois, par les liens multiples qui unissent le recteur aux facultés et aux notables provinciaux, à une défense coriace des originalités régionales, le recteur devenant alors davantage un défenseur de son académie auprès du Ministère qu'un agent du pouvoir central envoyé en province ? N'y aurait-il pas eu, alors, la place pour des expériences originales qui tentent de concilier les particularités culturelles et sociales de la région et la nécessaire application nationale d'une même politique éducative ?

C'est pourquoi la recherche en cours se focalisera sur trois grandes questions :

- Le rôle des recteurs dans le développement des structures éducatives d'État selon les régimes successifs (marge de manœuvre locale et académique dans la mise en place des grandes réformes éducatives de 1809 à 1940).
- Les recteurs et leurs actions politiques, au service du pouvoir en place (rôle dans la diffusion d'une certaine idéologie politique, rôle dans les élections, dans les grandes « fièvres politiques hexagonales »).
- Les recteurs et leur rôle culturel (rôle d'animation de la vie culturelle régionale, impact éventuel de leurs travaux comme théoriciens de l'éducation, rôle dans la diffusion d'une certaine forme de culture savante).

La rédaction de l'ouvrage qui conclura cette recherche devrait aboutir à une publication vers la fin de 2007.

## 2. HISTOIRE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (GUY CAPLAT)

Si, du fait des travaux antérieurs de l'unité, l'histoire de l'inspection générale de l'instruction publique est désormais assez bien connue, celle de l'inspection générale de l'enseignement technique reste à découvrir. Celle-ci n'est nullement un greffon de la première et les deux inspections ont évolué en s'ignorant jusqu'en 1920... voire au delà. Une première analyse en a été donnée dans l'ouvrage publié pour le bicentenaire de l'Inspection générale en 2002. Alors que d'autres chercheurs de l'unité conduisent leurs recherches sur les différentes institutions de l'Enseignement technique (dont les écoles d'arts et métiers) et sur les contenus de formation de ces enseignements techniques supérieur et intermédiaire, la recherche a porté en 2004-2005 sur la période couvrant les origines de l'inspection générale de l'enseignement technique et la création d'un poste d'inspecteur général sous l'Empire. Les caractères originaux de cette nouvelle institution se distinguent en effet au stade même de son émergence.

Tout d'abord, les circonstances de l'acte initial. Alors que la création de l'inspection générale de l'Instruction publique avait été décidée par Bonaparte en liaison avec une réforme très vaste (naissance des lycées) et d'emblée sous la forme d'un contingent d'inspecteurs généraux des études, c'est plus modestement que Napoléon 1<sup>er</sup> attribue à un homme, le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, la fonction d'inspecter les écoles d'arts et métiers. Aucun emploi n'est prévu, le duc ayant refusé toute rémunération, n'acceptant que les frais de déplacement – désintéressément resté un cas unique dans l'histoire des inspections.

Second trait singulier, l'émergence de l'inspection est liée au destin d'une école – privée à l'origine –, l'école de la Ferme (dite aussi de la Montagne), fondée par le duc à Liancourt (Oise) en 1780, laquelle, après plusieurs avatars, devint officiellement le Collège national de Compiègne (1801) où elle fut transférée. Le point commun dans la filiation complexe de cet établissement est d'avoir maintenu, depuis l'origine, une vocation professionnelle. Pour cette raison, ce collège est transformé en école d'arts et métiers, la première de ce type (arrêté du 25 février 1803). Le Premier consul, soucieux de développer les manufactures, voulait en faire une pépinière de « sous-officiers pour l'industrie ». À la suite de difficultés de fonctionnement et surtout en raison du désir de Napoléon de voir respecté rigoureusement l'objectif de formation défini pour cette école, la décision est prise de prévoir un inspecteur général. À cette époque, l'école conserve – comme la plupart des établissements scolaires

– un régime semi-militaire (et l'internat), ce qui n'évite pas la fréquence de problèmes de discipline. Le choix de La Rochefoucauld-Liancourt est donc justifié par sa double expérience militaire et professionnelle (1806). Parallèlement, et sans lien nécessaire entre les deux décisions, l'école est transférée à Châlons-sur-Marne en 1806. Une autre école d'arts et métiers avait été créée en 1804 à Beaupréau (Maine-et-Loire) ; elle n'entra en service qu'en 1811, faute de moyens, et fut transférée à Angers en 1815. Le duc apporta tous ses soins à l'école de Châlons.

Troisième particularité, des liens vont être établis entre les écoles d'arts et métiers (EAM) et le Conservatoire des arts et métiers (CAM), en grande partie grâce à la personnalité de La Rochefoucauld qui voit sa compétence d'inspecteur général étendue au Conservatoire dès juin 1814. Ce type de liaison entre les EAM et le CAM resta exceptionnel dans l'histoire de ces établissements ; après La Rochefoucauld, il n'y eut plus d'inspecteur général du Conservatoire. CAM et EAM vécurent alors leur destinée particulière.

Enfin, sur le plan biographique, la personnalité du duc de La Rochefoucauld-Liancourt confère une singularité supplémentaire à la fonction d'inspection. Appartenant à une grande famille de l'Ancien Régime, monarchiste libéral, ami de Louis XVI mais très peu homme de cour, le duc participe activement au courant d'émancipation de la première phase de la Révolution puis connaît l'exil et fait son retour en France après le 18 Brumaire. Il occupe des fonctions d'inspecteur général sous l'Empire et sous la Restauration, en restant un homme tout à fait indépendant sous tous ces régimes. Une trajectoire de vie politique et citoyenne assez remarquable dont la fin elle-même tient du paradoxe. C'est en effet un roi, Louis XVIII qui, ne supportant pas le libéralisme de ce noble, le destitue de ses fonctions publiques, pourtant toutes gratuites, dont celle d'inspecteur général, en 1823.

La fonction d'inspecteur général disparaît ainsi pendant quelque temps. Elle réapparaîtra parce que nécessaire, et le cours du développement de l'institution sera l'objet des travaux à venir : ils aboutiront à la rédaction d'un ouvrage qui réunira une histoire du corps et de la fonction d'inspecteur de l'enseignement technique, et un dictionnaire biographique de ses titulaires.

### 3. LA PRISE DE DÉCISION À L'ÉDUCATION NATIONALE DEPUIS LA GUERRE (FRANÇOISE LEPAGNOT-LECA, PIERRE MIGNAVAL)

La recherche portant sur les politiques éducatives et la décision à l'Éducation nationale depuis la Libération et s'appuyant sur les sources

orales s'inscrit depuis l'origine dans une triple mission. Une mission mémorielle : collecter et archiver les témoignages des responsables du système éducatif ; une mission patrimoniale : traiter informatiquement ces sources et les mettre à la disposition des historiens et des chercheurs ; enfin, une mission scientifique : exploiter les entretiens réalisés, les confronter à d'autres sources historiques pour affiner l'analyse des politiques éducatives, celle du processus décisionnel et de leurs évolutions à travers la mémoire « d'en haut » du ministère de l'Éducation nationale.

Depuis l'automne 2003, l'enquête orale et la collecte de témoignages ont concerné prioritairement les politiques menées par Jean-Pierre Chevènement de juillet 1984 à mars 1986 et par René Monory de mars 1986 à mai 1988. Pour chacun des deux ministères, plus d'une trentaine d'acteurs ont accepté de livrer leurs témoignages. Ces témoignages, dont les compte rendus sont publiés dans le quatrième tome de l'inventaire des Témoins et acteurs des politiques de l'éducation depuis la Libération (n° 23), constituent par leur nombre et la variété des responsabilités assumées par leurs auteurs un corpus significatif de l'action menée par ces deux ministres. Ils ont ainsi permis d'éclairer et d'enrichir les problématiques déterminées au commencement de l'enquête d'histoire orale sur la période 1984-1988, notamment sur les continuités et les ruptures des politiques éducatives selon les majorités gouvernementales et sous la première cohabitation, sur les urgences et les demandes de la société vis-à-vis du système éducatif, sur les résonances d'une période courte mais scandée par deux graves crises scolaires et universitaires : les échecs du projet d'Alain Savary en juillet 1984 et du projet d'Alain Devaquet en décembre 1986.

Au cours de l'année 2005, sur le modèle de la mission effectuée en 2001-2002 pour la célébration du bicentenaire de la création de l'Inspection générale, la recherche s'est intéressée aux recteurs d'académie, à l'évolution de leurs fonctions, aux changements intervenus dans leur mission depuis la fin des années 1960. Cette inflexion de la recherche en direction de ces hauts fonctionnaires de l'Éducation nationale est une contribution, déjà, à la commémoration de la création des recteurs qui aura lieu en 2008. Les premiers entretiens – une quinzaine à la fin de l'année 2005 – confirment la pertinence des interrogations et des axes d'étude qui ont été choisis : sur l'évolution contemporaine du rôle et des pouvoirs des recteurs, à partir de la réforme réalisée par Alain Peyrefitte. Les effets controversés de la décentralisation et de la déconcentration de l'administration de l'Éducation nationale seront ainsi mieux éclairés. L'objectif prioritaire

de la recherche n'est pas pour autant perdu de vue, la plupart des recteurs ayant et conservant, sur les politiques éducatives, avant, pendant et parfois après leurs fonctions rectorales, un rôle d'acteur, un regard de témoin et des jugements d'experts.

Pour l'avenir proche, avant la reprise de l'étude chronologique des politiques éducatives menées par les ministères après mai 1988, c'est donc la campagne de recueil des témoignages des recteurs d'académie qui sera poursuivie. Sans prétendre à une impossible exhaustivité, la variété géographique des académies étudiées, la diversité générationnelle des recteurs en poste depuis 1960, les continuités établies sur quelques académies constituent à la fois des cadres et des moyens de mieux fonder une réflexion d'ensemble sur toutes les questions déjà posées, et sur les questions nouvelles que la recherche suscitera inévitablement.

Le projet de publication de l'intégralité du témoignage d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Éducation nationale de 1943 à 1983, qui était présenté dans le rapport précédent, a été mené à bien, et a donné lieu à un ouvrage intitulé : *Jean Ferrez. Au service de la démocratisation* publié en juillet 2004 (n° 21). Pour l'avenir, d'autres projets de publications existent. Certains sont déjà engagés à partir des témoignages de René Haby et de ses proches collaborateurs.

**TROISIÈME PARTIE**

**ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES :  
RESSOURCES ET SERVICES**



L'unité peut se définir aussi comme un laboratoire de service, comme l'indique la dénomination même qui a été retenue pour la désigner. Cela implique qu'à côté de recherches propres, et en étroite imbrication avec elles, elle consacre une large part de son activité à la production de documentation de recherche, ainsi qu'à des fonctions de diffusion, de valorisation et d'accueil. La distinction avec la fonction de recherche n'est pas toujours facile à opérer puisque c'est une logique de recherche qui sous-tend la fonction documentaire ; mais on a regroupé, dans cette troisième partie, l'ensemble des activités dites « spécifiques », en insistant plus particulièrement sur leurs aspects techniques et documentaires.

De ce point de vue, le développement des technologies de l'information a des incidences croissantes sur la mise à disposition des ressources produites par l'unité et, par conséquent, sur leur conception et leur réalisation. La généralisation de l'usage d'Internet a notamment rendu possibles de nouvelles perspectives de diffusion, qui sont autant d'alternatives pertinentes à la communication et à l'édition traditionnelles. Sont plus précisément présentées ci-après, d'une part le site du SHE, puis, opération par opération, toutes celles qui sont menées dans une perspective de ressources, ou qui incluent cette perspective, qu'elles fassent ou non l'objet d'une mise en ligne.

## **I – LE SITE DU SHE**

Mis en ligne en octobre 2000 comme une partie constitutive du site de l'INRP, le site du SHE : <http://www.inrp.fr/she>, s'est considérablement développé depuis cette date. À la fin de 2003, il rassemblait 700 pages html comportant 450 images, ainsi que 300 fichiers liés en format rtf ou en pdf. Deux ans plus tard, il comporte 3000 pages html et environ 14 000 images, ainsi que 450 fiches liées en rtf ou pdf. Plusieurs bases de données en ligne représentent, dans leur ensemble, environ 20 000 fiches dynamiques, qui doivent être ajoutées à ces chiffres.

Le site est développé en html avec le logiciel Macromedia Dreamweaver, dans le souci d'être lu facilement sur toute machine connectée à Internet, quelle que soit sa technologie. Depuis le début de l'année 2003, un travail en concertation avec le Centre informatique de recherche, devenu Service commun informatique (SCI) a permis le développement d'applications en php, notamment de moteurs de recherche adaptés à des petites tables de données hébergées par un serveur MySQL.

La fréquentation du site, qui avait doublé chaque année depuis son ouverture, a triplé en 2004, avec plus de 1 200 000 requêtes. Le déménagement des serveurs de l'INRP, au printemps 2005, et les interruptions de service qui en ont découlé, notamment l'abandon du logiciel de statistiques, n'ont pas permis d'établir une statistique continue pour l'année 2005. On a pu toutefois relever 1 700 000 requêtes pour les trois derniers trimestres de l'année.

En se développant, le site a conservé sa vocation de départ, que l'on peut rappeler :

- Vitrine du SHE, il présente l'unité, ses chercheurs, leurs recherches et publications, les publications propres de l'unité et les manifestations qu'elle organise.

- C'est aussi un outil de service permettant de diffuser l'information en histoire de l'éducation (appels à communications, congrès, colloques, séminaires, activités des associations et musées, ouvertures de fonds d'archives privées, directions d'études, etc.), de compléter les services rendus par la revue *Histoire de l'éducation* (information spécifique, tables rétrospectives), d'abriter des sites, provisoires ou plus durables, à l'appui de diverses opérations (colloques et journées d'études, bicentenaire des lycées, réseau Ferdinand Buisson, histoire de la formation des maîtres, le cours magistral), et de diffuser largement des documents ou des éléments d'information historique concernant l'histoire de l'éducation.

- Il est le moyen d'accès à des bases de données et autres ressources documentaires ou iconographiques dont la mise en ligne complète les publications papier, ou se substitue à elles : actuellement, la base de données Emmanuelle, la bibliographie d'histoire de l'éducation française, le guide international de la recherche en histoire de l'éducation, la liste des lauréats des concours de l'agrégation des lycées (1821-1950) et de l'agrégation de droit, les photographies commentées d'instruments scientifiques anciens issus de collections de lycées, l'iconographie dans les ouvrages pour l'enfance et la jeunesse.

La numérisation en cours de la revue *Histoire de l'éducation* permettra d'offrir prochainement l'accès gratuit à l'ensemble des articles publiés depuis l'origine (1978) jusqu'à l'année précédant de quatre ans l'année en cours. Les articles des numéros les plus récents seront accessibles sur abonnement, le site accessible librement offrant néanmoins le sommaire des numéros et le résumé des articles.

Outre celui de l'ISCHE (voir *infra*), le site du SHE abrite depuis 2004 celui de l'ASEISTE « Association de Sauvegarde et d'Étude des Instruments Scientifiques et Techniques de l'Enseignement », qui a pour but d'encourager la création de musées au sein d'établissements qui possèdent des instruments anciens (cf. *infra*).

## II – ARCHIVES ET SOURCES DOCUMENTAIRES

### 1. CONSTITUTION D'ARCHIVES ORALES : LA PRISE DE DÉCISION EN ÉDUCATION (FRANÇOISE LEPAGNOT-LECA, PIERRE MIGNAVAL, MARIE-THÉRÈSE FRANK)

#### *Recueil de témoignages*

En décembre 2005, un total de 235 témoins ont été entendus ; ils représentent un peu plus de 450 entretiens et près de 700 heures d'enregistrement. D'octobre 2003 à décembre 2005, quarante nouveaux témoignages ont été recueillis. Il s'agit de ceux de : Hélène Ahrweiler, Michèle Alliot-Marie, Claude Bancal, Daniel Bancel, Jean-Michel Boullier, Madeleine Bourely-Istria, Jean-Yves Cerfontaine, Bernard Cieutat, Philippe Campinchi, Jean-Pierre Causse, Jacques Dehaussy, Claude Durand-Prinborgne, Jean-Claude Dutailly, André Escoulin, Sylvie François, Armand Fremont, Maurice Garden, Bruno Gazeau, Alain Gillette, Michel de Guillenchmidt, Jacques Hui, Alain-Roland Kirsch, André Legrand, Jacques Lesourne, Jean-Claude Maestre, Pierre Magnin, Jean-Pierre Mailles, Alain Marsigny, Claude Mesliand, Roland Perez, Marc Rosenblat, Bertrand Saint-Sernin (deux nouveaux entretiens), Jean-Marie Schleret, Yannick Simbron, Pierre Steinmetz, Pierre Tabatoni, Bernard Toulemonde (deux nouveaux entretiens), Pierre Toussnel, Jacques Valade, Jean-Alain Vaujour, Monique Vuailat.

### *La numérisation des sources*

L'important travail de numérisation des archives sonores, entrepris en 1999 par Pascal Salliot, est maintenant achevé. La numérisation présente de nombreux avantages, dont la possibilité de multiplier les supports et les copies sans altération de qualité, le partage plus aisé des fichiers entre les chercheurs, la création d'un *time code* permettant une indexation plus précise, et la possibilité de corriger par des logiciels *ad hoc* les accidents d'enregistrement : aléas de prise de son, souffles importants, problèmes de détérioration de certaines bandes dus à des erreurs de manipulation ou de conservation.

À la date du 31 décembre 2005, les 454 entretiens qui constituent le fonds ont été numérisés, restaurés lorsque cela s'est révélé nécessaire, gravés sur cédérom, puis compressés sous le format mp3 et stockés sur disque dur pour une exploitation ultérieure. Les 696 heures d'enregistrement sont ainsi disponibles et représentent 50 gigaoctets de données.

### *Constitution de pages html*

Le projet de mise en ligne d'une présentation de la recherche et de ses premiers résultats a connu depuis deux ans un début de réalisation. Toutefois, les débats juridiques encore en cours sur les conditions à instaurer pour assurer la sécurité d'accès aux témoignages et garantir les droits des témoins conduisent à limiter, peut-être de façon seulement temporaire, la diffusion directe des sources orales. Une première série de pages html pour présenter les ressources a toutefois été réalisée pour les ministères d'Alain Savary (22/05/1981-16/05/1984) et de Jean-Pierre Chevènement (23/07/1984-19/03/1986). Ces pages, présentées sur le site du SHE, après référencement dans différents moteurs de recherche, permettent de faire connaître l'existence de ce fonds d'archives par une simple requête via le réseau Internet. À la présentation générale de la recherche, s'ajoute la possibilité de consulter les biographies des quarante-six témoins, les comptes rendus analytiques de leurs entretiens archivés pour l'histoire de ces deux ministères.

Amplifier encore et diversifier les mises à disposition des sources demeure un objectif majeur de l'équipe qui envisage aussi des regroupements transversaux renvoyant aux thèmes majeurs abordés lors de ces entretiens. Ces pages sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.inrp.fr/she/archoral>.

Il n'est pas douteux que ces nouveaux moyens d'accès aux sources accroîtront encore les demandes, déjà nombreuses, d'écoute et de communication de la phonothèque du Service d'histoire de l'éducation.

Les chercheurs – en histoire, en histoire de l'éducation, mais aussi en science administrative et politique – sont accueillis, 29 rue d'Ulm, en fonction des autorisations accordées par les témoins pour des travaux universitaires.

## 2. CONSTITUTION D'ARCHIVES ORALES : LES PRATIQUES D'ENSEIGNEMENT DANS LES UNIVERSITÉS DEPUIS 1958 (MARIE-LAURE VIAUD)

La recherche sur l'évolution des pratiques d'enseignement dans les universités françaises depuis 1958 (cf. *supra*) se fonde très largement sur le recueil et l'analyse d'un fonds d'archives orales recueillies auprès d'acteurs et de témoins. En effet, les entretiens recueillis en histoire orale constituent une source très riche pour la connaissance des pratiques des enseignants. Ils permettent de recueillir des informations sur leurs pratiques réelles, effectives, par opposition aux prescriptions officielles ou aux discours collectifs, et renseignent également sur leur expérience, leurs relations interpersonnelles et leurs représentations. Les documents écrits, en revanche, apportent assez peu de données sur ces points, à l'exception de documents personnels peu accessibles au chercheur pour l'histoire très récente, tels que les journaux intimes ou la correspondance privée. Ce travail ayant débuté courant 2005, une dizaine d'entretiens exploratoires ont été réalisés à ce jour. Le fonds est à constituer.

La question du choix des témoins est essentielle. D'abord parce qu'il existe plusieurs dizaines de milliers de témoins potentiels. Mais surtout, parce que l'enseignement supérieur forme un ensemble très hétérogène : chaque université a son style, chaque département fixe ses programmes et ses propres manières de les enseigner, chaque section du CNU fixe ses propres critères. Comment, en tenant compte de ces éléments, constituer le corpus de témoins ? De façon pratique, la recherche s'oriente sur deux axes qui demandent un choix de témoins différents.

Tout d'abord, le travail sur l'histoire de l'organisation et des pratiques pédagogiques à l'université, le métier d'enseignant-chercheur, ses représentations et son vécu, vise à dégager une trame générale des grandes évolutions. Il nécessite donc la constitution d'un corpus de témoins constitué d'interlocuteurs aussi variés que possible afin de multiplier les points de vue. Par conséquent, on s'efforcera de varier les conditions d'âge, de sexe, d'opinion et surtout de choisir les personnes en fonction de leur appartenance, la plus forte possible, aux groupes dans lesquels, par hypothèse, on s'attend à observer des différences significatives.

D'autre part, le travail sur les pratiques innovantes, l'émergence des pratiques nouvelles et leur évolution, conduira à réaliser des entretiens avec un corpus de témoins plus ciblé : les enseignants-chercheurs ayant mis en œuvre ces pratiques. Là aussi, l'ensemble des pratiques est si vaste que toutes ne pourront pas être prises en compte. Il faudra donc choisir quelques universités ou UFR parmi les plus engagées dans ce domaine, avec le souci de constituer un panel aussi varié que possible. Dans tous les cas, on privilégiera la qualité de l'informateur et de l'entretien, plutôt que la quantité.

Au fur et à mesure que les entretiens seront réalisés, des instruments de travail et de recherche seront constitués. Les entretiens seront retranscrits au moins partiellement et/ou feront l'objet d'une analyse chrono-thématique (relevé précis des différents thèmes abordés par le témoin au cours de l'entretien, avec une indication de la durée en temps réel). On établira pour chacun d'eux une fiche de communicabilité définissant les conditions de communication des enregistrements et de leur exploitation, et une fiche d'inventaire des enregistrements décrivant de façon résumée les entretiens (sans indication de contenu).

### 3. CONSTITUTION D'ARCHIVES ORALES : HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ D'ORSAY (FABIEN LOCHER, EMMANUELLE PICARD, EN COLLABORATION AVEC VIRGINIE CHAMPEAU ET NATHALIE JAS, DU GROUPE D'HISTOIRE ET DIFFUSION DES SCIENCES D'ORSAY)

Ce programme (mené en collaboration avec le GHDSO, pour lequel il s'agit d'une activité de recherche propre à l'un des axes de recherche du laboratoire) est consacré à la production d'archives orales concernant la création et le développement de l'université d'Orsay. Il s'inscrit dans le cadre de l'axe « Histoire de l'enseignement supérieur » du SHE. Il a débuté en septembre 2005, par une première série d'entretiens avec des anciens présidents et doyens. Une seconde série d'acteurs-clés de l'histoire de l'université d'Orsay sera identifiée à cette occasion, qui seront sollicités pour des entretiens ultérieurs. À terme, il s'agit de constituer un ensemble de sources propre à alimenter la recherche sur le nouveau modèle universitaire français des années 1950 et 1960, marqué par l'idée de « campus » et une mise à distance de l'espace urbain.

#### 4. CONSTITUTION D'ARCHIVES ORALES : HISTOIRE DE LA FORMATION DES ADULTES (GEHFA)

Une aide technique et un soutien sont apportés depuis 2005 par le SHE aux actions de recueil des témoignages auprès des responsables ou acteurs de la formation des adultes, engagées par le Groupe d'études Histoire de la formation des adultes : hisfora@aol.com. Le SHE a notamment contribué à la formation des personnes chargées du recueil des archives orales qui débutera dans le courant de l'année 2006. Un exemplaire des enregistrements sera systématiquement déposé au SHE. Celui-ci est par ailleurs représenté dans le Comité scientifique du Pôle de conservation des archives de la formation des adultes, constitué en septembre 2005 par convention entre la Direction des services d'archives de la Seine-Saint-Denis et le GEHFA.

#### 5. FONDS DES ANCIENNES ÉCOLES NORMALES (PIERRE CASPARD, ANNIE BRUTER ET AUTRES)

Depuis le bilan exhaustif qui a été fait de cette opération de repérage, de sauvegarde et de valorisation de sources, poursuivie, pour l'essentiel, de 1998 à 2003 (cf. *Rapport scientifique 2000-2003*, pp. 77-81), les activités se sont fortement ralenties, même si certaines équipes régionales ont continué à travailler dans plusieurs directions :

- inventaire des sources (G. Nicolas à Rennes, J.-P. Harbulot à Metz) ;
- mise au point du manuscrit d'inventaires par académies, pour publication et, ultérieurement, mise en ligne (H. Terral à Toulouse (n° 36), P. Boutan à Montpellier (n° 5), J.-F. Condette à Reims (n° 18)) ;
- constitution d'un corpus des textes officiels régissant la formation des instituteurs, de la Révolution à 1914, et édition annotée de ces textes, précédée d'une importante introduction historique (M. Grandière à Angers, n° 26).

Par ailleurs, le SHE continue à exercer une veille légère sur ce domaine de recherche, tant au plan des sources que de leur exploitation. Une journée d'étude sur la mémoire des écoles normales est ainsi envisagée pour novembre 2006.

#### 6. LES INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES ANCIENS (HENRI CHAMOIX)

Le SHE a été amené à se préoccuper, depuis 1992, du problème de la sauvegarde des collections anciennes d'instruments scientifiques

conservées dans les lycées, collèges et universités, et de leur exploitation au plan historique. Du travail réalisé par H. Chamoux a résulté une base de données qui répertorie et analyse près de 300 types différents d'instruments. Pour chaque instrument est fournie une fiche descriptive expliquant son invention, son fonctionnement, sa construction et son utilisation scientifique et pédagogique, accompagnée d'une ou plusieurs photographies des objets les plus rares et les plus précieux conservés dans les collections des établissements. Le nombre total de photographies est de 1200.

En 2004 a été fondée l'ASEISTE (Association de Sauvegarde et d'Études des Instruments scientifiques et Techniques de l'Enseignement), qui vise à sensibiliser les chefs d'établissements à leur patrimoine d'instruments scientifiques anciens, et encourage la création de musées locaux, au sein des établissements. Cette association (président Christian Gendron, trésorier Francis Gires, secrétaire Henri Chamoux) bénéficie du soutien du SHE qui abrite son site internet :

<http://www.inrp.fr/she/aseiste>

Les résultats de son activité sont déjà visibles : restauration de 150 instruments, inventaires photographiques des collections des cabinets de physique de cinq établissements : lycée Montesquieu, collège Goya et lycée Michel de Montaigne de Bordeaux, lycées Bertran de Born à Périgueux et Guez de Balzac à Angoulême ; mise en ligne sur le site du SHE des collections complètes, expositions d'instruments à Bordeaux, Pau, Périgueux, et rédaction en quadrichromie du catalogue des instruments du lycée Bertran de Born<sup>1</sup>.

Un second catalogue concernant les collections du lycée Guez de Balzac est en cours d'élaboration : sa publication devrait coïncider avec une exposition prévue à Paris pour célébrer le centenaire de l'Union des physiciens (aujourd'hui : Union des professeurs de physique et chimie), en 2007.

L'ensemble de ce travail devrait donner lieu à une publication qui présentera un inventaire homogène constituant un laboratoire modèle au XIX<sup>e</sup> siècle, soit environ 450 instruments que l'on retrouve dans différents établissements. Actuellement, une centaine de fiches illustrées et commentées est visible sur les pages du site SHE

[www.inrp.fr/she/instruments](http://www.inrp.fr/she/instruments)

---

(1) *Physique Impériale, cabinet de physique du lycée Impérial de Périgueux*, catalogue réalisé sous la direction de Francis Gires en hommage à Jean Brossel (1918-2003), 2004, 198 p.

À cela se sont ajoutées les 200 photos des collections des deux établissements sus-cités.

Par ailleurs, Jean-Yves Dupont travaillant sur l'instrumentation scientifique industrielle de la même époque (cf. *supra*), des rapprochements et comparaisons se révéleront sans doute fructueux.

#### 7. LES ARCHIVES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR FRANÇAIS (EMMANUELLE PICARD)

Malgré des textes officiels précis et contraignants, réactualisés en 2005 (*Instruction du 22 février 2005*, publiée au *BOEN* du 16 juin 2005), les archives de l'enseignement supérieur français connaissent actuellement des situations très contrastées et sont encore les parentes pauvres des archives publiques d'enseignement. Si les fonds des administrations centrales (ministères, rectorats, inspections d'académie) sont assez bien identifiés, il n'en est pas de même en ce qui concerne les fonds propres des établissements publics d'enseignement supérieur. Quelques écoles ont déposé leurs fonds aux archives compétentes (ENS aux Archives nationales, École des Eaux et Forêts aux archives départementales de la Meurthe-et-Moselle...), ce qui a permis la réalisation d'inventaires et leur communication aux chercheurs. Mais cela reste une exception et un très grand nombre d'écoles n'ont fait aucun dépôt, ni même une reconnaissance des archives qu'elles conservaient. La situation des archives des établissements universitaires est similaire. À l'exception d'une demi-douzaine d'universités ayant mis en place un service dédié à leurs archives, c'est l'absence d'information qui domine le paysage archivistique universitaire : des dépôts concernant des fonds du XIX<sup>e</sup> siècle ont été, dans le meilleur des cas, faits auprès des archives départementales. Mais le plus souvent, tout reste à faire en matière d'identification, de classement et de sauvegarde de ces archives. Dans le cadre d'une collaboration avec le Centre historique des archives nationales (Armelle Le Goff), une enseignante associée du service a participé à la réalisation d'un guide thématique en ligne des archives des facultés de médecine et de pharmacie au XIX<sup>e</sup> siècle <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/> sur le fond F<sup>17</sup> et AJ 16.

Le Service d'histoire de l'éducation, en collaboration avec la Mission CAARME, et sous l'égide de la Direction des Archives de France, a lancé une grande enquête visant à faire le bilan des archives actuellement recensées, répertoriées et accessibles aux chercheurs dans les services d'archives constitués. Le résultat de cette enquête donnera lieu à la production d'une base de données en ligne, abondée au fur et à mesure

des dépôts d'archives successifs par les universités. Cette collaboration entre le SHE et la Mission CAARME s'est concrétisée par la participation du SHE à l'organisation de la journée « Archives et mémoires étudiantes » organisée par le Conservatoire des mémoires étudiantes et universitaires (CME) et la Mission CAARME en octobre 2005 ; et par la participation de la Mission CAARME à la journée d'études organisée par le SHE, qui s'est tenue le 17 mai 2006 sur « Les archives de l'enseignement supérieur français à l'époque contemporaine ».

L'enseignement supérieur privé est de son côté l'objet d'une enquête menée par des enseignants-chercheurs du SHE directement auprès des établissements par le biais d'un questionnaire et d'une prise de contact directe. Cette seconde enquête viendra compléter la base de données initiale.

Par ailleurs, le SHE est à l'origine de la création d'un réseau pour les archives des mondes universitaires, scientifiques et étudiants visant à améliorer la coopération entre les différents acteurs concernés (chercheurs, archivistes, administrations des universités et du ministère, acteurs) afin de développer des initiatives en faveur des archives de l'enseignement supérieur et d'accroître la visibilité des fonds disponibles.

### **III – OBSERVATOIRES DE LA RECHERCHE**

#### **1. BIBLIOGRAPHIE D'HISTOIRE DE L'ÉDUCATION FRANÇAISE (VINCENT ALAMERCERY)**

La *Bibliographie d'histoire de l'éducation française* est publiée chaque année depuis 1979 dans un numéro double de la revue *Histoire de l'éducation*. Sont recensées, de la manière la plus exhaustive possible, environ 1200 références d'ouvrages, fragments d'ouvrages, articles de revues, thèses, etc., paraissant en France et dans le monde, sur l'histoire de l'éducation française. Le travail de recherche s'effectue principalement en bibliothèque par la consultation de près de 350 revues ainsi que de la *Bibliographie annuelle de l'histoire de France*. La saisie des fiches est totalement informatisée depuis plusieurs années (logiciel File Maker Pro 6). Le décalage de trois ans entre l'année de publication des notices et la publication de la bibliographie, permet, outre d'obtenir le maximum de références, d'incorporer les comptes rendus publiés dans la presse ou les revues scientifiques. Depuis le n° 91-92 (2001), une sélection plus stricte des références a permis de réduire l'augmentation tendancielle de leur

nombre, en ne retenant plus celles dont l'intérêt pour les historiens de l'éducation était clairement limité.

La bibliographie d'histoire de l'éducation est donc un outil de recherche, mais aussi un véritable observatoire qui participe à la veille scientifique de la discipline. Pour en faciliter l'accès et augmenter par conséquent sa diffusion, l'étape logique suivante a été de transposer la bibliographie sur internet.

Le travail de développement, commencé courant 2003 par Hervé Pagès du Service commun informatique (SCI) de l'INRP, a dû s'interrompre en décembre de la même année, un autre projet informatique étant confié au développeur. Ce dernier a quitté le SCI au printemps 2004 mais a continué à travailler sur le projet de la bibliographie sur son temps libre. Grâce à lui, et en collaboration directe avec Vincent Alamercery, la bibliographie d'histoire de l'éducation en ligne a finalement vu le jour le 7 décembre 2005 et est consultable à cette adresse : <http://www.inrp.fr/she/bhef>. Près de 900 visiteurs s'y sont connectés au cours du premier mois, puis 4 000 à 5 000 six mois plus tard, ce qui montre l'intérêt que peut susciter une telle base dans le milieu de l'histoire de l'éducation.

Sur ce site, l'utilisateur dispose de deux formulaires de recherche ; l'un simple, ne contenant que les champs « titre », « auteur » et « année », et l'autre avancé, lui permettant de combiner jusqu'à treize champs différents. Au 31 décembre 2005, la base contenait 4453 notices qui correspondent aux titres parus au cours des années 1998 à 2001, y compris les « suppléments des années antérieures ». La bibliographie courante sera ensuite ajoutée par paquets, plusieurs fois par an, ce qui améliorera encore sa fonction de veille scientifique.

Cette base de données doit aussi, à terme, accueillir la bibliographie rétrospective constituée par le SHE depuis 1977. Celle-ci se compose des notices publiées annuellement dans la revue *Histoire de l'éducation* depuis cette date, soit environ 40 000 notices supplémentaires. À terme, il est envisagé aussi d'intégrer le fonds de 20 000 fiches cartonnées recensant de façon sélective les publications antérieures à 1976.

Outre les services normalement rendus par un recensement thématique à visée exhaustive dans son champ, la bibliographie d'histoire de l'éducation permet d'évaluer les forces et les faiblesses de la recherche, d'y repérer les thèmes et problématiques émergents ou (injustement ou non) immergents. Elle peut servir de support à une analyse bibliométrique systématique, mais aussi à l'état des lieux nécessaire à tout bilan historiographique comme à l'élaboration d'un nouveau projet de recherche, éventuellement dans une perspective de

comparaison internationale. Dans les années à venir, il est envisagé de publier régulièrement des bilans thématiques, ou des analyses des grandes tendances des publications touchant à ce domaine de recherche.

## 2. LA BANQUE EMMANUELLE 5 (ALAIN CHOPPIN)

Les recherches portant sur les manuels scolaires sont de plus en plus nombreuses, mais sont dispersées dans des revues ou des ouvrages qui ressortissent à des disciplines différentes et sont, de ce fait, extrêmement difficiles à repérer. Compte tenu de la dimension nationale qui caractérise généralement la production scolaire, ce constat peut d'ailleurs s'appliquer à la plupart des pays.

La banque de données Emmanuelle 5 a pour objet de recenser l'intégralité des publications scientifiques qui, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, s'intéressent aux manuels scolaires français. La banque compte à la fin de 2005, 2 250 références bibliographiques, dont plus la moitié (1 200) abordent le manuel dans une perspective historique.

La banque Emmanuelle 5 a pour objet de capitaliser et de diffuser, de manière analytique, les références bibliographiques pertinentes. Mais ce n'est pas là sa seule fonction : l'intégration des publications nouvelles et leur indexation matière permettent de dresser périodiquement, comme ce fut le cas en 1993, 1995 et 1997 et, tout récemment, en 2004 (n° 86), des bilans statistiques et d'éclairer les utilisateurs sur les orientations et les tendances de la recherche française. C'est en cela que la banque Emmanuelle 5 constitue un observatoire scientifique national.

Une partie des références collectées est désormais interrogeable en ligne, après une migration des données sur un nouveau logiciel, à l'adresse <http://www.inrp.fr/emma5/web>.

Une réflexion est actuellement menée en vue de fondre dans une même structure la banque Emmanuelle 5 et la bibliographie internationale de recherche, dont la constitution est plus récente (voir *infra*).

## 3. LA BIBLIOGRAPHIE INTERNATIONALE DE RECHERCHE SUR LE LIVRE ET L'ÉDITION SCOLAIRES (ALAIN CHOPPIN)

L'idée de constituer un fichier des publications scientifiques consacrées à l'histoire du livre et de l'édition scolaires, non plus seulement en France, mais dans le monde entier est apparue à l'occasion d'un colloque intitulé « Les mutations du livre et de l'édition dans le

monde du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'an 2000 » qui s'était tenu à Sherbrooke (Canada) en mai 2000. Ce fichier a été constitué à partir de trois types de sources : le dépouillement systématique des principales revues consacrées, dans le monde, à l'histoire de l'éducation et à l'histoire du livre depuis le début des années 1960 ; le dépouillement des bibliographies et des notes infrapaginales des ouvrages, articles ou thèses en rapport avec l'histoire du livre et de l'édition scolaires ; l'interrogation systématique par mots-clés des catalogues des grandes bibliothèques nationales et universitaires, des principales bases de données spécialisées et des principaux moteurs de recherche.

Un fichier pdf de 3 300 références couvrant une cinquantaine de pays est accessible en ligne à l'adresse

[http://www.inrp.fr/she/choppin\\_international\\_biblio.htm](http://www.inrp.fr/she/choppin_international_biblio.htm)

Les recherches systématiques menées ces deux dernières années ont permis de retrouver et de constituer plus de 500 références nouvelles qui devraient être intégrées avec les précédentes dans une base de données dont le développement, initialement prévu pour le début de l'année 2005, n'a toujours pas commencé.

#### 4. LE GUIDE INTERNATIONAL DE LA RECHERCHE EN HISTOIRE DE L'ÉDUCATION (PHILIPPE SAVOIE, HENRI CHAMOIX)

Le *Guide international de la recherche en histoire de l'éducation* a été mis en ligne en juillet 2003 sur le site du SHE. Ce guide, réalisé par le SHE pour le compte de l'Association internationale d'histoire de l'éducation (ISCHE), a existé sous la forme d'un ouvrage imprimé (deux éditions, 1990 et 1995, sous la direction de Pierre Caspard), avant d'être converti en base de données en ligne. Des difficultés diverses, liées à la fois à des problèmes d'adaptation du logiciel Doris à cette application et à la concurrence d'autres chantiers auprès du personnel requis, ont retardé la diffusion du Guide et conduit à quelques réajustements dans la conception de la base et des procédures de mise à jour de l'information. L'échéance du contrat (janvier 2006) passé avec le logiciel DORIS conduit maintenant à abandonner ce logiciel. Il faudra donc prochainement basculer les données du guide en php MySQL, ce qui, sous réserve que l'on puisse disposer du soutien technique nécessaire, devrait être l'occasion d'améliorer sa présentation et son fonctionnement.

Le passage de l'édition imprimée à la diffusion en ligne a conduit à modifier le contenu et les objectifs du Guide. Les guides imprimés recensaient, pays par pays, les institutions de recherche ou contribuant à

la recherche en histoire de l'éducation, ainsi que les ressources bibliographiques de base (usuels, ouvrages de référence, revues). Le guide en ligne est devenu un annuaire des chercheurs en même temps qu'un guide institutionnel. Il propose en effet des fiches portant soit sur des institutions (associations ou centres de recherche ; bibliothèques, archives ou autres centres documentaires ; bases de données ; revues spécialisées ; chaires universitaires), soit sur des chercheurs ou enseignants-chercheurs, leurs activités et leurs publications. Les sites et les pages personnelles des institutions et individus recensés sont accessibles par un lien depuis la fiche qui les concerne, ce qui fait aussi du Guide un outil de navigation en ligne spécialisé.

En accueillant les fiches individuelles, le guide s'ouvre sur la recherche elle-même. De ce fait, l'idée d'un recensement aussi exhaustif que possible des institutions et ressources d'un pays est devenue moins centrale. Des recensements de ce type ont toutefois été confiés à des correspondants ayant une large connaissance du champ dans leur pays. Mais l'ouverture aux fiches de chercheurs suppose une logique moins nationale. En outre, les médias en ligne supposent, dans l'idéal au moins, une fréquence de mise à jour de l'information qui n'a plus rien à voir avec le rythme pluriannuel des éditions papier. Il est donc nécessaire de faire reposer autant que possible cette mise à jour sur les intéressés (chercheurs et responsables d'institutions). Pour ne pas alourdir la maintenance de la base de données, un système de mise à jour et de proposition de nouvelles fiches en ligne a été mis en place. L'enjeu est désormais de faire vivre le Guide en engageant ceux qui y figurent à mettre à jour l'information qui les concerne, et ceux qui n'y figurent pas à proposer une fiche. Dans cette perspective, la population de plusieurs centaines de chercheurs qui fréquentent les congrès de l'ISCHE constitue une cible à la fois privilégiée et particulièrement pertinente, puisqu'il s'agit de faire apparaître le paysage de la recherche à l'échelle internationale.

#### **IV – AUTRES RESSOURCES EN LIGNE**

Depuis 2000, l'unité a placé au rang de ses priorités la mise en ligne des ressources qu'elle produit, à destination des chercheurs français et étrangers. La liste que l'on en trouvera ci-après présente celles qui sont anciennes mais ont connu des enrichissements significatifs en 2004-2005, celles qui sont totalement nouvelles, et celles qui sont encore en chantier, pour mise en ligne dans les prochaines années. Il convient de signaler ici que la phase de développement de plusieurs fichiers est retardée par un

goulet d'étranglement au plan des ressources disponibles, et qu'une file d'attente importante s'est déjà créée. L'objectif sera de la résorber dans les meilleurs délais. Par ailleurs, l'accroissement du nombre et du volume des bases mises en lignes pose d'ores et déjà la question de leur interrogation croisée, notamment entre les principaux types de données qu'elles contiennent : bibliographies ; textes ; prosopographies ; établissements. Une réflexion est engagée et devrait aboutir dans un avenir proche à des décisions techniquement et scientifiquement pertinentes.

### 1. LA BANQUE EMMANUELLE (ALAIN CHOPPIN)

Le recensement de la production des manuels scolaires français a donné lieu à la constitution d'une banque de données multicritères, Emmanuelle, qui est alimentée par les références extraites des diverses bibliographies rétrospectives et courantes disponibles. Les collections détenues par la Bibliothèque nationale de France sont systématiquement intégrées.

Jusqu'à ces dernières années, les membres de l'équipe procédaient également à l'inventaire et au catalogage des collections de la bibliothèque de l'INRP et du Musée national de l'Éducation à Rouen. Il en fut ainsi pour tous les corpus de langues. Mais il est apparu impossible, notamment pour des raisons matérielles, de continuer à assurer cette fonction pour les collections du musée.

Les années précédentes avaient vu le transfert des données du logiciel CDS-Isis au logiciel Doris (en 2001), ce qui avait nécessité, pour la mise en forme des données, un travail d'harmonisation considérable et, pour les enseignants associés, un investissement en formation qui avait notablement ralenti leurs activités de recherche proprement dite. En 2004, les données connurent une nouvelle migration, depuis le logiciel Doris, définitivement abandonné fin 2005 par l'institution, vers une nouvelle structure php-MySQL.

Le paramétrage de la nouvelle version et le transfert des données occupèrent une bonne partie de l'année, mais on dispose enfin d'un outil adapté tant à la production qu'à l'interrogation des données. À la réserve près que les modules d'impression n'étant toujours pas disponibles, toute vérification de la cohérence des références au moment de la production est, dans la pratique, impossible. La mise en ligne du corpus d'instruction civique, qui compte plus d'un millier de références, est ainsi suspendue depuis plus d'un an, faute que puissent être validées la complétude et la cohérence des informations saisies. Il en est de même pour les autres

corpus, et notamment le français, dont la saisie a été amorcée au printemps 2004. Il n'a par ailleurs été donnée aucune suite aux autres développements informatiques un temps envisagés.

La banque Emmanuelle compte à ce jour plus de 29 000 références ; elle est accessible à l'adresse :

[http://www.inrp.fr/she/choppin\\_emma\\_banque.htm](http://www.inrp.fr/she/choppin_emma_banque.htm)

## 2. LA PRESSE D'ÉDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT (PÉNÉLOPE CASPARD-KARYDIS)

Avant même l'achèvement des huit volumes du répertoire, la nécessité de constituer une banque de données informatisée était devenue une évidence. Elle permettra une plus large utilisation de cet instrument de travail, son actualisation, une rectification quand cela s'avère nécessaire, son enrichissement continu par l'entrée de nouveaux titres. Elle permettra également de faire le lien physique entre les revues de la première (XVIII<sup>e</sup> siècle - 1940) et de la seconde (1941-1990) séries du répertoire imprimé. Cette banque de données est en cours de constitution. Un premier modèle de fiches a été créé par le SHE (V. Alamerçery) : il permet de tester son fonctionnement, les champs étant ceux qui existent déjà dans les notices sur papier. Des liens et des indexations multiples permettront de se repérer rapidement. Au cours du premier semestre 2006, est attendu le bénéfice des services d'un informaticien développeur du SCI de l'INRP, afin que la banque puisse commencer à être consultée avant la fin de l'année. En attendant, environ 200 revues actualisées sont présentes dans ce fichier informatisé, d'autres sont en cours de vérification tandis que le reste, c'est-à-dire près de 4 000, n'a besoin que de temps pour franchir le stade de l'informatisation.

## 3. CASSANDRA. BASE DE DONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT DU GREC EN FRANCE (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLES) (PASCALE HUMMEL)

Pascale Hummel est chargée de réaliser pour le SHE une base de données sur l'enseignement du grec en France, de la Renaissance à aujourd'hui. Ce travail s'inscrit dans la logique de ses recherches, déjà anciennes, sur la philologie (grecque notamment) et sur l'histoire de la philologie. Cette base est actuellement en cours de réalisation et contiendra plusieurs milliers de fiches proposant une description des outils d'enseignement de la langue grecque. Sa mise en ligne est espérée

pour 2007. L'objectif de ce travail est essentiellement de nature bibliographique et inventoriale.

Les données colligées ne se limitent toutefois pas au strict domaine de la philologie et de l'enseignement des humanités, mais anticipent la réalisation à long terme d'enquêtes en relation avec l'histoire de l'enseignement : prosopographie des auteurs des ouvrages inventoriés ; reconstitution de parcours professionnels à partir des titulatures mentionnées sur les pages de titre ; réflexion sur l'idée de manuel de langue ancienne, en relation avec les manuels d'autres langues et d'autres disciplines ; poids des instructions officielles dans les choix pédagogiques (et éditoriaux) ; généalogie des modèles pédagogiques.

L'utilisateur qui interrogera la base aura accès à des données nombreuses et variées, favorisant une recherche large et une enquête ouverte. L'exploitation du matériau réuni dans la base Cassandra donnera lieu à la réalisation d'un triptyque, qui développera successivement les pistes suivantes : Outils et méthodes ; Instructions et textes officiels ; Prosopographie et parcours des maîtres.

#### 4. MARPESSA. L'ENSEIGNEMENT DU GREC HORS DE FRANCE, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLES (PASCALE HUMMEL)

En parallèle à la constitution de la base Cassandra, Pascale Hummel travaille également à la réalisation d'une base de données portant sur l'enseignement du grec hors de France. Cette base réunira plusieurs milliers de fiches proposant une description rigoureuse des outils d'enseignement de la langue grecque dans le domaine non-français. Dans la mesure où elle recueillera un matériau issu de divers pays et en différentes langues, elle a pour objectif notamment de mettre en lumière la spécificité de chacune des traditions nationales représentées. Sa mise en ligne est à prévoir pour 2007.

#### 5. TELPHOUSSA. LES REVUES DE PHILOGIE ET D'ENSEIGNEMENT DES LANGUES ANCIENNES (PASCALE HUMMEL)

En complément des deux précédentes, a été entreprise la réalisation d'une base de données sur les revues de philologie et d'enseignement des langues anciennes en France et à l'étranger. Cette base contiendra plusieurs milliers de fiches proposant une description des périodiques généraux et spécialisés relatifs à la philologie depuis l'origine des publications en série. Sa mise en ligne est à prévoir pour 2007.

## 6. LES PROFESSEURS DES COLLÈGES UNIVERSITAIRES DE PARIS DE 1660 À 1793 (BORIS NOGUÈS)

Un fichier prosopographique des professeurs des collèges séculiers de la faculté des arts de Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles a été constitué par Boris Noguès dans le cadre d'une étude de cette population. Si ce fichier n'avait pas à l'origine vocation à être publié, la méconnaissance dans laquelle sont tenus ces enseignants et le rôle important qu'ils ont joué dans l'histoire culturelle de la France, comme éducateurs des élites parisiennes, comme pédagogues ou comme auteurs, ont conduit à envisager la diffusion de cette base de données biographiques. Cette perspective avait déjà été évoquée en 2003 mais n'a pas abouti car d'autres tâches ont été confiées prioritairement à son responsable, le service informatique de l'INRP ayant lui-même d'autres priorités pour les années 2004 et 2005. L'utilité de ce répertoire et le travail limité de vérification et de mise en forme qu'il implique justifient pourtant la poursuite du projet.

Compte tenu de la nature de la base, composée de courtes notices individuelles qui n'offrent parfois que des indications succinctes (nom, prénom, diocèse d'origine, poste enseignant occupé), une diffusion numérique sous la forme d'un fichier interrogeable en ligne paraît seule envisageable. Elle offrirait aux chercheurs une identification rapide des individus concernés et renseignerait sur une éventuelle activité enseignante.

## 7. L'ENQUÊTE GUIZOT DE 1833 (ANDRÉ OLIVA, PHILIPPE VAILLANT)

L'enquête ou plutôt « l'inspection générale des écoles primaires » ordonnée par Guizot et effectuée à l'automne 1833 par près de 500 inspecteurs spécialement recrutés, est sans précédent par son exhaustivité et sa précision, même si elle ne concerne que les écoles de garçons ou mixtes. Elle comprend 34 rubriques regroupant 74 items couvrant tous les aspects administratifs, financiers, matériels, pédagogiques des écoles visitées. Elle donne aussi beaucoup de renseignements sur l'instituteur (état civil, fortune, qualification, valeur professionnelle, etc.).

Les inspecteurs devaient répondre à des questions précises réclamant souvent des données chiffrées ou des réponses par oui ou par non, se prêtant bien à un traitement informatique. Des précisions qualitatives données en marge sur l'école ou l'instituteur (locaux, état d'esprit du

maître ou des parents, conflits...) ont été transcrites, éventuellement résumées. En revanche, ne figurent ni les manuels et les tableaux utilisés, ni les synthèses cantonales rédigées par les inspecteurs, qui nécessiteraient une saisie manuelle. Les données seront accessibles en ligne sur une base indexée permettant une entrée géographique (communes, cantons...), thématique (locaux, matières enseignées, etc.) ou personnalisée (en croisant jusqu'à 8 items parmi les 74 que comporte l'enquête). Dans un premier temps, elles concerneront 11 départements correspondant aux académies de Bourges, Nîmes et Rennes en 1833. Pourront figurer aussi des documents annexes : texte de la loi de 1833, *Lettre aux instituteurs*, circulaires organisant l'enquête...

#### 8. LES RAPPORTS D'INSPECTION CONSERVÉS AUX ARCHIVES NATIONALES (GUY CAPLAT, ANNIE BRUTER)

Le SHE a réalisé dans les années 1980, sous la direction de Guy Caplat, un inventaire systématique des rapports d'inspection générale du XIX<sup>e</sup> siècle conservés dans la série F<sup>17</sup> des Archives nationales. Ont ainsi été recensés les rapports concernant l'enseignement supérieur, qui ont fait l'objet d'une publication papier<sup>1</sup>, mais aussi ceux portant sur l'enseignement secondaire et les écoles normales ; un certain nombre d'entre eux concernent également l'enseignement primaire et primaire supérieur. Le Service a ainsi accumulé un grand nombre de fiches indiquant le nom du ou des inspecteurs généraux concernés, la date et le lieu de la visite, et une description plus ou moins étendue du genre de renseignements contenus dans le rapport. Commencé à une époque où la micro-informatique et Internet étaient dans les limbes, ce fichier a été constitué sur papier. Il a paru souhaitable d'en offrir désormais une publication en ligne, facilement consultable par les chercheurs de tous horizons. Ce travail a débuté par la saisie du fichier des rapports d'inspection sur les écoles normales et les écoles primaires supérieures sur File Maker Pro, qui sera prochainement mis en ligne après l'élaboration d'applications php, les données devant être abritées par un serveur MySQL. Il est prévu que les fichiers suivants soient mis en ligne à leur tour pour contribuer à l'inventaire national des établissements d'enseignements de tous niveaux, auquel d'autres recherches du SHE contribuent par ailleurs.

---

(1) Guy Caplat, Bernadette Lebedeff-Choppin, *L'Inspection générale de l'enseignement supérieur au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, INRP, 2002.

#### 9. LES MINISTRES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (FRANÇOISE HUGUET)

Déjà consultable sur le site Web du SHE, une liste des ministres de l'Instruction publique depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle demandait à être améliorée. Outre les noms et les dates d'exercice de chaque ministre, elle s'est enrichie d'une biographie de ces derniers ainsi que d'une liste des secrétaires d'État et autres ministres ayant assuré les intérim à différentes périodes. Cet ensemble de notices biographiques est précédé d'une introduction retraçant l'histoire de l'organisation ministérielle de l'Instruction publique de la Révolution à nos jours (n° **123**). À l'heure actuelle, 189 biographies ont été rédigées, soit l'ensemble des ministres ayant exercé durant la période. La mise en ligne complète est effective depuis 2004, et presque toutes les notices ont été assorties d'un portrait.

#### 10. LES TEXTES OFFICIELS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (EMMANUELLE PICARD, MARIE-LAURE VIAUD)

Dans la suite du recueil d'A. de Beauchamps sur les textes officiels de l'enseignement supérieur (1808-1915), un projet de base de données en ligne pour le XX<sup>e</sup> siècle a été mis en place. Une première base résultant du dépouillement du *Journal officiel* sur la période 1915-juin 1958 sera progressivement mise en ligne. Elle est réalisée par une équipe d'enseignants associés sous la responsabilité d'Emmanuelle Picard. Une possibilité d'interrogation multi-critères, la numérisation des textes les plus importants ainsi que la réalisation de documents d'accompagnement (organigrammes de l'administration de l'enseignement supérieur, historique du dispositif, listes des principaux responsables) permettront un usage élargi de l'ensemble. Une version papier plus légère est également envisagée.

Par ailleurs, depuis septembre 2006, deux enseignants associés ont entrepris le dépouillement du *Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, sous la responsabilité de Marie-Laure Viaud. L'objectif est de repérer les textes relatifs au fonctionnement des universités françaises et de les indexer, afin de construire un instrument de recherche permettant à un chercheur travaillant sur tel ou tel aspect de l'évolution du monde universitaire de prendre connaissance des transformations induites par l'institution. La période couverte va de 1958 à nos jours.

11. BASES DE DONNÉES BIOGRAPHIQUES SUR LE MONDE ACADÉMIQUE (BORIS NOGUÈS, FRANÇOISE HUGUET, EMMANUELLE PICARD AVEC CLAIRE LEMERCIER (IHMC))

Le SHE a entrepris depuis septembre 2003 le recensement des professeurs des facultés de lettres et de sciences en France au XIX<sup>e</sup> siècle. Ce travail s'inscrit dans la politique de constitution d'instruments de travail du Service, à travers la création et la publication d'une base biographique exhaustive sur les universitaires français du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette base permettra également de nourrir des études propres sur le fonctionnement des facultés françaises au XIX<sup>e</sup> siècle (cf. *supra*). La constitution de cette base de données biographiques s'est appuyée dans un premier temps (en 2003 et 2004) sur la récupération, la saisie ou le formatage et enfin la fusion de fichiers biographiques réalisés auparavant dans l'unité (par André Chervel et Marie-Madeleine Compère) ou qui lui ont été communiqués par d'autres centres de recherche (Christophe Charle, IHMC). Cette base a ensuite (2004) été enrichie par le recensement des catégories enseignantes qui n'y figuraient pas systématiquement (scientifiques et provinciaux, maîtres de conférences de l'école normale), pour constituer un fichier d'un peu plus de 1000 notices individuelles qui couvre désormais l'ensemble de la France et des disciplines enseignées dans les facultés académiques.

Les sources sérielles disponibles (annuaires, répertoires, monographies d'universités...) ont été systématiquement exploitées et croisées pour l'établissement de la population enseignante. Mais la consultation des dossiers personnels des universitaires s'est avérée indispensable pour la majorité des notices (environ 800 sur 1069), afin de reconstituer dans le détail et de manière fiable l'ensemble des carrières universitaires. L'étude des dossiers individuels a commencé au début de l'année 2005 et se poursuit.

De son côté, l'achèvement du dictionnaire biographique des professeurs de la faculté des sciences de Paris (Christophe Charle et Claire Lemerrier (IHMC), avec la collaboration d'Emmanuelle Picard) devrait aboutir à une version mise en ligne, en plus de l'édition imprimée. Dans le cadre de la collaboration entre le SHE et l'IHMC et dans la perspective d'améliorer l'outil que constituent les dictionnaires biographiques existant mais aussi de valoriser les travaux prosopographiques, un méta-dictionnaire biographique, répertoriant les notices biographiques réalisées dans le cadre de travaux universitaires, sera élaboré par Emmanuelle Picard, Françoise Huguet et Claire Lemerrier courant 2006. Il permettra aux chercheurs de gagner un temps précieux

en identifiant rapidement l'ensemble des notices concernant les acteurs sur lesquels ils travaillent.

#### 12. LES ENSEIGNANTS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES (JOSETTE SOLAIS, PIERRE BURIGNAT, RENAUD D'ENFERT)

La constitution d'une base de données sur les enseignants de l'enseignement supérieur en France dans l'entre-deux-guerres a débuté à la rentrée 2004 sous la direction de Renaud d'Enfert. Ce projet, conduit en collaboration avec le GHDSO, est né d'une recherche sur les milieux scientifiques dans l'entre-deux-guerres menée dans le cadre du GHDSO avec l'objectif de dépasser le cadre historiographique traditionnel limité le plus souvent aux études portant sur quelques scientifiques d'exception. Un outil d'une utilité remarquable s'est révélé dans cette recherche, l'*Index Generalis*, publication annuelle sous la direction de R. Montessus de Ballore, institué à partir de 1919, qui fait état de tous les personnels travaillant dans les universités et grandes écoles du monde entier à partir de renseignements envoyés par les secrétariats de tous les établissements du supérieur sollicités par le directeur. Il a semblé qu'une base de données systématique constituée à partir de l'*Index Generalis* mais « affinée et contrôlée » par un dépouillement du *Journal officiel*, une fois mise en ligne, serait un outil précieux pour les recherches qui se développent aujourd'hui sur l'histoire de l'enseignement supérieur en France.

La saisie des listes de personnel des facultés de science en France a été effectuée à ce jour de 1919 à 1935, personnel enseignant et non-enseignant (administratifs, préparateurs) et la base devrait permettre de suivre finement tout à la fois les trajectoires individuelles des personnels et les évolutions de la structure des postes, de leurs titulaires, dans des institutions particulières ou plus globalement en France même. La fin de la saisie est prévue pour la fin de l'année scolaire 2005-2006. À terme, la base sera mise en ligne sur le site du Service.

#### 13. LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (EMMANUELLE PICARD)

Une équipe d'enseignants associés travaille à la réalisation d'une base de données sur les établissements français d'enseignement supérieur depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, recensant également les établissements disparus au cours de la période. Chaque fiche contient un certain nombre

d'informations pratiques (localisation, nom exact et acronyme, tutelle, appartenance à un réseau), historiques (date de création – et dans certains cas de disparition, noms et localisations successifs...), scientifiques (spécialités, diplômes...), bibliographiques et archivistiques. C'est dans cette dernière catégorie que s'inscriront les résultats de l'enquête individualisée sur les archives de l'enseignement supérieur menée par les enseignants associés. L'intérêt de cette base de données est de plusieurs ordres : donner un accès simple aux informations concernant les archives de chaque établissement, le lieu de leur conservation, le type et la taille des archives disponibles, l'existence d'instruments (inventaire) et le nom des personnes à contacter pour leur consultation ; permettre une vision d'ensemble de l'offre d'enseignement supérieur sur l'ensemble du territoire, tout en autorisant un traitement historique de cette répartition par l'utilisation de cette base de données dans la réalisation de cartes.

#### 14. LE PROGRAMME *NATIONAL HISTORIES IN EUROPE* (EMMANUELLE PICARD)

Il s'agit d'une participation au programme de l'*European Science Foundation*, « Representations of the Past : The Writing of National Histories in Europe » dans le cadre duquel seront réalisés un atlas imprimé (Cambridge University Press) et des bases de données en ligne (financées par la *Deutsche Forschung Gesellschaft*) sur les chaires d'histoire dans les pays européens entre 1800 et 2005, sous la direction d'Ilaria Porciani (Université de Bologne) et de Lutz Raphaël (Université de Trèves). Cette recherche est menée conjointement avec une enseignante associée chargée de l'élaboration de la partie française de la base de données ; elle donnera lieu à la rédaction d'une notice « France » devant figurer dans l'introduction de l'atlas imprimé.

#### V – ACTIVITÉ D'ÉDITION (PIERRE CASPARD, ÉRIC DUMAS, ANNE-MARIE FABRY)

Le SHE assure en interne le travail éditorial et la composition relatifs à la majorité des instruments de travail et de recherche produits par les chercheurs du SHE eux-mêmes, mais aussi ceux de chercheurs associés, dans le cadre du programme général d'activité de l'unité auquel ils collaborent, le plus souvent bénévolement. En 2004 et 2005, 13 ouvrages ont ainsi été composés au SHE par A.-M. Fabry (n° **1, 2, 3, 7, 8, 9, 10, 11, 15, 16, 21, 23** et **25**) après avoir fait l'objet d'un travail éditorial plus ou moins important de la part de l'intéressée, du directeur du laboratoire

et/ou d'un ou plusieurs chercheurs du SHE. La nouvelle localisation lyonnaise du Service des publications de l'INRP a un peu alourdi la charge de travail liée à l'édition, mais les nouvelles technologies permettent de gérer d'une façon convenable les effets de l'éloignement. La réflexion se poursuit par ailleurs (n° 56) sur l'articulation optimale entre édition électronique et édition papier, en fonction des types d'instruments produits par le SHE et de leurs usages.

Il est à signaler qu'outre les ouvrages évoqués ci-dessus, et comme elle le fait régulièrement depuis 1992, l'unité a édité en 2004 son rapport scientifique 2000-2003<sup>1</sup>. Huit cents exemplaires en ont été diffusés à la fois vers les laboratoires de recherches et les bibliothèques universitaires et vers les responsables de l'Éducation nationale et de la Recherche (administration centrale et services déconcentrés). En 2004, l'unité a produit une brochure bilingue de 44 pages présentant d'une façon raisonnée le catalogue de ses publications (soit une centaine de titres) en six rubriques : les institutions ; les acteurs ; pratiques pédagogiques et culture scolaire ; l'édition scolaire et enfantine ; bibliographie d'histoire de l'éducation française ; revue *Histoire de l'éducation*. Cette brochure a été diffusée à 2000 exemplaires.

## VI – REVUE HISTOIRE DE L'ÉDUCATION

Créée en 1978, cette revue est produite depuis lors au sein de l'unité. Le bilan qui a été dressé de son activité durant ses vingt-cinq premières années d'existence (n° 52) n'appelle pas de complément significatif. Outre le numéro double consacré à la bibliographie annuelle (n° 2, 3), et les deux numéros ordinaires ayant proposé 5 articles et 60 comptes rendus, la revue a publié deux numéros spéciaux consacrés en mai 2004 à *L'Architecture scolaire. Essai d'historiographie internationale* (dir : Anne-Marie Châtelet et Marc Le Cœur) et en mai 2005 à *L'Enseignement de l'allemand, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles* (dir : Monique Mombert). L'un et l'autre ont connu un appréciable succès ; plusieurs articles ont fait l'objet de demandes de traduction à l'étranger.

La direction de la revue, déjà assurée par Pierre Caspard et Philippe Savoie, s'est renforcée en 2005 par l'arrivée d'Annie Bruter (SHE), particulièrement chargée des comptes rendus d'ouvrages. Le secrétariat de rédaction, assuré par Pénélope Caspard-Karydis, l'est désormais aussi

---

(1) Service d'histoire de l'éducation : *Rapport scientifique 2000-2003*. Paris, INRP et CNRS, 2004, 195 p.

par Éric Dumas (SHE), plus particulièrement chargé des relations avec le Service des publications de l'INRP, la PAO, les auteurs et traducteurs. Le Comité de rédaction s'est adjoint, pour sa part, Marianne Thivend (Université Lumière Lyon 2) et Anuschka De Coster (Université de Gand), ce rajeunissement étant destiné à préparer le proche départ à la retraite de plusieurs membres de l'équipe fondatrice.

La parution de la revue connaissait un gros retard en 2002 (près de 18 mois) ; fin 2005, il est descendu à un niveau plus acceptable (6 à 8 mois), et devrait se résorber entièrement dans les deux années qui viennent.

La diffusion de la revue a connu peu d'évolutions significatives depuis deux ans. Le nombre de ses abonnés a connu une légère érosion, comme beaucoup de revues de SHS. Il est aujourd'hui d'environ 530, chiffre auquel il faut ajouter les ventes au numéro, relativement importantes pour les numéros spéciaux thématiques. Le nombre des abonnés individuels continue à baisser (moins de 20 % du total en 2005) alors que les abonnements institutionnels se maintiennent mieux. Outre les bibliothèques universitaires, qui représentent un tiers du total, on peut signaler la part des Services d'archives et des centres IUFM (une cinquantaine d'abonnés pour chacune de ces deux institutions) alors que celle des CDDP et CRDP continue à décroître. L'étranger représente le tiers des abonnements. Enfin, la revue pratique une cinquantaine d'échanges avec des homologues français (15) et étrangers (36), qui rentrent dans la bibliothèque de travail de l'unité. Malgré l'évolution générale de la diffusion en SHS, un redressement est attendu en 2006, d'une part, du rattrapage du retard de la parution, d'autre part, de la possibilité, offerte à compter de mai 2006, de s'abonner et de payer en ligne.

Surtout, l'année 2006 verra l'apparition d'une édition en ligne qui s'ajoutera à l'édition imprimée. La réalisation de cette édition est assurée par le Service des publications et le Service commun informatique de l'INRP à l'aide du logiciel Lodel développé par le site Revue.org. L'accès à cette édition en ligne sera payant (par abonnement ou au numéro) dans les quatre années suivant la publication papier. La page dédiée à la mise en ligne de la revue offrira gratuitement l'accès à la table des matières et aux résumés des articles de chaque numéro récent, ainsi qu'au contenu de tous les numéros anciens, la collection complète de la revue faisant l'objet d'une numérisation en mode texte.

**QUATRIÈME PARTIE**  
**LES PUBLICATIONS**



La liste des publications donnée ci-après appelle quelques précisions et commentaires :

– Elle regroupe les titres parus en 2004 et 2005, dans la continuité du rapport 2000-2003 de l'unité. Dans la mesure où ils reposent sur un travail de rédaction effectué pendant la période de référence, nous avons également mentionné les ouvrages (13) et articles (28) parus ou à paraître en 2006.

– Sont mentionnées a) d'une façon exhaustive, les publications des personnels appartenant à l'unité ; b) les publications de quelques chercheurs associés, parfois retraités, dont le SHE constitue le seul laboratoire de rattachement ; c) les seules publications de chercheurs et enseignants associés appartenant à titre principal à d'autres unités, mais qui sont liées au programme de recherche du SHE et qui parfois en découlent (cf. *supra* pp. 7-9) ; lorsqu'il s'agit d'ouvrages, ils ont bénéficié d'une intervention rédactionnelle et éditoriale du SHE parfois importante. Les nombres des ouvrages et articles publiés pour chacune de ces trois catégories d'auteurs sont respectivement de 99, de 16 et de 26. Les deux derniers chiffres témoignent de la capacité de l'unité à mobiliser des chercheurs et orienter des travaux au-delà de ses ressources propres.

– Dans la continuité des comptages effectués dans les rapports précédents, on constate (tableau 1) que les ouvrages et articles effectivement parus en 2004 et 2005 traduisent une activité analogue à celle des années antérieures pour ce qui est des premiers, et légèrement croissante pour les seconds. Les ouvrages consistent toujours à peu près également en instruments de recherche et en présentation, individuelle ou collective, de résultats de recherche. Les articles se répartissent entre résultats de recherches originaux et textes de méthodologie, de bilan ou de synthèses, proposés aux communautés scientifiques ou éducatives, la plupart du temps à leur demande. La part des seconds, qui tendaient à proliférer, a atteint en 2004-2005 une proportion plus raisonnable.

Tableau I : PUBLICATIONS DES CHERCHEURS DU SHE, 1989-2005

	Ouvrages					Articles				
	1989-1992	1992-1996	1996-2000	2000-2003	2004-2005	1989-1992	1992-1996	1996-2000	2000-2003	2004-2005
Instruments de recherche	14	18	17	13	8	1	3	1	3	0
Résultats de recherche	8	13	14	10	7	34	30	52	54	53
Bilans, synthèses	2	2	3	2	1	42	42	81	61	36
Total	24	33	34	25	16	77	75	134	141	89

Quant à la typologie des supports par grands champs de référence (tableau 2), leur variété reflète celle des publics auxquels s'adresse l'unité ou qui la sollicitent : la moitié ressortissent à la discipline historique *stricto sensu* ; un quart à d'autres champs des SHS, le dernier quart à des formes diverses de vulgarisation vers le monde éducatif ou le grand public ; les proportions étaient à peu près les mêmes dans le précédent rapport.

Tableau II : TYPOLOGIE DES SUPPORTS ÉDITORIAUX

Champs de référence	Revue	Ouvrages collectifs	Total
Histoire de l'éducation	8	20	28
Histoire générale	4	13	17
Histoire des sciences	1	4	5
Linguistique, études littéraires	3	1	4
Sciences de l'éducation	6	7	13
Pédagogie, éducation	6	4	10
Dictionnaires, encyclopédies	-	6	6
Vulgarisation	6	0	6
Total	34	55	89

S'agissant des seuls articles et contributions à des ouvrages collectifs, on observe d'abord que la part des secondes s'est encore accrue au détriment des premiers, qui ne représentent plus que 37 % du total ; ceci reflète l'évolution du fonctionnement de la communauté scientifique en SHS, et le privilège qu'elle donne aux suites éditoriales des colloques, journées d'études et séminaires comme forme de communication des résultats originaux de ses recherches. On observe enfin que sur 89 articles, 22 ont été publiés dans 9 pays étrangers (Belgique 5, Mexique 4, Suisse 3, Italie 3, Brésil 2, Espagne, Slovaquie, Allemagne et USA 1), 9 d'entre eux après traduction en espagnol (4), anglais (3), brésilien (2) et catalan (1) ; ces chiffres se situent en retrait de ceux de 2000-2003, période durant laquelle le tiers des articles des chercheurs de l'unité avaient été publiés à l'étranger.

## I – OUVRAGES

1. ALAMERCERY Vincent : *Bibliographie d'histoire de l'éducation française. Titres parus au cours de l'année 2000 et suppléments des années antérieures* (avec la collaboration de Fabrice Angevin, Carmine Ramos et Catherine Vernier), *Histoire de l'éducation* (Paris), n° 99-100, sept. 2003, 195 p.
2. ALAMERCERY Vincent : *Bibliographie d'histoire de l'éducation française. Titres parus au cours de l'année 2001 et suppléments des années antérieures* (avec la collaboration de Fabrice Angevin, Carmine Ramos et Catherine Vernier), *Histoire de l'éducation* (Paris), n° 103-104, sept. 2004, 192 p.
3. ALAMERCERY Vincent : *Bibliographie d'histoire de l'éducation française. Titres parus au cours de l'année 2002 et suppléments des années antérieures* (avec la collaboration de Fabrice Angevin, Carmine Ramos et Catherine Vernier), *Histoire de l'éducation* (Paris), n° 107-108, sept. 2005.
4. BOBBIO Marigold : voir LELORRAIN Anne-Marie n° 28.
5. BOUTAN Pierre : *La Formation des maîtres aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Guide de recherche sur les écoles normales de l'académie de Montpellier*. Lyon, INRP, Montpellier, IUFM, sous presse.
6. BRUTER Annie : voir SAVOIE Philippe n° 34.

7. BODÉ Gérard, VÈNES Hubert : *Les Établissements d'enseignement technique en France, 1789-1940. Tome I : La Corrèze*. Saint-Fons, INRP, 2004, 333 p.
8. BODÉ Gérard, FOLTZ-GAVEAU Élisabeth : *Les Établissements d'enseignement technique en France, 1789-1940. Tome II : Le Lot*. Lyon, INRP, 2005, 306 p.
9. CASPARD Pierre, LUC Jean-Noël, SAVOIE Philippe (dir.) : *Lycées, lycéens, lycéennes. Deux siècles d'histoire*. Lyon, INRP, 2005, 502 p.
10. CASPARD-KARYDIS Pénélope (dir.) : *La Presse d'éducation et d'enseignement, 1941-1990. Répertoire analytique. Tome 3, L-Q*. Lyon, INRP, 2005, 402 p.
11. CASPARD-KARYDIS Pénélope (dir.) : *La Presse d'éducation et d'enseignement, 1941-1990. Répertoire analytique. Tome 4, R-Z*. Lyon, INRP, 2005, 480 p.
12. CHARMASSON Thérèse (dir.) : *Histoire de l'enseignement, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle. Guide du chercheur*. Lyon, INRP et Paris, CTHS, 2006, sous presse.
13. CHARTIER Anne-Marie : *Enseñar a leer y escribir. Una aproximación histórica*. Mexico, Fondo de cultura económica, 2004, 2<sup>e</sup> édition, 2005, 224 p.
14. CHERVEL André : *Histoire de l'enseignement du français XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, à paraître.
15. CONDETTE Jean-François : *Les Recteurs d'académie en France de 1809 à 1940 : Tome 1 : La Formation d'une élite administrative de l'Instruction publique*. INRP, sous presse.
16. CONDETTE Jean-François : *Les Recteurs d'académie en France de 1809 à 1940 : Tome 2 : Dictionnaire biographique*. INRP, sous presse.
17. CONDETTE Jean-François, ROUET Gilles (dir.) : *Cent ans de formation des maîtres en Champagne-Ardenne (1880-1980)*, à paraître.
18. CONDETTE Jean-François : *La Formation des maîtres aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Guide de recherche sur les écoles normales de l'académie de Reims*. Lyon, INRP, Reims, IUFM, 2006, à paraître.
19. D'ENFERT Renaud, LAGOUTTE Daniel : *Un Art pour tous. Le dessin à l'école de 1800 à nos jours*. Lyon, INRP, 2004, 128 p.

20. D'ENFERT Renaud, FROISSART-PEZONE Rossella, LEBEN Ulrich, MARTIN Sylvie : *Histoire de l'École nationale supérieure des arts décoratifs (1766-1941)*. *Journal de l'Ensad*, n° 24, novembre 2004, 228 p.
21. Jean Ferrez. *Au service de la démocratisation. Souvenirs du ministère de l'Éducation nationale 1943-1983*, Préf. d'Antoine Prost, texte établi et présenté par FRANK Marie-Thérèse et MIGNAVAL Pierre. Lyon, INRP, 2004, 266 p.
22. FOLTZ-GAVEAU Élisabeth : voir BODÉ Gérard n° 8.
23. FRANK Marie-Thérèse, LEPAGNOT-LECA Françoise, MIGNAVAL Pierre : *Témoins et acteurs des politiques de l'éducation depuis la Libération*, tome 4 : Inventaire de soixante-quatre entretiens. Lyon, INRP, 2005, 200 p.
24. FRANK Marie-Thérèse : voir Jean Ferrez n° 21.
25. GISPERT Hélène, HULIN Nicole, ROBIC Marie-Claire : *Science et enseignement : accompagner une réforme. Les conférences pédagogiques de 1904-1905*. Paris, Vuibert et Lyon, INRP, sous presse.
26. GRANDIÈRE Marcel : *La Formation des maîtres au XIX<sup>e</sup> siècle. Textes officiels*. Lyon, INRP, à paraître.
27. HUMMEL Pascale : *De lingua Graeca. Histoire de l'histoire de la langue grecque*. Berne, Peter Lang, 2006, sous presse.
28. LE LORRAIN Anne-Marie, BOBBIO Marigold : *L'Enseignement agricole et vétérinaire de la Libération à nos jours. Textes officiels avec introduction, notes et annexes*. Lyon, INRP, Dijon, Educagri, 2005, 1061 p.
29. LEPAGNOT-LECA Françoise : voir FRANK Marie-Thérèse n° 23.
30. MIGNAVAL Pierre : voir FRANK Marie-Thérèse n° 23.
31. MIGNAVAL Pierre : voir Jean Ferrez n° 21.
32. NOGUÈS Boris : *Une Archéologie du corps enseignant. Les Professeurs des collèges parisiens aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (1598-1793)*. Paris, Belin, sous presse.
33. PICARD Emmanuelle, CAZALS Rémy, ROLLAND Denis (dir.) : *La Grande Guerre : pratiques et expériences*. Toulouse, Privat, 2005, 412 p.

34. SAVOIE Philippe, BRUTER Annie, FRIJHOFF Willem (eds.) : *Secondary Education : Institutional, Cultural and Social History*, Special issue of *Paedagogica Historica. International Journal of the History of Education*, vol. XL, n° 1-2, février 2004, 227 p.
35. SAVOIE Philippe : voir CASPARD Pierre n° 9.
36. TERRAL Hervé : *La Formation des maîtres aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Guide de recherche sur les écoles normales de l'académie de Toulouse*. Lyon, INRP, Toulouse, IUFM, 2006, à paraître.
37. VIAUD Marie-Laure : *Des collèges et lycées différents*. Paris, PUF, collection « Partage du savoir », 2005, 258 p.

## II – ARTICLES ET CONTRIBUTIONS À DES OUVRAGES COLLECTIFS

38. BENOIST Pierre : « Michel Debré et la formation professionnelle », *Histoire de l'éducation*, janvier 2004, pp. 36-66.
39. BENOIST Pierre : « La Gestion des lycées et l'évolution de l'administration centrale, 1944-1986 », in P. Caspard, J.-N. Luc, P. Savoie (dir.) : *Lycées, lycéens... op. cit.*, pp. 443-457.
40. BENOIST Pierre : « La Cohésion nationale par la promotion sociale » in *Michel Debré Premier ministre 1959-1962*, Actes du colloque organisé les 14, 15 et 16 mars 2002 par le Centre d'histoire de Sciences-Po, FNSP. Paris, PUF, 2005, pp. 403-424.
41. BODÉ Gérard : « Le Ministre, le préfet et le proviseur : stratégies d'établissements, politique nationale et contingences locales dans l'enseignement technique, 1800-1940 » in Th. Charmasson (dir.), *Formation au travail, enseignement technique et apprentissage*. Paris, CTHS, 2005, pp. 17-30.
42. BRUTER Annie : voir SAVOIE Philippe n° 146.
43. BRUTER Annie : « L'enseignement de l'histoire dans les lycées napoléoniens », in Jacques-Olivier Boudon (dir.), *Napoléon et les lycées. Enseignement et société en Europe au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Actes du colloque des 15 et 16 novembre 2002 organisé par l'Institut Napoléon et la Bibliothèque Marmottan à l'occasion du bicentenaire des lycées*. s.l., Nouveau Monde Éditions / Fondation Napoléon, 2004, pp. 99-114.

44. BRUTER Annie : « L'Histoire des disciplines littéraires : une brève présentation », *Les Dossiers des inspections générales*, n° 5, juillet 2004, pp. 107-115.
45. BRUTER Annie : « L'Enseignement de l'histoire de France vers 1900 », *Centraliens. La revue mensuelle des Arts et Manufactures*, n° 558, décembre 2004, pp. 32-33.
46. BRUTER Annie : « Les Créations successives de l'enseignement de l'histoire au cours du premier XIX<sup>e</sup> siècle », in Pierre Caspard, J.-N. Luc, P. Savoie (dir.), *Lycées, lycéens...*, op. cit., pp. 177-197.
47. BRUTER Annie : « Les Abrégés d'histoire d'Ancien Régime en France (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles), in Jean-Louis Jadoulle (dir.), *Les Manuels scolaires d'histoire. Passé, présent, avenir*. Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, 2005, pp. 12-31.
- 47bis. BRUTER Annie : « Um exemplo de pesquisa sobre a história de uma disciplina escolar : A História ensinada no século XVII », *História da educação*, setembro 2005, pp. 7-21.
48. BRUTER Annie : « Didactique de l'histoire et histoire de l'éducation », *Historiens & Géographes*, mars 2006, sous presse.
49. BRUTER Annie : « L'Histoire enseignée a-t-elle un genre ? Filles et garçons devant l'enseignement historique à l'école primaire selon les textes officiels du XIX<sup>e</sup> siècle (1793-1914) », in Nicole Pellegrin (dir.), *Histoires d'historiennes*, Presses de l'université de Saint-Étienne, sous presse.
50. BRUTER Annie : « L'Histoire, discipline scolaire née au sein du pensionnat », Actes du colloque de La Flèche « Quatre siècles d'enseignement sous le regard de l'État », La Flèche, 2-4 avril 2004, à paraître.
51. CASPARD Pierre : « La Infancia, la adolescencia, la juventud : para una economica politica de las edades desde la época moderna », in L. Martínez Moctezuma (dir.), *La Infancia y la cultura escrita*, Mexico, Siglo Veintiuno, 2001 [omis en 2000-2003], pp. 77-101.
52. CASPARD Pierre : « La Revista *Histoire de l'éducation*, 1978-2003 : actor y reflejo de un campo disciplinario », *América a debate* (San Nicolás de Hidalgo), 3, Enero-julio 2003 [2004], pp. 141-155.

53. CASPARD Pierre : « La profession enseignante, entre histoire et mémoire. Une enquête chez les maîtres en formation » *in* M. Grandière, A. Lahalle (dir.) : *L'innovation dans l'enseignement français, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. Lyon, INRP et Nantes, SCEREN, 2004, pp. 161-172.
54. CASPARD Pierre : « Postface » *in* A. Prost : *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*. IV. *Depuis 1930*. Paris, Perrin, rééd. 2004, pp. 769-781.
55. CASPARD Pierre : « L'Orthographe et la dictée : problèmes de périodisation d'un apprentissage (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles) », *Le Cartable de Clio*, 4, 2004, pp. 255-264.
56. CASPARD Pierre : « Les Publications du Service d'histoire de l'éducation. Un bilan, 1981-2001 » *in* Service d'histoire de l'éducation, *Rapport scientifique 2000-2003*. Paris, INRP et CNRS, 2004, pp. 177-184.
57. CASPARD Pierre : « Histoire de l'éducation », *in* P. Champy, C. Étévé (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, Retz, 2005, pp. 470-472.
58. CASPARD Pierre : « Avant et après 1865 : un état de la presse pédagogique dans le grand canton francophone », *L'Éducateur*, 2005, 1, pp. 39-40.
59. CASPARD Pierre : « Du passé, faisons table ronde ! » *in* P. Caspard, J.N. Luc, P. Savoie (dir.), *Lycées, Lycéens...*, *op. cit.*, pp. 481-485.
60. CASPARD Pierre : « La Maîtresse cachée. Aux origines de l'institutrice publique, 1650-1850 », *Annales Pestalozzi*, 3, 2004-2005, pp. 7-18.
61. CASPARD Pierre : « Pour une histoire micro-économique de l'éducation ». *Annali di storia dell' educazione e delle istituzioni scolasti*, 12, 2005, pp. 171-175.
62. CASPARD Pierre : « Ingreja, Religião e ensino elementar antes das leis de laicização européias : um reexame crítico de suas relações », *Historia da Educação* (Porto Alegre), avril 2006, sous presse.
63. CASPARD Pierre : « Introduction », *in* : Th. Charmasson (dir.). *L'Histoire de l'enseignement...* *op. cit.*, sous presse.
64. CASPARD Pierre, CASPARD-KARYDIS Pénélope : « La Presse d'éducation et d'enseignement », *ibid.*, sous presse.

65. CASPARD Pierre : « Du ciel des idées aux pratiques culturelles. La religion dans les écoles neuchâteloises, entre Réforme et lois de laïcisation du XIX<sup>e</sup> siècle » in M. Hofmann, D. Jacottet, F. Osterwalder (dir.) : *Pädagogische Modernisierung. Säkularität und Sakralität in der modernen Pädagogik*, sous presse.
66. CASPARD Pierre : « Singulières ou communes ? Les valeurs éducatives révélées par les correspondances entre enfants et parents : Suisse romande et France, 1760-1830 » in : P. Henry, J.P. Jelmini (dir.) : *La correspondance familiale en Suisse romande aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Affectivité, sociabilité, réseaux*. Neuchâtel, Alphil, 2006, à paraître.
67. CASPARD-KARYDIS Pénélope : voir CASPARD Pierre n° 64.
68. CAPLAT Guy : voir HUGUET Françoise n° 124.
69. CHARTIER Anne-Marie : « Enseignants et bibliothécaires de la Libération à l'an 2000 », in Emmanuel Fraisse et Violaine Houdart-Mérot (coord.) : *Les enseignants et la littérature : la transmission en question*, Actes du colloque de l'université de Cergy-Pontoise. Paris, SCEREN, CRDP Créteil, Université de Cergy, 2004, pp. 31-56.
70. CHARTIER Anne-Marie : « L'Illettrisme et la lecture », Actes du colloque de l'AMOPA, L'illettrisme et le développement de la lecture, 21 novembre 2003, *Les Cahiers de la Fondation AMOPA*. Paris, Ministère de l'Éducation nationale, 2004, pp. 12-13.
71. CHARTIER Anne-Marie : « Les Bases d'une culture littéraire commune », in *Aimer Lire, Guide pour aider les enfants à devenir lecteurs*. Paris, SCEREN/Bayard Jeunesse, 2004, pp. 64-66.
72. CHARTIER Anne-Marie : « De l'expérience de terrain à la réalité statistique : l'école primaire face à l'hétérogénéité des classes », *Repenser l'école obligatoire*. Paris, SCEREN-CNDP, Albin Michel, 2004. pp. 38-44.
73. CHARTIER Anne-Marie : « Un Livre donne des mots pour parler », in *Qu'est-ce qui leur fait aimer les livres ? Supplément Parents à Pomme d'Api* n°465, novembre 2004, pp. 12-13.
74. CHARTIER Anne-Marie : « Réussite, échec et ambivalence de l'innovation pédagogique : le cas de l'enseignement de la lecture », in Marcel Grandière et Agnès Lahalle, *L'Innovation dans l'enseignement ... op. cit.*, pp. 145-160.

75. CHARTIER Anne-Marie : « La Memoria y el olvido, o cómo leen los jóvenes profesores » in Bernard Lahire (dir.), *Sociología de la lectura*. Barcelona, Gedisa Ed., 2004, pp.109-137.
76. CHARTIER Anne-Marie : « La Lecture des jeunes en difficulté. Des constats à la prévention », *Lire au lycée professionnel*, SCEREN, Académie de Grenoble, n° 47, printemps 2005, pp. 26-31.
77. CHARTIER Anne-Marie : « Des Abécédaires aux méthodes de lecture : genèse du manuel moderne avant les lois Ferry », *Histoires de lecture XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, présentées par Jean-Yves Mollier, Bernay, Société d'histoire de la lecture, coll. Matériaux pour une histoire de la lecture et de ses institutions, 17, 2005, pp.78-102.
78. CHARTIER Anne-Marie : « L'Enfant, l'école et la lecture. Les enjeux d'un apprentissage », *Le Débat*, 135, mai-août 2005, pp. 194-220.
79. CHARTIER Anne-Marie : « Manières de lire », in P. Fouché, D. Péchoin, Ph. Schuwer (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du livre, vol. 2 (E-M)*. Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2005, pp. 709-710.
80. CHARTIER Anne-Marie : « Je lis donc j'apprends », *Fenêtre sur cours*, numéro spécial, « Apprentissages, l'ambition d'une culture partagée », SNUIPP-FSU, juin 2005, pp.6-7.
81. CHARTIER Anne-Marie : « L'École entre crise des croyances et crise des pratiques. L'exemple de la lecture à voix haute », in François Jacquet-Francillon et Denis Kambouchner, (dir.), *La Crise de la culture scolaire. Origines, interprétations, perspectives*. Paris, PUF, 2005, pp. 227-261.
82. CHARTIER Anne-Marie : « Que leitores queremos formar com a literatura infanto-juvenil, in Aparecida Paiva, Aracy Martins et al. (orgs), *Leituras literárias. Discursos transitivos*. Belo Horizonte, Ceale/Autêntica, 2005, pp. 127-144.
83. CHERVEL André : « L'Invention de la dissertation littéraire dans l'enseignement secondaire français » in P. Savoie, A. Bruter, W. Frijhoff (eds) : *Secondary Education... op. cit.*, pp. 261-277.
84. CHERVEL André : « En quoi une culture peut-elle être scolaire ? » in F. Jacquet-Francillon, D. Kambouchner (dir.) : *La Crise de la culture scolaire, op. cit.*, pp. 77-86.
85. CHERVEL André : « Les Travaux d'élèves » in T. Charmasson, *Histoire de l'enseignement..., op. cit.*, sous presse.

86. CHOPPIN Alain : « La Recherche sur l'histoire du livre et de l'édition scolaires en France : un bilan sommaire », in C. Betti (dir.), *Percorsi del libro per la scuola fra otto e novecento. La Tradizione toscana e le nuove realtà del primo novecento in Italia. Atti del Convegno Firenze 21-22 Febbraio 2003*, Firenze, Pagnini Editore, 2004, pp. 23-38.
87. CHOPPIN Alain : « História dos livros e das edições didáticas : sobre o estado da arte », *Educação e Pesquisa* (São Paulo: FEUSP), vol. 30, n° 3, septembre-décembre 2004, pp. 549-566.
88. CHOPPIN Alain : « Prologo », in C. Castañeda García, L. E. Galván Lafarga, L. Martínez Moctezuma (coord.), *Lecturas y lectores en la historia de México*. México, CIESAS, COLMICH, UAEM, 2004, pp. 11-19.
89. CHOPPIN Alain : « L'Édition scolaire française et ses contraintes : une perspective historique », in É. Bruillard (dir.), *Manuels scolaires, regards croisés*. Caen, Scérén, CRDP de Basse-Normandie, 2005, pp. 39-53.
90. CHOPPIN Alain : « Manuels scolaires », in P. Fouché, D. Péchoin, Ph. Schuwer (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du livre, vol. 2 (E-M)*. Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2005, pp. 866-867.
91. CHOPPIN Alain : « How to select and use textbooks ? A training course », in M. Hornsley, S. V. Knudsen, S. Selander (Eds.): *Has Past Passed ? Textbooks and Educational Media for the 21<sup>st</sup> Century*, Bravatslava Státny Pedagogický Ústav, 2005, pp. 277-281.
92. CHOPPIN Alain : « Les Manuels scolaires » in T. Charmasson, *L'Histoire de l'enseignement...*, *op. cit.*, sous presse.
93. COMPÈRE Marie-Madeleine : « La Escolarización secundaria en Francia desde una perspectiva histórica », *America a debate*, juillet-décembre 2003 [2004], numéro spécial consacré à l'historiographie de l'éducation, pp. 159-171.
94. COMPÈRE Marie-Madeleine : « Français et latin dans la culture scolaire des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles », in M. Grandière, A. Lahalle, *L'Innovation dans l'enseignement français...*, *op. cit.*, pp. 26-34.
95. COMPÈRE Marie-Madeleine : « Chaire de langues anciennes. Les langues anciennes à la fin de l'Ancien Régime et dans les écoles centrales », in Marie-Thérèse Isaac (dir.), *Sciences et Lumières à Mons 1792-1802*, Académie Royale de Belgique, 2004, pp. 343-354.

- 96.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « La Postérité du Père de Dainville en histoire de l'éducation », in *François de Dainville S.J. (1909-1971), pionnier de l'histoire de la cartographie et de l'éducation*, actes du colloque international organisé par l'U. M. R. Prodig à Paris les 6 et 7 juin 2002, réunis par Catherine Bousquet-Bressolier. Paris, Prodig-École des chartes, 2004, pp. 69-79.
- 97.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « Les Professeurs de faculté dans l'Université impériale », in O. Boudon (dir.), *Napoléon et les lycées...*, *op. cit.*, pp. 305-326.
- 98.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « Mille ans d'institutions scolaires dans la topographie de la montagne Sainte-Genève », *La Montagne Sainte-Genève et ses abords. Comité d'études historiques, archéologiques et artistiques*. Bulletin n° 307, année 2004, pp. 18-37.
- 99.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « Les Boursiers nationaux : projets politiques et réalisations de l'Ancien Régime à l'Empire », in P. Caspard, J.N. Luc, P. Savoie (dir.), *Lycées, lycéens...*, *op. cit.*, pp. 73-86.
- 100.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « Des Humanités à la culture générale, les finalités de l'enseignement secondaire en perspective historique », in F. Jacquet-Francillon et D. Kambouchner (dir.), *La Crise de la culture scolaire...*, *op. cit.*, pp. 65-76.
- 101.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « D'Alembert au collège, le parcours scolaire d'un Parisien », *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie*, revue semestrielle, n° 38, avril 2005, pp. 37-49.
- 102.** COMPÈRE Marie-Madeleine, SAVOIE Philippe : « L'Histoire de l'école et de ce qu'on y apprend. Note de synthèse », *Revue française de pédagogie. Recherches en éducation*. Numéro spécial, *Sciences cognitives, apprentissages et enseignement*, n° 152, juillet-août-septembre 2005, pp. 107-146.
- 102bis.** COMPÈRE Marie-Madeleine : « L'Histoire de l'éducation en France : institutions, outils et caractères de la production ». *Annali di storia dell' educazione e delle istituzioni scolasti*, 12, 2005, pp. 281-290.
- 103.** CONDETTE Jean-François : « Le Recteur François Jamet : un pionnier de la prise en compte du handicap : examen des trois mémoires sur les sourds et muets », *Reliance*, octobre 2003 [2004], n° 11, pp. 53-66.

- 104.** CONDETTE Jean-François : « Les Recteurs d'académie en France de 1809 à 1940 : l'évolution d'une fonction administrative », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 51-1, janvier-mars 2004, pp. 62-93.
- 105.** CONDETTE Jean-François : « Les Lycéens revendiquent le droit à la parole : la nécessaire réforme du régime disciplinaire des lycées français à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », *Les Sciences de l'éducation pour l'ère nouvelle : revue internationale*, Université de Caen-Basse Normandie, Centre d'études et de recherches en Sciences de l'éducation (CERSE), volume 37, n° 4, 2004, pp. 35-60.
- 106.** CONDETTE Jean-François : « Les Recteurs napoléoniens et la difficile mise en place des structures académiques (1809-1815) », in J.-O. Boudon (dir.), *Napoléon et les lycées*, op. cit., pp. 327-378.
- 107.** CONDETTE Jean-François : « La Crise des lycées de garçons à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : Le point de vue et les propositions des recteurs d'académie », in P. Caspard, J.-N. Luc et P. Savoie (dir.), *Lycées, lycéens...*, op. cit., pp. 427-442.
- 108.** D'ENFERT Renaud : « L'Expérience en mathématiques. Le cas de l'enseignement élémentaire de la géométrie au début du XX<sup>e</sup> siècle », in B. Joly et V. Jullien (dir.), *Actes du Congrès d'histoire des sciences et des techniques organisé à Lille du 24 au 26 mai 2001*. Hors série des *Cahiers d'histoire et de philosophie des sciences*, 2004, pp. 49-53.
- 109.** D'ENFERT Renaud : « Une nouvelle forme d'enseignement du dessin au XIX<sup>e</sup> siècle : le dessin linéaire », in M. Grandière et A. Lahalle, *L'Innovation dans l'enseignement français, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Lyon, INRP, Nantes, CRDP des Pays de Loire, 2004, pp. 77-98.
- 110.** D'ENFERT Renaud : « L'École – royale, nationale, impériale – de dessin et de mathématiques au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : fréquentation, recrutement, débouchés », in T. Charmasson (dir.), *Formation au travail, enseignement technique et apprentissage. Actes du 127<sup>e</sup> congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Nancy, 15-20 avril 2002*. Paris, CTHS, 2004, pp. 53-63.
- 111.** D'ENFERT Renaud : « De l'École royale gratuite de dessin à l'École nationale des arts décoratifs (1806-1877) », in R. d'Enfert, R. Froissart-Pezone, U. Leben, S. Martin, *Histoire de l'École nationale supérieure des arts décoratifs (1766-1941)*. *Journal de l'Ensad*, n° 24, novembre 2004, pp. 64-107.

- 112.** D'ENFERT Renaud : « L'Enseignement mathématique dans le primaire et le secondaire au début du XX<sup>e</sup> siècle. Vers une culture commune ? » *in* P. Caspard, J.N. Luc et P. Savoie (dir.), *Lycées, lycéens...*, *op. cit.*, pp. 247-255.
- 113.** D'ENFERT Renaud : « La Question des disciplines scientifiques dans l'enquête Ribot de 1899 » *in* H. Gispert, N. Hulin et M.-C. Robic (dir.), *Science et enseignement : accompagner une réforme. Les conférences pédagogiques de 1904-1905*. Paris, Vuibert/INRP, 2006, sous presse.
- 114.** D'ENFERT Renaud : « L'Enseignement scientifique dans l'ordre primaire, du Front populaire à la Libération : ruptures et continuités », *in* J.-F. Condette et G. Rouet (dir.) : *Cent ans de formation des maîtres...*, *op. cit.*, à paraître.
- 115.** DUPONT Jean-Yves : « Laboratoires et sciences de l'ingénieur » *in* J.-F. Belhoste (dir.), *Le Paris des Centraliens. Bâtisseurs et entrepreneurs*. Paris, Action artistique de la ville de Paris, 2004, pp. 49-53.
- 116.** DUPONT Jean-Yves : « Deux siècles d'enseignement de la mécanique dans les classes préparatoires aux concours scientifiques », *in* P. Caspard, J.-N. Luc, P. Savoie (dir.), *Lycées, lycéens...*, *op. cit.* Lyon, INRP, 2005, pp. 231-245.
- 117.** DUPONT Jean-Yves : « Le Paradigme des machines simples dans l'enseignement de la mécanique » *in* Société française d'histoire des sciences et des techniques, Actes du congrès d'histoire des sciences et des techniques, Poitiers, 20-22 mai 2004. *Cahiers d'histoire et de philosophie des sciences*, avril 2006, numéro hors série, pp. 297-298.
- 118.** DUPONT Jean-Yves : « Évaluer la puissance des machines au XIX<sup>e</sup> siècle : dynamomètres à compteur et indicateurs totalisateurs », *La Revue du Musée des arts et métiers*, n° 46, à paraître.
- 119.** GINESTE Jean-Louis : Voir OLIVA André n°137.
- 120.** FRANK Marie-Thérèse, LEPAGNOT-LECA Françoise, MIGNAVAL Pierre : « Les Archives orales » *in* T. Charmasson (dir.), *L'Histoire de l'enseignement...*, *op. cit.*, sous presse.
- 121.** HAVELANGE Isabelle : « Orientation bibliographique » *in* T. Charmasson (dir.), *L'Histoire de l'enseignement...*, *op. cit.*, sous presse.

- 122.** HUGUET Françoise : Article « Guizot », in P. Fouché, D. Péchoin, Ph. Schuwer (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du livre, vol. 2 (E-M)*. Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2005, pp. 442-443.
- 123.** HUGUET Françoise : *Introduction à la base de données « L'Iconographie dans les ouvrages pour l'enfance et la jeunesse, de Gutenberg à Guizot »*. <http://www.inrp.fr/she>.
- 124.** HUGUET Françoise, CAPLAT Guy : *Introduction à la base de données « Les ministres de l'Instruction publique de 1802 à 2005 »*. <http://www.inrp.fr/she>.
- 125.** HUMMEL Pascale : « La Philologie invisible, ou quand la science ne dit pas son nom : l'étude du grec au XVII<sup>e</sup> siècle », *Journal des savants*, juin 2004, pp. 165-190.
- 126.** HUMMEL Pascale : « Théâtre de langues, ou l'érudition en résonance : la pédagogie des langues anciennes au XVII<sup>e</sup> siècle », *Studi Secenteschi*, 46, 2005, pp. 181-194.
- 127.** HUMMEL Pascale : « Objet prescrit et sujet interdit dans la traduction des classiques grecs et latins (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, France) », *Acta antiqua*, 45, 2005, pp. 109-117.
- 128.** JEY Martine : « Quel enseignement littéraire pour les élites ? (1880-1924) » in P. Caspard, J.-N. Luc, P. Savoie (dir.), *Lycées, lycéens...*, *op. cit.*, pp. 199-210.
- 129.** JEY Martine : « L'Enquête Ribot : quelles disciplines pour quelle modernité ? » in H. Gispert, N. Hulin, M.-C. Robic (dir.), *Science et enseignement : accompagner une réforme. Les conférences pédagogiques de 1904-1905*. Paris, Vuibert et Lyon, INRP, sous presse.
- 130.** LEPAGNOT-LECA Françoise : voir FRANK Marie-Thérèse n° 120.
- 131.** LOCHER Fabien : « Les Enjeux historiographiques de l'histoire de l'enseignement des sciences », *Les Dossiers des inspections générales*, n° 5, juillet 2004, pp. 116-119.
- 132.** LOCHER Fabien : « Configurations disciplinaires et sciences de l'Observatoire : le cas des approches scientifiques de l'atmosphère », *Enquête. Anthropologie, Histoire, Sociologie*, à paraître.
- 133.** LOCHER Fabien : « L'Observation météorologique dans les écoles normales d'instituteurs (1864-1878) » in J.-F. Condette, G. Rouet (dir.) : *Cent ans de formation des maîtres...* *op. cit.*, à paraître.

- 134.** MIGNAVAL Pierre : voir FRANK Marie-Thérèse n° 120.
- 135.** NOGUÈS Boris : « Les Professeurs de la faculté des arts de Paris et le jansénisme au XVIII<sup>e</sup> siècle, un engagement en trompe-l'œil ? », *Chroniques de Port-Royal*, avril 2005, pp. 311-324.
- 136.** NOGUÈS Boris : « Un Modèle professoral atypique sous l'Ancien Régime : les régents de la faculté des arts de Paris (vers 1660-vers 1793) », *Bulletin de la Fédération des Sociétés Historiques et Archéologiques de Paris et de l'Île-de-France*, sous presse.
- 137.** OLIVA André, GINESTE Jean-Louis : « La Loi Guizot, l'enquête et la situation de l'enseignement primaire dans l'arrondissement de Grasse en 1883 dans le *Rapport au Roi* », *Annales de la Société scientifique et littéraire de Cannes et de l'arrondissement de Grasse*, t. L, 2005, pp. 75-159.
- 138.** PICARD Emmanuelle : « André Malraux et le rayonnement culturel de la France à l'étranger », in Ch.-L. Foulon (dir.), *André Malraux et le rayonnement culturel de la France*, Bruxelles, Complexe, 2004, pp. 315-322.
- 139.** PICARD Emmanuelle, OFFENSTADT Nicolas : « Les Pacifistes », in F. Rousseau (dir.), *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, Paris, Atlande, 2004.
- 140.** PICARD Emmanuelle : « Les Réseaux du rapprochement franco-allemand dans les années cinquante », in H. Miard-Delacroix et R. Hudemann (Hgg), *Wandel und Integration. Deutsch-französische Annäherungen der fünfziger Jahre*, Munich, Oldenbourg, 2005, pp. 257-266.
- 141.** PICARD Emmanuelle : « L'Allemagne comme laboratoire. L'éducation populaire en Allemagne occupée (1948-1963) », in Actes du colloque *Histoire des cadres de l'éducation populaire* (FAJEP-ADAJEP, novembre 2003). À paraître.
- 142.** PICARD Emmanuelle : « Le Programme d'histoire de l'enseignement supérieur du Service d'histoire de l'éducation : de la recherche des sources à la construction des bases de données », in Actes de la journée *Archives et mémoires étudiantes* (CME, Reims octobre 2005). À paraître.
- 143.** PICARD Emmanuelle : « Faire l'histoire de l'enseignement des langues et civilisations étrangères dans l'enseignement supérieur

- français au XX<sup>e</sup> siècle », *Historia da Educação*, Porto Alegre, 2006. À paraître.
- 145.** SAVOIE Philippe : « Lycée », in Paula S. Fass (ed.), *Encyclopedia of Children and Childhood in History and Society*, New York, Macmillan Reference USA, 2003, vol. 2, pp. 563-564.
- 146.** SAVOIE Philippe, BRUTER Annie, FRIJHOFF Willem : « Secondary Education : Institutional, Cultural and Social History », in Ph. Savoie, A. Bruter, W. Frijhoff (eds.) : *Secondary Education... op. cit.*, pp. 9-14.
- 147.** SAVOIE Philippe : « Construire un système d'instruction publique. De la création des lycées au monopole renforcé (1802-1814) », in J.-O. Boudon (dir.), *Napoléon et les lycées...*, *op. cit.*, pp. 39-55.
- 148.** SAVOIE Philippe : « La Place de l'établissement scolaire dans l'historiographie récente de l'éducation », *Les Dossiers des inspections générales*, n° 5, juillet 2004, pp. 120-125.
- 149.** SAVOIE Philippe : « Les Enseignants du secondaire, XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle. L'évolution du métier », in M. Grandière, A. Lahalle (dir.), *L'Innovation dans l'enseignement...*, *op. cit.*, pp. 129-144.
- 150.** SAVOIE Philippe : « Création et réinvention des lycées (1802-1982) », in P. Caspard, J.-N. Luc, P. Savoie (dir.), *Lycées, lycéens...op. cit.*, pp. 59-73.
- 151.** SAVOIE Philippe : « Investissement éducatif, autonomie du scolaire et place des établissements dans l'histoire de la scolarisation », *Annali di storia dell'educazione e delle istituzioni scolastiche*, 12, 2005, pp. 177-185.
- 152.** SAVOIE Philippe : « Criação e reinvenção dos liceus, 1802-1902 », *Historia da educação* (Porto Alegre), avril 2006, à paraître.
- 153.** SAVOIE Philippe : voir COMPÈRE Marie-Madeleine (n° 102).
- 154.** VIAUD Marie-Laure, HUGON Marie-Anne : « L'Éducation nouvelle et l'enseignement secondaire français : de rencontres improbables en rendez-vous manqués », *Informations sociales*, n° 116, mai 2004, pp. 114-124.
- 155.** VIAUD Marie-Laure : « Quoi de neuf du côté des collèges et lycées expérimentaux ? », *Ville-École-Intégration*, n° 140, mars 2005, pp. 73-81.

### III – COMPTES RENDUS DE LECTURE

Les chercheurs de l'unité ont contribué à l'analyse de la conjoncture dans leur discipline en publiant en 2004-2005 46 recensions d'ouvrages d'histoire de l'éducation, chiffre à nouveau en augmentation par rapport à celui des années précédentes. Près de la moitié d'entre eux ont paru dans *Histoire de l'éducation* (22), les autres dans *Forum Suisse de la lecture* (8), les *Annales. Histoire. Sciences sociales* et le *Mouvement social* (3 chacune), la *Revue historique*, *Hermès* (2), *Paedagogica historica*, *Recherche et formation*, la *Revue française de pédagogie*, *Cultura escrita e sociedad*, *Carrefours de l'éducation* et *Genèse* (1). Les recenseurs ont été A.-M. Chartier (19), P. Caspard (8), A. Bruter (6), E. Picard (5), R. D'Enfert et F. Locher (2), M.-L. Viaud, P. Savoie, B. Noguès et J.-F. Condette (1). Par ailleurs, P. Hummel a publié en 2004-2005 une trentaine de comptes rendus d'ouvrages traitant de questions philologiques ou théologiques dans des revues ressortissant principalement à ces champs.

### IV – PARTICIPATION À DES COMITÉS ÉDITORIAUX

Des chercheurs de l'unité sont membres du comité scientifique ou du comité de rédaction de plus d'une quinzaine de revues d'histoire ou de sciences de l'éducation. Outre *Histoire de l'éducation*, éditée par l'unité elle-même, dont le comité comprend P. Caspard, P. Savoie et A. Bruter, il s'agit de *Annales Pestalozzi* (P. Caspard), *Carrefours de l'éducation* (P. Savoie), *Diversité – VEI – Enjeux* (A.-M. Chartier), *Hermès* (A.-M. Chartier), *Historia da Educação* (A. Choppin), *Historical studies in education/Revue d'histoire de l'éducation* (P. Caspard), *History of Education and children's literature* (A. Choppin et P. Savoie), *Le Télémaque* (A.-M. Chartier), *Le Mouvement social* (P. Caspard et E. Picard), *Paedagogica historica* (P. Caspard), *Raisons éducatives* (P. Caspard et A.-M. Chartier), *Recherche et formation* (A.-M. Chartier), *Revista brasileira de Educação* (A.-M. Chartier), *Revista Historia de la Educación* (A. Choppin), *Revista portuguesa de Educação* (A. Choppin).

Une minorité de ces revues sont françaises (7) ; les autres sont éditées en Suisse (2), Brésil (2), Belgique, Portugal, Italie, Canada et Argentine (1).

Depuis 1997, P. Caspard assure, avec B. Belhoste, J.-N. Luc et A. Prost, la direction de la collection « Histoire de l'éducation » chez Belin. En 2004 et 2005, deux ouvrages seulement ont paru, consacré à l'image de l'école dans le roman et aux instituteurs du Second Empire. Trois autres sont sous presse.

**CINQUIÈME PARTIE**  
**COLLOQUES, SÉMINAIRES,**  
**ENSEIGNEMENT**



On a regroupé dans cette cinquième partie toutes les formes de communication orale par lesquelles les chercheurs de l'unité ont exposé les résultats de leurs recherches, ainsi que leurs participations à des opérations d'enseignement et de formation.

## **I – ORGANISATION DE COLLOQUES ET JOURNÉES D'ÉTUDES**

En 2004-2005, l'activité de l'unité dans l'organisation de colloques a été exceptionnellement faible. Entre les bicentennaires célébrés en 2002 (Lycées, Inspection générale), dans lesquels l'unité s'était beaucoup investie, et ceux de 2008 (Université impériale), sur lesquels elle commence à travailler, priorité a été donnée à d'autres formes d'action. Ne sont donc à signaler, pour ces deux années, que trois journées d'études.

### **JOURNÉES D'ÉTUDES « DIALOGUE EURO-ARABE : ÉTUDE COMPARATIVE DE MANUELS SCOLAIRES »**

Cette étude est coordonnée par les Commissions française et marocaine pour l'UNESCO dans le cadre du dialogue euro-arabe. Alain Choppin conduit cette étude pour la partie européenne, en partenariat pour la partie arabe avec Mohammed Z'gor, professeur à la faculté d'éducation de l'université Mohammed V à Rabat. L'objectif de ce travail est de mettre en évidence les stéréotypes, les malentendus et les « non-dits » véhiculés par les manuels scolaires, notamment ceux d'histoire et de littérature. Participent à ce projet l'Allemagne, l'Égypte, la France, la Hongrie, le Koweït, le Maroc, Oman, la Pologne, la Slovénie, la Suisse, la Tunisie et la Turquie. La journée d'études réunissant les experts venus de ces différents pays et des responsables de l'UNESCO s'est tenue dans les locaux de l'INRP, à Lyon, les 2, 3 et 4 juin 2005. Elle avait pour objet de discuter un document de travail initial,

présenté par Alain Choppin, afin de présenter la problématique, de définir le domaine d'application et d'arrêter la méthodologie à mettre en œuvre. Les chercheurs conduiront leurs investigations sur les manuels de leur propre pays, mais conformément à cette méthodologie commune. Une deuxième réunion des experts est prévue à Rabat courant 2006.

#### JOURNÉE D'ÉTUDE « TYPES DE COURS ET TYPES DE SAVOIRS »

Organisée par Annie Bruter dans le cadre de la recherche sur l'histoire du cours magistral du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, cette journée s'est tenue le 9 juin 2005 dans les locaux de l'École normale supérieure, en présence d'une trentaine de personnes. La présentation d'un certain nombre d'études de cas devait permettre d'appréhender la diversité des cours magistraux professés au cours de la période envisagée et de confronter les différentes problématiques selon lesquelles leur étude historique a été menée. Elle a débouché sur la détermination de plusieurs axes de recherche (l'accès aux cours, leurs conditions matérielles d'existence, leurs contenus et leur réception) qui structureront la publication prévue au terme de la recherche.

#### JOURNÉES D'ÉTUDES « SCIENCE ET ENSEIGNEMENT : ACCOMPAGNER UNE RÉFORME »

Organisées par Hélène Gispert (GHDSO), Nicole Hulin (Centre A. Koyré) et Marie-Claire Robic (CNRS) avec le concours du SHE et du Centre Cavallès de l'ENS, ces journées ont été consacrées aux conférences pédagogiques qui ont été prononcées en 1904 et 1905 au Musée pédagogique, pour faire suite à la réforme de 1902. Celle-ci avait profondément réorganisé l'enseignement secondaire tant sur le plan structurel que sur celui des contenus. Elle en avait réalisé l'unification (en supprimant la distinction entre enseignement secondaire classique et enseignement secondaire moderne), avait établi un premier et un second cycles dans la suite des classes et développé la place accordée aux sciences.

Sa mise en œuvre s'est accompagnée de cycles de conférences disciplinaires à l'intention des professeurs de lycées, pour lesquelles ont été sollicitées des personnalités du monde universitaire qui ont montré un bel engouement pour les questions pédagogiques. C'est aux deux premiers cycles de ces conférences qu'ont été consacrées les journées ; ils présentent la particularité de coupler deux disciplines, mathématiques et physique en 1904, sciences naturelles et géographie en 1905.

Ces deux journées, qui se sont tenues à l'ENS les 13 et 14 septembre 2005 devant une soixantaine de personnes, verront leurs actes publiés au printemps 2006 (n° 25).

#### PROJETS DE COLLOQUES

Plusieurs manifestations sont programmées par l'unité.

##### *L'histoire de l'enseignement supérieur*

Une journée d'études sera prochainement consacrée aux archives de l'enseignement supérieur français à l'époque contemporaine. Organisée par E. Picard, elle se tiendra le 17 mai 2006 à l'ENS. Les archives de l'enseignement supérieur se caractérisent par une difficulté d'accès aux sources et par la rareté des instruments de travail à disposition des chercheurs. Dans le cadre du projet d'enquête évoqué *supra*, en partenariat avec la Mission CAARME et la direction des Archives de France, une journée d'études sera organisée sur les thèmes de la diversité et de la valorisation des archives de l'enseignement supérieur. Elle sera l'occasion d'insister sur la pluralité des sources nécessaires aux chercheurs travaillant sur l'histoire de l'enseignement supérieur et de présenter les initiatives développées par différentes institutions (Archives nationales, Mission CAARME, centres de recherches, services d'archives des universités et établissements d'enseignement supérieur) dans le but d'améliorer la visibilité des fonds disponibles.

À un peu plus long terme, il est envisagé d'organiser un colloque sur le thème « enseignement supérieur et territoire », puis d'intervenir activement dans les manifestations scientifiques et commémoratives qui marqueront, en mars 2008, la création de l'Université impériale.

##### *Le bicentenaire de l'Université impériale*

Le décret du 17 mars 1808 jette les bases du système éducatif français contemporain, sa commémoration donnant très utilement l'occasion de réfléchir aux conditions de sa naissance et de son évolution, et donc à son avenir. Dans son précédent rapport, l'unité avait déjà annoncé l'importance qu'elle accordait à cette échéance, y compris dans certaines de ses orientations de travail et de recherche.

Ainsi, sur la période la plus ancienne (1808-1940), J.-F. Condette a conduit des travaux de recherche sur la fonction rectorale qui occupe une place nodale dans l'organisation et le contrôle du système qui s'est mis en place, et sur les titulaires de cette fonction. Sur la période la plus récente, ce sont les témoignages oraux d'anciens recteurs qui ont été recueillis par

l'équipe Archives orales du SHE. Un colloque sur le bicentenaire de la fonction rectorale étant projeté, à l'initiative de la Conférence des recteurs, le SHE pourra ainsi lui apporter un concours scientifique, en collaboration avec les universités de Paris IV et Lille 3.

Un colloque est également projeté sur l'histoire du baccalauréat, né lui aussi le 17 mars 1808, et celle des certifications du secondaire, dans une perspective comparatiste. Principalement porté par l'université de Lille 3 (Philippe Marchand et Jean-François Chanet), il réunira les collaborateurs du SHE, de Paris IV, et celle d'autres institutions intéressées.

Enfin, un grand colloque international sur l'État enseignant sera programmé pour mars 2008, en articulation avec les autres colloques sus-cités. L'appel d'offres en sera lancé dans le courant de 2006.

## **II - INTERVENTIONS DANS DES COLLOQUES ET CONFÉRENCES**

Les sollicitations ponctuelles de chercheurs de l'unité pour des colloques et conférences se sont encore multipliées par rapport aux années antérieures. En 2004 et 2005, elles ont été d'une cinquantaine ; 14 % de ces colloques se sont tenus à Paris, 43 % en province et 43 % à l'étranger.

BODÉ Gérard : « Finistère : das Ende der Welt : ein Exot im Innern des französischen Nationalstaats ». Forschungsschwerpunkt « Grenzregionen und Interferenzräume : die Grenzen Europas », Philosophische Fakultät, Sarrebruck (Allemagne), 26 janvier 2004.

BODÉ Gérard : « L'école à l'atelier : protohistoire de l'enseignement par alternance en France, 1800-1940 », 129<sup>e</sup> congrès national des sciences historiques et scientifiques, Faculté des lettres, arts et sciences humaines, « Le Temps », Besançon, 22 avril 2004.

BODÉ Gérard : « Exotisme intérieur et langue régionale : le voyage de Bretagne des écrivains français au XIX<sup>e</sup> siècle », 130<sup>e</sup> congrès national des sciences historiques et scientifiques, « Voyages et voyageurs », Faculté des lettres, arts et sciences humaines, La Rochelle, 22 avril 2005.

BRUTER Annie : « Le cours d'histoire », journée d'étude organisée par Catherine Volpilhac-Augier sur « Les genres de l'histoire, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles », ENS Lyon, 27 juin 2003.

- BRUTER Annie : « Les abrégés d'histoire français sous l'Ancien Régime », colloque « Les manuels scolaires d'histoire : passé, présent, avenir », Louvain-la-Neuve, 30-31 octobre 2003.
- BRUTER Annie : « L'histoire, discipline scolaire née au sein du pensionnat », colloque « Quatre siècles d'enseignement sous le regard de l'État », La Flèche, 2-4 avril 2004.
- CASPARD Pierre : « L'histoire microéconomique de l'éducation », colloque international sur l'historiographie de l'éducation, Brescia, 6-8 octobre 2004.
- CASPARD Pierre : « La religion dans l'école neuchâteloise », conférence au séminaire de recherche « Pädagogische Modernisierung. Sakralität und Säkularität in der Pädagogik » organisé par les universités de Berne et de Zurich à Monte Verità. Ascona (Suisse), 3-5 octobre 2004.
- CASPARD Pierre : « Correspondance familiale et éducation en France et en Suisse romande », colloque international « La correspondance familiale en Suisse romande aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Affectivité, sociabilité, réseaux ». Neuchâtel, 27-28 mai 2005.
- CHARTIER Anne-Marie : « Analyse de pratique et formation des maîtres », conférence au colloque organisé par l'IUFM de Cayenne, 13-14 mai 2004 (avec Marguerite Altet).
- CHARTIER Anne-Marie : « Le dispositif de formation “La main à la pâte” à la lumière de l'histoire des recommandations en matière d'enseignement des sciences à l'école ». Conférence au Séminaire international d'Erice (Italie), 13-18 juillet 2004.
- CHARTIER Anne-Marie : « La laïcité, le même et l'autre : réflexion autour de trois études de cas », Colloque du MEN et de l'ESEN sur l'enseignement et la laïcité, Paris, Grand-Palais, 23 mars 2005.
- CHARTIER Anne-Marie : « La lecture à haute voix ». Conférence publique à l'USP, São Paulo, 12-18 juin 2005.
- CHARTIER Anne-Marie : « Les cahiers d'élèves : écrire en ordonnant le monde des savoirs ». Colloque international sur la culture écrite, Université de Alcalà de Henares, 5-9 juillet 2005.
- CHOPPIN Alain : « La rencontre du numérique et du manuel », communication au Séminaire « Numérique et manuels scolaires et universitaires », organisé à l'abbaye de Fontevraud, les 29 et 30 septembre 2004, par la Sous-direction des technologies de

l'information et de la communication pour l'éducation du ministère de l'Éducation nationale. Dossier consultable à l'adresse <http://www.educnet.education.fr/dossier/manuel/default.htm>.

CHOPPIN Alain : « Qu'est-ce qu'un manuel ? », communication aux Journées d'études « Les manuels catéchétiques : Fonctions sociales, religieuses et pédagogiques », organisées par la faculté de théologie protestante de Strasbourg, 13-15 mai 2005.

CHOPPIN Alain : « Les Catalogues de manuels scolaires en ligne », atelier animé par Paul Aubin lors de la Huitième conférence internationale sur les médias pour l'apprentissage et l'éducation, « Caught in the web or lost in the textbook ? », organisée par l'IUFM de Basse-Normandie et l'IARTEM, 26-29 octobre 2005.

COMPÈRE Marie-Madeleine : « Le Collège et la cité au XVII<sup>e</sup> siècle : intérêts partagés et tensions culturelles », colloque pour le quatrième centenaire du Prytanée de La Flèche, du 1<sup>er</sup> au 3 avril 2004.

COMPÈRE Marie-Madeleine : « Les Prêtres dans les institutions d'enseignement de niveau secondaire (1789-1815) », intervention dans l'atelier *Continuities and Ruptures in Religious Education, 1764-1815* (discutant : Philippe Marchand) *Society for French Historical Studies*, 50<sup>e</sup> Congrès annuel, 17-20 juin 2004.

COMPÈRE Marie-Madeleine : « Le Collège de Tournon et l'enseignement des mathématiques pendant la scolarité de Fontaine des Bertins », intervention au colloque organisé par le GDR D'Alembert (CNRS), l'Université Lyon 1, et les Amis de Cuisel, sur la vie et l'œuvre de Fontaine des Bertins, 3-4 septembre 2004.

COMPÈRE Marie-Madeleine : « L'Histoire de l'éducation en France : institutions, outils et caractères de la production », colloque international sur l'historiographie de l'éducation, Brescia, 6-8 octobre 2004.

COMPÈRE Marie-Madeleine : « L'Enseignement des jésuites en Europe vers 1700 » (*Der Unterricht der Jesuiten in Europa um 1700*), colloque organisé par la fondation Francke (Tagung : Paedagogik und Schule an der Wende zur Aufklärung), Halle, 11-12 février 2005.

CONDETTE Jean-François : « Les Écoles primaires de l'Aube dans la Grande Guerre ». Journée d'études sur la mémoire des écoles normales, organisée par le centre IUFM de Troyes le 30 avril 2003.

CONDETTE Jean-François : « L'équilibre impossible ? Théorie et pratique dans la formation des enseignants en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ». Conférence à l'école d'été du pôle Nord-Est des IUFM, juillet 2004, texte de la communication en ligne.

CONDETTE Jean-François : « Quand l'idéologie prime sur la pédagogie : Vichy, la fermeture des écoles normales et l'échec des instituts de formation professionnelle ». Journée d'études sur la mémoire des écoles normales, organisée par le centre IUFM de Troyes, 16 mars 2005.

D'ENFERT Renaud : « L'Enseignement scientifique dans l'ordre primaire : prescriptions et pratiques. L'exemple des écoles normales d'instituteurs sous la monarchie de Juillet ». Congrès de la Société française d'histoire des sciences et des techniques. Session « Enseignement des sciences et des techniques et enseignement » organisée par Danielle Fauque et Hélène Gispert, Poitiers, 20-22 mai 2004.

D'ENFERT Renaud : « L'Enseignement scientifique dans l'ordre primaire du Front populaire à la Libération : ruptures et continuités ». Journée d'étude sur la mémoire des écoles normales organisée par le centre IUFM de Troyes, 16 mars 2005.

D'ENFERT Renaud : « La Question des disciplines scientifiques dans l'enquête Ribot de 1899 ». Journées d'étude « Science et enseignement : accompagner une réforme. Les conférences pédagogiques de 1904 et 1905 (mathématiques, physique, sciences naturelles, géographie) » organisées par H. Gispert, N. Hulin et M.-C. Robic, ENS Ulm, 13 et 14 septembre 2005.

DUPONT Jean-Yves : « Le Paradigme des machines simples dans l'enseignement de la mécanique ». Session « Histoire des sciences et des techniques et enseignement », congrès de la Société française d'histoire des sciences et des techniques, Poitiers, 20-22 mai 2004.

DUPONT Jean-Yves : « L'École centrale et l'industrie : les travaux de vacances des élèves (1840-1914) ». Colloque « Les centraliens et l'industrie », Paris, Société d'encouragement pour l'industrie nationale, 14-15 octobre 2004.

DUPONT Jean-Yves : « Statique graphique et enseignement de la mécanique en France ». Journée d'étude « Méthodes de calcul des ingénieurs (1850-1950) », organisée par le REHSEIS (ACI du CNRS

« Les instruments du calcul savant »), Paris, Institut Henri-Poincaré, 1<sup>er</sup> décembre 2004.

DUPONT Jean-Yves : « Prony, des machines à vapeur au frein dynamométrique ». Colloque « Gaspard Riche de Prony (1755-1839) », organisé par le GDR D'Alembert (CNRS), Chamalet (près Lyon), 23-24 septembre 2005.

HUMMEL Pascale : « Objet prescrit et sujet interdit dans la traduction des classiques grecs et latins, (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, France) », Colloque « Sujet et traduction » organisé par l'Université autonome de Barcelone, 12-14 novembre 2004.

HUMMEL Pascale : « Émile Egger, historiographe des mutations philologiques », Colloque organisé par l'Université de Nicosie, 4-5 février 2005.

HUMMEL Pascale : « Les Paradigmes grammaticaux antiques dans la construction philologique d'un modèle pédagogique classique », Colloque « La grammaire antique et sa survie », Université de Saint-Pétersbourg, 20-23 avril 2003.

HUMMEL Pascale : « *De Legendis antiquorum libris* : invitations à la lecture des auteurs classiques dans les bibliothèques privées des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles », Colloque « Books and their Settings in Renaissance Europe », Cambridge, 7-9 avril 2005.

HUMMEL Pascale : « Le Grec en son jardin : l'Antiquité grecque au miroir de la modernité pédagogique des Petites Écoles », Colloque « Port Royal et l'humanisme », Université de Caen, 21-23 septembre 2005.

LEPAGNOT-LECAT Françoise, MIGNAVAL Pierre : « Les Archives orales de l'éducation », journées d'études « Archives et mémoires étudiantes » organisées par le Conservatoire des Mémoires étudiantes, Reims, 15 octobre 2005.

LOCHER Fabien : « *Scientific Networks in nineteenth century meteorology* », XXII<sup>e</sup> congrès international d'histoire des sciences, Pékin, 24-30 juillet 2005.

PICARD Emmanuelle : « Les Réseaux du rapprochement franco-allemand dans les années cinquante », colloque « *Wandel und Integration. Deutsch-französische Annäherungen der fünfziger Jahre* », Paris, Maison Heinrich Heine, 22 novembre 2004.

- PICARD Emmanuelle : rapporteur de la demi-journée consacrée à l'histoire sociale, colloque « La Grande Guerre : pratiques et expériences », Craonne-Soissons, 12 novembre 2004 et conclusion du colloque.
- PICARD Emmanuelle : « Le Programme d'histoire de l'enseignement supérieur du Service d'histoire de l'éducation : de la recherche des sources à la construction des bases de données », journées d'études « Archives et mémoires étudiantes » organisées par le Conservatoire des Mémoires étudiantes, Reims, 15 octobre 2005.
- PICARD Emmanuelle : « Culture classique ou éducation populaire ? L'exemple de la politique culturelle française en Allemagne dans les années cinquante », colloque « Les relations culturelles internationales au XX<sup>e</sup> siècle », Paris, BnF, 13 mai 2005.
- SAVOIE Philippe : Participation à la table ronde « Leçons pour aujourd'hui et demain de l'histoire mondiale de l'enseignement secondaire et des transferts de modèles éducatifs aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles », journées d'études du Bureau international de l'éducation, « L'enseignement secondaire à l'échelle mondiale : bilans et perspectives », Genève, 5-7 septembre 2004.
- SAVOIE Philippe : « Investissement éducatif et scolarisation : les institutions ». Colloque international « Bilancio e prospettiva della storia dell' educazione in Europa », organisé par la revue *Annali di storia dell'educazione e delle istituzioni scolastiche*, Brescia (Italie), 7-9 octobre 2004.
- VIAUD Marie-Laure : « Facteurs favorisant ou freinant l'ouverture et de la pérennisation de collèges-lycées "différents" en France (1945-2001) », Congrès de l'Association internationale pour l'histoire de l'éducation (ISCHE), Genève (Suisse), 15 juillet 2004.
- VIAUD Marie-Laure : « L'Organisation pédagogique des collèges et lycées "différents" », Paris, 5<sup>e</sup> congrès de l'AECSE, 3 septembre 2004.
- VIAUD Marie-Laure : « Une Innovation à l'échelle d'un établissement : les collèges et lycées "différents" », colloque : « L'Établissement *in situ*. Analyser le fonctionnement des établissements scolaires. Concepts, méthodes, résultats et comparaison européenne », Lille, 9 septembre 2005.
- VIAUD Marie-Laure : « Decroly, une école dans le "paysage" des écoles différentes », journée d'études sur la pédagogie Decroly : « Présence et devenir de la pédagogie Decroly », Saint-Mandé, 3 décembre 2005.

### III – SÉMINAIRES

#### 1. SÉMINAIRES PROPRES DU SERVICE D'HISTOIRE DE L'ÉDUCATION

Le souhait de la Direction de la Recherche de voir le SHE s'engager plus fortement dans la formation à la recherche s'est traduit par un investissement croissant dans l'organisation et la co-organisation de séminaires. Ceux qui se sont tenus en 2003-2005 ont classiquement été des séminaires de recherche thématiques, liés au programme de l'unité. Une partie de ceux de l'année 2005-2006 sont plus nettement inscrits dans la maquette de formation de deux établissements d'enseignement supérieur, l'ENS Ulm et Paris IV-Sorbonne.

##### *Le Cours magistral : modalités et usages (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles)*

Fonctionnant depuis 2003 par séances mensuelles de deux heures, ce séminaire, organisé par Annie Bruter, réunit régulièrement une dizaine de personnes, en plus d'auditeurs occasionnels attirés par le sujet de la séance ou la personnalité de l'orateur ou de l'oratrice du jour. Il est animé par des intervenants variés, qui ne sont pas nécessairement membres de l'équipe, et qui présentent des études de cas : sur un cours (cours de Varignon, de Thénard ou de Geffroy), sur l'enseignement d'un professeur (Lagrange, Poncelet, Coriolis, Lanson, Michelet, Barthes) ou d'une matière (l'analyse chimique, la philosophie, l'histoire), sur les espaces du cours (amphithéâtres, laboratoires) et les instruments de travail des élèves (les feuilles classiques). Plusieurs des exposés faits en séminaire ont trouvé un prolongement sur le site Internet « Cours magistral » (page d'accueil :

[http://www.inrp.fr/she/cours\\_magistral/calendrier.htm](http://www.inrp.fr/she/cours_magistral/calendrier.htm)

##### *Histoire de l'enseignement technique*

Le séminaire sur l'histoire de l'enseignement technique est organisé par Gérard Bodé depuis novembre 2003. Il sert à la fois à diffuser les résultats de la recherche qu'il dirige au Service d'histoire de l'éducation et à faire connaître les travaux d'autres chercheurs en ce domaine en leur proposant de présenter une communication. En 2003-2004, 17 communications différentes ont été présentées ; 18 en 2004-2005 et 12 en 2005-2006. Le programme de l'année 2005-2006 se divise en deux parties, la première consacrée à l'enseignement technique en France, la seconde à l'enseignement technique dans divers pays étrangers (États-Unis, Suisse, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne). À la différence des années précédentes, les séances de 2005-2006 se composent d'une seule

communication au lieu de deux. Il est envisagé d'utiliser les communications les plus originales des années 2003-2004 et 2004-2005 pour la publication d'un numéro de la revue *Histoire de l'éducation* consacré à l'histoire de l'enseignement technique.

*Histoire de l'enseignement des sciences*

Le séminaire sur l'histoire de l'enseignement des sciences, créé en 2001, est actuellement co-dirigé par deux chercheurs associés au SHE, Hélène Gispert et Renaud D'Enfert (GHDSO) et par Pierre Kahn (IUFM Basse-Normandie). Le séminaire, à travers ses thématiques annuelles, s'est intéressé successivement aux questions de la dualité primaire/ secondaire, de la matérialité pédagogique (usages et rôles des manuels, instruments, matériel didactique, etc), et enfin à la période courant des années 1920 aux années 1950, méconnue et dont on a cherché à saisir quelques dynamiques. Une des spécificités de ce séminaire est de construire chacune de ses séances sur une confrontation entre historiens de l'enseignement des sciences, d'une part, et spécialistes d'autres champs disciplinaires, d'autre part. Cette invitation à des collègues historiens de l'enseignement de toutes disciplines, qui ont bien voulu y intervenir, a reçu le meilleur accueil et il en a résulté, pour chacune des problématiques annuelles, un approfondissement, un enrichissement des analyses, voire certaines fois un renouvellement des questionnements, consacrés à l'enseignement des sciences.

*Séminaire IGEN-INRP*

Organisé pour la première fois en 2004-2005, ce séminaire a pour but de croiser et enrichir mutuellement les analyses de chercheurs et d'inspecteurs généraux de l'Éducation nationale sur des questions intéressant l'institution scolaire. Le Service d'histoire de l'éducation a contribué à chacune des cinq séances de cette première année, consacrées aux thèmes suivants : conduire les réformes dans l'éducation ; rhétorique et maîtrise des discours ; enseignement technologique/ enseignement professionnel ; les élèves en difficulté ; l'introduction des sciences dans l'enseignement. Philippe Savoie a assuré, pour la partie INRP et en coordination avec l'Inspection générale, l'organisation de ces séances. Quatre chercheurs du SHE ont également été sollicités d'intervenir lors de la seconde année de ce séminaire, en 2005-2006.

*Histoire de la formation des adultes*

Chercheur associé au SHE et membre actif du Groupe d'études Histoire de la formation des adultes (GEHFA), Pierre Benoist a organisé

en 2003-2004 trois séances d'un séminaire sur la validation des acquis en matière de formation professionnelle.

En 2005-2006, trois séminaires, organisés ou coorganisés par le SHE, sont inscrits au programme d'enseignement de l'École normale supérieure (Ulm) :

*Sources, objets et méthodes de l'histoire de l'enseignement supérieur en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*

L'histoire de l'enseignement supérieur français a connu ces dernières années un renouveau autour de travaux d'histoire sociale, d'histoire des sciences et de sociologie. La très grande diversité des objets, des sources et des approches a contribué à créer de nouvelles problématiques au croisement des différentes disciplines intéressées à cette question. L'histoire de l'enseignement supérieur a ainsi mobilisé des approches en termes d'histoire sociale, politique et culturelle mais aussi économique, avec un intérêt très fort pour des questionnements qui empruntent à la géographie (inscription dans un territoire) comme à la science politique (politique publique). Par son inscription dans le contexte socio-culturel, ce thème offre la possibilité d'une réflexion très large sur différents aspects de la société française depuis deux cents ans.

L'objectif de ce séminaire est de présenter les travaux récents sur la question en mettant en perspective les processus du travail scientifique en science humaine : construction de l'objet, « invention » des sources, comparatisme, usages des instruments statistiques. Il sera l'occasion d'une réflexion méthodologique en même temps que celle d'une confrontation pluridisciplinaire du traitement de l'objet étudié. Inscrit dans le programme d'enseignement et de recherche du Département d'histoire de l'ENS, et validable par les étudiants de l'école, ce séminaire semestriel est organisé par Fabien Locher et Emmanuelle Picard (SHE).

*Enfance et littérature*

Ce séminaire est consacré aux rapports entre l'enfance et la littérature, envisagés selon trois axes principaux : la littérature de jeunesse (son apparition, son histoire, l'analyse littéraire des textes, questions de poétique et de genres littéraires) ; l'histoire de l'éducation (notamment à travers l'enseignement de la lecture et de la littérature) ; les personnages d'enfants dans des œuvres littéraires. Il s'agit de faire une place à un domaine encore largement inexploré, et plus complexe qu'on ne le pense, dans l'histoire littéraire, sans perdre de vue son contexte culturel d'invention (théories de l'éducation, naissance de la psychologie enfantine, visée d'un lectorat spécifique). Inscrit au programme des

enseignements et recherches du Département littérature et langages, ce séminaire est dirigé par D. Lévy-Bertherat (ENS), A.-M. Chartier (SHE), M. Lévêque (Rennes II) et A.G. Weber (Université d'Artois).

*Les sciences du monde physique au XIX<sup>e</sup> siècle*

Le séminaire traite de l'émergence des sciences physiques entre la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup>, en portant une attention particulière à la culture matérielle qui les caractérise dans le contexte européen. Après une introduction générale à l'industrie de précision, on centrera l'analyse sur les instruments scientifiques électriques et optiques en s'intéressant à ceux qui les construisent comme à ceux qui les utilisent. On traitera de la manière dont ces instruments servent à observer et explorer des phénomènes naturels ou créés en laboratoire, à produire des relations quantifiées, à fournir des nombres qui peuvent être soumis à divers traitements mathématiques (analyse et statistique) et d'où l'on dérive des lois physiques, en particulier dans les domaines de l'électricité et de l'astronomie (Coulomb, Ampère, Gauss). On examinera les espaces où les instruments sont mis en action, l'émergence des grands laboratoires, la transformation des observatoires, la multiplication des stations météorologiques. La présentation et l'utilisation des instruments dans d'autres contextes seront appréhendées à travers l'étude des problèmes liés à la réplique des expériences classiques, et par des études historiques sur les expositions universelles, les démonstrations publiques de science ou la circulation des instruments entre le monde de la science et celui de la médecine ou de la technique. Inscrit dans le département d'histoire, ce séminaire semestriel est organisé par D. Pestre (Centre A.-Koyré), D. Aubin (Paris VI), C. Blondel (CRHST) et F. Locher (SHE).

## 2. INTERVENTIONS DANS DES SÉMINAIRES EXTÉRIEURS

En 2004 et 2005, les membres de l'unité ont prononcé au total une quarantaine d'exposés dans des séminaires de recherche autres que ceux organisés ou coorganisés par le SHE. Géographiquement, 26 de ces séances ont été assurées en région parisienne (Paris IV 2, Paris VII 1, Paris VIII 1, Paris X 1, Paris XI 2, Saint Quentin-en-Yvelines 1, CNRS 5, EHESS 4, EPHE 2, Institut Poincaré, Centre A.-Koyré, CNAM, LATTS, REHSEIS, BnF 1 ; 5 en province (Universités de Saint-Étienne, Angers, Nantes, Reims et Lille 3) et 13 à l'étranger (Genève, Lisbonne, Urbino, Belo Horizonte, São Paulo et Rio de Janeiro).

Les interventions ont été faites par G. Bodé (1), A. Bruter (1), P. Caspard (5), H. Chamoux (2), A.-M. Chartier (11), M.-M. Compère (5), J.-Y. Dupont (3), R. D'Enfert (5), P. Hummel (3), F. Locher (2), P. Mignaval (2), P. Savoie (1), et M.-L. Viaud (2).

#### **IV – ENSEIGNEMENT ET FORMATION**

Les personnels en poste dans l'unité comprennent peu d'enseignants-chercheurs. Ce sont essentiellement ces derniers qui animent l'activité régulière d'enseignement et de formation de l'unité, n'étant pas pris en compte ici les services des enseignants-chercheurs associés, ni ceux des enseignants sur demi-postes.

##### **1. ENSEIGNEMENT**

En 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006, A.-M. Chartier a assuré un cours de formation initiale à l'IUFM de Versailles : module de formation générale ; bilans de stages en PE2. A. Choppin et P. Savoie ont donné un enseignement en histoire de l'éducation, niveau licence, à la faculté d'éducation de l'ISP (années universitaires 2003-2004 et 2004-2005). A. Choppin a également assuré un enseignement en histoire de l'éducation, niveau maîtrise, à la faculté d'éducation de l'ISP (avec un collègue de l'ISP) (années universitaires 2003-2004 et 2004-2005). Il a conduit trois modules de formation de professeurs documentalistes de l'enseignement général privé (ISP) et de l'enseignement agricole privé (IFEAP, Angers). M.-L. Viaud a été chargée de cours (un semestre en 2005-2006) en licence de sciences de l'éducation à Paris X.

En dehors de ces cours réguliers, une quarantaine de contributions ponctuelles à la formation des maîtres ou des formateurs ont été assurées par des personnels de l'unité, dans ou pour des institutions diverses : IUFM de Paris et de province (8), IGEN (4), ESEN (2), CNP (1), OZP (1), MAFPEN (1), Institut catholique (1), ISP (1), INRP (2), ARES (1), CIEP (1), Rectorats et inspections primaires (4), DESS ou MASTER 2 (8), ainsi que la FCPE, le SGEN-CFDT et les éditions Nathan. Les principaux intervenants ont été A.-M. Chartier (19), A. Choppin (6), M.-L. Viaud (5) ; ont également contribué P. Savoie, M.-M. Compère, G. Bodé, F. Locher, P. Mignaval et A. Bruter.

## 2. ENCADREMENT DE CHERCHEURS

En 2004-2005, l'unité a accueilli Clémence Cardon (doctorante, élève de l'ENS ; sujet : histoire de l'enseignement du français) ; Haruyo Kondô (doctorante, université Waseda, Tokyo ; sujet : histoire de l'enseignement de la philosophie) et Jérémie Pottier (Master 1, Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines ; sujet : les sources de l'histoire de l'Observatoire de Paris).

En 2004 et 2005, A.-M. Chartier a assuré la codirection de thèses de plusieurs doctorants : Flavia Sarti et Santuza de Amorim (Belo Horizonte, Brésil), Anabela Santos (USP, Brésil) et Pablo Colotta (Alcalá).

Les personnels en poste dans l'unité ont participé à divers jurys de thèse : celles d'A.R. Guimarães Thomazi soutenue à Paris V le 25 avril 2005 (A.-M. Chartier) ; de Flavia Sarti soutenue à l'université de São Paulo, USP, le 17 mai 2005 (A.-M. Chartier) ; d'Elizabeth Berlioz, soutenue à Paris IV le 17 janvier 2004 (P. Caspard), d'Ivan Jablonka, soutenue à Paris IV le 4 décembre 2004 (P. Caspard), d'Agnès Lahalle, soutenue à l'université d'Angers le 14 janvier 2005 (P. Caspard). A. Choppin a participé au jury d'une maîtrise (ISP, 19 décembre 2005).

En 2006, l'unité sera laboratoire d'accueil pour Jean-Philippe Legois, qui a déposé un sujet de thèse intitulé "Vers l'université critique ? Mouvements de réforme et de contestation dans les facultés littéraires et scientifiques parisiennes et à l'université de Reims, 1962-1971" sous la direction de C. Charle (Paris I et IHMC).



**SIXIÈME PARTIE**

**ACCUEIL, RELATIONS, CONSEIL**



## **I – ÉTUDES MENÉES À LA DEMANDE D'ORGANISMES PUBLICS**

Le programme d'activité de l'unité est fondamentalement construit pour intégrer son ministère de tutelle et les administrations qui en dépendent parmi les destinataires naturels de ses travaux et de ses recherches. L'unité est, en quelque sorte et de ce point de vue, un observatoire du système éducatif dans sa dimension historique et rétrospective, et se trouve donc en mesure d'éclairer sa tutelle sur de nombreux aspects de cette histoire, notamment celle des contenus d'enseignement et des politiques éducatives.

Au-delà, ce sont surtout les formateurs et les enseignants, plus que la tutelle ou des organismes publics en tant que tels, qui sont en situation de demandeurs envers les travaux de l'unité, et à la réflexion desquels les travaux du SHE entendent contribuer. Enfin, l'insertion de l'unité dans les milieux de la recherche internationale la conduit à répondre également à des sollicitations émanant d'organismes ou d'administrations étrangers. Plusieurs actions se sont situées en 2004-2005 dans l'un ou l'autre de ces champs d'intervention.

A. Choppin est expert pour le programme de l'UNESCO "Dialogue euro-arabe", qui a débuté en 2005 (voir *infra*). P. Savoie a participé à une réunion organisée par le BIE. A.-M. Chartier est membre du groupe national d'expertise conduit par la DEP pour l'appel d'offre de PISA 2009-2012.

Dans le domaine de l'expertise scientifique, P. Caspard est consultant de la Conférence suisse de coordination pour la recherche en éducation (CORECHED). Plusieurs chercheurs de l'unité ont expertisé des projets de la FNRS (Suisse), du Centre fédéral de la recherche helvétique, de l'Université de Buenos Aires, de l'université de Lisbonne.

En France, A.-M. Chartier a assuré des expertises pour la DEP, la DESCO et le HCE ; elle est membre du jury pour le prix *Le Monde* de la

recherche universitaire, et membre du jury pour le prix de l'innovation éducative décerné par la Ligue de l'enseignement. Des chercheurs de l'unité ont assuré ponctuellement des expertises de projets ou de manuscrits (par ex, pour le CNRS, la MSTP, le CNL...). H. Chamoux a organisé la restauration de deux instruments scientifiques (bouteille de Leyde et machine magnétoélectrique de Gramme) du lycée Janson-de-Sailly, et la présentation de vitrines dans le cadre de la constitution du musée scientifique de cet établissement. Il a également participé à la restauration d'archives du lycée Lakanal, en restituant et en restaurant les photographies anciennes (plaques négatives verre) prises sur le vif en amateur au lycée (1900-1914). Il a assuré la mise à disposition en ligne d'enregistrements sonores de cours pris à la même époque

[www.archeophone.org/lakanal.php](http://www.archeophone.org/lakanal.php)

Signalons pour mémoire la participation du directeur du SHE et d'autres chercheurs de l'unité à de nombreuses instances statutaires de l'INRP (CA, CS, CTPC, CAP, Commission de spécialistes) ou de groupes de travail (Conseil scientifique du Musée national de l'éducation, Comité de programmation, Comité éditorial), A.-M. Chartier étant en outre membre de l'équipe de direction et chargée de diverses missions relatives aux questions de formation des maîtres.

## II – RELATIONS INTERNATIONALES

Bien que les missions originelles de l'unité lui fassent obligation de s'intéresser prioritairement à l'histoire de l'enseignement français, son programme d'activités et de recherche revêt de multiples façons une dimension internationale, qui est déjà apparue dans les parties précédentes du rapport :

- PUBLICATIONS. En 2004-2005, un ouvrage et 22 articles ont été publiés à l'étranger, dont 9 ont été traduits en 4 langues. Inversement, 2 ouvrages et 15 articles de chercheurs de l'unité ont porté sur l'étranger ou ont eu une dimension comparative.
- REVUE *HISTOIRE DE L'ÉDUCATION*. Le numéro spécial qu'elle a publié en 2004 sur *L'Architecture scolaire. Essai de bibliographie internationale*, avait une dimension spécifiquement comparative ; 3 de ses articles ont été traduits de l'américain, 2 de l'anglais, 2 de l'allemand, 1 de l'italien. En 2004-2005, la revue a également publié des articles sur l'histoire de l'éducation en RDA et en Chine. En

terme de diffusion, plus du tiers des abonnés à la revue sont des étrangers.

- **INTERVENTIONS DANS DES COLLOQUES ET SÉMINAIRES.** Sur 54 interventions faites dans des colloques, 22 soit 40 % l'ont été à l'étranger, soit un peu plus que les années précédentes. 10 pays et un DOM ont été concernés : Italie (5), Suisse (4), Allemagne, Angleterre, Espagne, Brésil (2), Belgique, Chypre, Russie, Chine et Guyane (1). Sur 40 exposés prononcés dans des séminaires de recherche autres que ceux dont l'unité est organisatrice ou coorganisatrice, 10 l'ont été à l'étranger, essentiellement au Brésil (8), au Portugal et en Suisse (1).
- **MISSIONS À L'ÉTRANGER ET ACCUEIL DE CHERCHEURS ÉTRANGERS.**  
La période 2004-2005 est trop brève pour que soient infléchies d'une façon significative les observations développées dans le précédent rapport quadriennal. Les missions des chercheurs du SHE à l'étranger ont totalisé 115 jours, la grande majorité d'entre elles à l'invitation d'un organisme étranger. Leur objet consistait essentiellement dans une participation à des colloques et séminaires ; dans quelques cas, il s'agissait de participer aux travaux d'instances ou organisations internationales (UNESCO, BIE, Ministères étrangers – brésilien, portugais – ISCHE, CORECHED), et, dans un cas, d'effectuer des recherches en archives. Durant la même période, l'unité a accueilli plusieurs chercheurs ou enseignants-chercheurs étrangers. Certains d'entre eux sont venus sur des postes d'accueil INRP ; il s'agit de : Alexei Volkov (Université de Montréal – Canada), Huo Yiping (East China normal university – Shanghai, Chine), Maria Helena Câmara Bastos (Université catholique de Rio Grande do Sul – Porto Alegre, Brésil), Ceres Leite Prado (Université fédérale de Minas Gerais – Brésil) et Elsie Rockwell (Institut polytechnique national – Mexico, Mexique).  
L'objectif scientifique de ces séjours d'étude et de recherche s'est globalement inscrit dans une perspective de comparaison entre la France et le pays d'origine des chercheurs invités, et l'analyse de la circulation des hommes et des idées dans le champ éducatif international depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. D'autres ont effectué un séjour de recherches doctorales ou post-doctorales : Haruyo Kondo (Tokyo) et Pablo Colotta (Alcalá).
- **PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS D'ASSOCIATIONS INTERNATIONALES.**  
La situation décrite dans le précédent rapport n'a pas substantiellement évolué depuis deux ans. Le SHE reste un membre

actif de l'ISCHE (Association internationale pour l'histoire de l'éducation) ; P. Savoie est membre de son Comité exécutif, auquel il a été réélu en 2005 pour trois ans. L'ISCHE a organisé ses congrès annuels à Genève (2004) et Sydney (2005).

C'est également le SHE qui héberge le site Web de l'ISCHE, sous la responsabilité de P. Savoie, en charge aussi de la révision des statuts de l'Association et des adhérents collectifs et individuels. A. Bruter et P. Savoie ont édité (avec W. Frijhoff, Amsterdam), les actes du Congrès 2002 de l'ISCHE, qui s'était tenu à Paris. Ces actes sont constitués de 14 articles, dont 10 en anglais et 4 en français (n° 34).

Le SHE reste aussi un membre actif de l'IARTEM, Association internationale de recherche sur les manuels scolaires, qui a tenu en octobre 2005 son congrès à Caen. A. Choppin y a animé avec Paul Aubin (Canada) un atelier sur les ressources électroniques consacrées aux manuels scolaires dans le monde.

Alain Choppin a également en charge le pilotage d'un programme de recherche organisé par les commissions nationales et marocaines pour l'UNESCO dans le cadre du dialogue « euro-arabe ». En mars 2003, les commissions nationales française et marocaine pour l'UNESCO organisaient à Rabat un colloque international intitulé « Apprendre à vivre ensemble : quelle éducation pour quelle citoyenneté ? ». Ce colloque, soutenu par de nombreux organismes, dont l'UNESCO, l'ALECSO, l'ISESCO et le Conseil de l'Europe, manifestait la volonté des participants de développer et de renforcer le dialogue euro-arabe. L'une des recommandations adoptées à l'issue de cette manifestation portait sur les manuels scolaires : elle préconisait d'entreprendre des études comparatives sur les livres de classe des deux aires scolaires culturelles afin de recenser les stéréotypes, les valeurs et les « non dits ».

Ce projet reçut l'aval de l'UNESCO et un financement fut alloué pour la réalisation de cette opération. Les commissions nationales française et marocaine firent appel à l'expertise de la Faculté d'éducation de l'université Mohamed V de Rabat et à celle de l'Institut national de recherche pédagogique (Alain Choppin). Un document préparatoire, centré sur les questions proprement méthodologiques, fut établi au printemps 2005 et discuté lors d'une première réunion d'experts arabes et européens qui se tint à Lyon en juin de la même année. L'analyse des manuels est actuellement en cours et une nouvelle réunion est prévue en 2006 pour effectuer les premiers échanges et porter un regard croisé sur les résultats obtenus.

### III – ACCUEIL ET ORIENTATION DES CHERCHEURS

L'unité a assuré en 2004-2005 son habituelle fonction d'accueil et d'orientation de chercheurs, universitaires et étudiants, par courrier, téléphone ou entretiens. Plusieurs dizaines de sollicitations lui sont ainsi adressées tous les ans. Elles peuvent susciter dans certains cas une véritable guidance en terme de sources ou de méthode, notamment dans le domaine des manuels scolaires et des archives orales.

### IV – EXPOSITIONS, VULGARISATION

Quelques chercheurs de l'unité ou associés ont été sollicités de participer à des opérations de vulgarisation. R. d'Enfert a collaboré à l'exposition « Un art pour tous. Le dessin à l'école de 1800 à nos jours » organisée par le Musée national de l'éducation, de décembre 2004 à décembre 2006, et à la rédaction du catalogue pour la période 1800-années 1960 (n° 19).

H. Chamoux a prononcé une conférence sur « l'inventaire des instruments scientifiques », à l'occasion d'une exposition organisée par l'IUFM de Caen, le 2 novembre 2004. Il a participé aux Journées du Patrimoine le 18 septembre 2004 en organisant et animant au lycée Lakanal (Sceaux) une exposition des instruments scientifiques anciens, présentés dans le parloir.

J.-Y. Dupont a participé au Catalogue de l'exposition *Parcours de Centraliens, 1829-2004*, publié par le Musée des Arts et Métiers en 2004 (pp. 88-89) ; il a également publié deux notices historiques dans *Centraliens* (janv. 2004, pp. 22-24 et oct. 2004, pp. 51-52).

A.-M. Chartier a contribué par un texte sur la lecture de jeunesse au guide *Aimer lire* (Sceren et Bayard Presse, 2005).

M.-M. Compère a donné une conférence sur l'histoire du Quartier latin à la Société historique du Ve arrondissement de Paris le 9 mars 2004.

### V – PRESTATIONS DANS LES MÉDIAS

Des chercheurs de l'unité ont été sollicités par la presse écrite et parlée, le plus généralement pour donner un éclairage historique à des questions d'actualité. Ainsi, Philippe Savoie a accordé des interviews sur l'attachement des Français au baccalauréat, à Cécile Maillard (publication dans *France Soir* le 8 juin 2004) ; sur les noms des

établissements, à Luc Bronner (publication dans *Le Monde* daté du 2 septembre 2004) ; sur l'Éducation nationale face à la nostalgie d'un âge d'or mythique, à Luc Bronner (publication dans *Le Monde* daté du 15 septembre 2004) ; pour le dossier « Prof, un métier en révolution », à Maryline Baumard et Brigitte Perucca (publication dans *Le Monde de l'éducation*, n° 329, octobre 2004, pp. 22-29) ; sur la nostalgie scolaire, à Claude Paichard, en direct dans le journal du soir de *Sud Radio*, le 15 septembre 2004 ; sur le film *Les choristes* et la nostalgie scolaire à Véronique Guichard pour *The Guardian* (article paru le 11 mars 2005) ; sur l'évolution des exercices scolaires à Noémie Constant pour *Famille et éducation* (publication de l'article dans le *Guide Pratique Apel*, novembre 2005) ; sur le statut et l'image des enseignants (juin 2005) à Isabelle Gravillon pour *Côté femmes*. Alain Choppin a accordé des interviews à *Libération*, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *Clés de l'actualité*, *Femmes actuelles*, sur des questions touchant notamment à la place des manuels scolaires dans les questions de "mémoire". Suite à la parution de son ouvrage sur l'histoire des collèges et lycées "différents", Marie-Laure Viaud a donné plusieurs interviews, notamment au « Café pédagogique » (12 février 2005), au *Nouvel Éducateur* (novembre 2005, n° 173), à *Enseignement catholique actualités* (avril 2005, n° 293), à la *Revue des parents* (décembre 2005, n° 343), au *Monde de l'éducation*, à plusieurs radios (RFI : « l'école des savoirs », Fréquence protestante, Radio libertaire). A.-M. Chartier a fait une intervention sur Europe 1, le 12 avril 2005, sur la question de l'orthographe ; elle a accordé des entretiens en 2004-2005 à *Fenêtre sur cours* (SNUIPP), et à *Notre Temps* (1<sup>er</sup> février 2005). P. Caspard a répondu aux questions de N. Truong sur les pièges de la nostalgie (*Le Monde de l'éducation*, nov. 2004) et a accordé une longue interview sur les problèmes actuels de l'école française vus par un historien, parue sous le titre "Escola em transe" dans *Educação* (São Paulo), en juillet 2005.